La fraternité, notre combat

pour bâtir un avenir durable

Semaines sociales de France

La fraternité, notre combat

pour bâtir un avenir durable

Actes de la 96e session
28, 29 et 30 octobre 2022
À Lille et en ligne

Cette 96e session des Semaines sociales de France a été pilotée par Pierre-Yves Le Priol et Eric Wendling et préparée par Laurent de Mautort, Françoise Philip, Dominique Quinio, Denis Vinckier et Béatrice Wettstein.

www.ssf-fr.org

L'intégralité de la session est accessible en replay
sur le site des Semaines sociales de France
www.ssf-fr.org

Les Actes peuvent être commandés sur le site de l'éditeur
www.bod.fr

La réalisation de ces Actes a été assurée par Marie-Sylvie Rivière

ISBN : 9782322463541
© Semaines sociales de France, 2023

Ouverture

Isabelle de Gaulmyn

Patrick Scauflaire

Isabelle de Gaulmyn[1]

Je voudrais d'abord vous dire toute ma joie, et surtout mon émotion, d'être ici, devant vous, comme présidente, pour la première fois. Je pense à toute l'histoire de cette association, créée ici, voilà plus d'un siècle. Je pense à tous les responsables qui se sont succédé. Je pense surtout, ce soir, à celle qui m'a précédée à cette fonction, ouvrant d'ailleurs la voie à la féminisation, Dominique Quinio.

Dominique, que j'ai eu la joie de connaître dans ma vie professionnelle, puisqu'elle fut directrice de la rédaction de *La Croix*. Et qui a admirablement tenu le manche des Semaines sociales, dans une période très compliquée, avec le Covid, avec aussi toute une réflexion sur les statuts et sur l'évolution des Semaines sociales, pour s'adapter aux nouveaux modes de participation des publics, aux nouveaux besoins, et à la démographie du catholicisme aussi. Cette session est d'abord sa session, puisque c'est sous sa présidence que le thème a été choisi, préparé, réfléchi, et donc c'est à elle, et à toute l'équipe, qu'en revient le mérite. Dominique, merci, tu restes, je le sais, bien impliquée, et je n'ai d'autre ambition que de continuer, après toi, à continuer à porter, avec vous tous, l'histoire des Semaines sociales encore plus loin.

Ce soir, j'aimerais m'arrêter sur deux réalités : l'Église, et la société. Deux réalités qui vivent une crise profonde. L'Église, vous le savez aussi bien que moi, et en présence de Jean-Marc Sauvé, dont le fameux rapport a contribué à une prise de

[1] Isabelle de Gaulmyn est présidente des Semaines sociales de France.

conscience terrible sur les abus en son sein. Cette semaine encore, nous avons été terriblement choqués par la découverte des agissements d'un évêque, et le silence de toute la hiérarchie qui les a entourés. Cette institution a décidément du mal à se réformer, à changer des comportements hérités de siècles de pratiques cléricales. Elle voit chaque jour sa parole un peu plus décrédibilisée par de tels actes. L'Église est en crise. La société ne va guère mieux. Je veux ici retenir quelques points, parmi les signes des temps, de notre actualité la plus récente.

- Au plan politique, des élections où jamais on n'a eu un taux d'abstention si fort, et un vote qui s'est polarisé sur les extrêmes. Et depuis, un spectacle politique tout de même assez affligeant, qu'on a pu encore voir ces derniers jours au Palais Bourbon, où l'invective, le fait divers, l'emportent largement sur la recherche du bien commun.
- Une crise climatique qui pose des enjeux colossaux et urgents.
- Une Europe en guerre, avec des bombardements sur des villes européennes, des déplacements de populations, et le risque d'un embrasement nucléaire.
- Et au final, une société française qui ne va pas bien, anxieuse, atomisée, tentée par le repli identitaire, où on a le sentiment que l'on ne peut plus se parler.

Alors, pourquoi je rapproche cela ? Ces deux réalités, Église, société, en crise profonde. Parce que justement, j'ai envie de dire que nous sommes là pour cela, ce soir. Parce que la crise des institutions doit nous conduire à prendre toute notre place, comme association chrétienne, dans cette Église dont nous sommes partie prenante. Plus que jamais, il y a besoin d'incarner d'une autre manière la parole de l'Église, et les Semaines sociales sont une de ces manières. Nous sommes tous convaincus ici que le christianisme a quelque chose à dire à la société, dans un dialogue et non en surplomb, que le christianisme est nécessaire comme courant de pensée dans la société française, et c'est cela, aussi, les Semaines sociales.

Et parce que notre société ne va pas bien, je trouve cela particulièrement pertinent de nous pencher sur ce que constitue peut-être, comme chrétiens, notre première préoccupation : contribuer à « réparer », à retisser des liens de réciprocité mutuelle entre les personnes, de reconnaissance mutuelle, contribuer à cette fameuse fraternité, justement parce que cette valeur est au croisement d'un double héritage, chrétien et républicain.

Alors ne soyons pas naïfs, ni présomptueux. L'actualité de l'Église nous a montré, cruellement et douloureusement, que ce n'est pas parce que nous sommes chrétiens que nous avons la « fraternité innée ». Au contraire, comme chrétiens, nous savons que la fraternité humaine se construit, qu'elle ne va pas de soi, qu'elle n'est jamais donnée sauf en Christ. La fraternité, c'est un combat, comme le dit le beau titre de cette rencontre.

Je verrais deux pistes pour ouvrir ces trois jours de réflexion.

D'abord, la fraternité ne concerne pas seulement l'action individuelle, mais l'ensemble de la société, ce que le pape appelle l'amitié sociale. Comment favoriser dans nos institutions (politique, économique, sociale) ce qui peut permettre à tous de sortir de sa bulle, de sa petite communauté ? Comment favoriser, dans ce monde anxiogène, l'ouverture à l'autre, à l'étranger, à celui qui n'est pas comme nous, et qui nous fait peur ?

Et seconde préoccupation, montrer cette fraternité qui existe, qui s'exprime, à hauteur du terrain, du quotidien, notamment ici, dans cette région très marquée par les solidarités. Les tables inspirantes sont là pour montrer ce qui marche, pour ensuite pouvoir le dupliquer, le faire savoir, donner des clés d'action.

Cette réflexion, il faudra ensuite la porter. Dans l'Église où, justement, il y a sans doute plus que jamais besoin de fraternité. Et dans la société. C'est aussi cela les Semaines sociales. Parce que, pour reprendre cette phrase de Dostoïevski dans *Les Frères Karamazov* : « Nous sommes tous responsables de tout et de tous devant tous, et moi plus que les autres. »

Patrick Scauflaire[1]

En tant que président-recteur de cette université, je suis très heureux de saluer les participants à la 96e rencontre des Semaines sociales de France, saluer sa présidente Isabelle de Gaulmyn et saluer votre prestigieux invité, Jean-Marc Sauvé.

Il est frappant pour moi que vous teniez rencontre à Lille pour la huitième fois depuis 1904. C'est peut-être devenu un peu banal pour vous, ce n'est pas banal pour moi de vous accueillir avec une grande joie ; les Semaines sociales sont ici chez elles et Ecoposs[2] donne à votre rencontre un relief tout particulier.

Ce compagnonnage entre les Semaines sociales de France et notre territoire a pris la forme de soutien fidèle de nos évêques, reconnaissant l'engagement des chrétiens dans la société comme artisans d'une fraternité vécue : le cardinal Liénart, qui a ouvert ici la session en 1932, en 1949 et en 1969, et dans sa foulée tous ses successeurs, Mgr Gand, Vilnet, Defois, Coliche, Hérouard et Ulrich, mais aussi les pères Dufour, Delannoy, Brunin, qui ont pris part à ces rencontres.

Ce compagnonnage a pris la forme d'une université catholique de Lille engagée dans son territoire, qui se veut un laboratoire de la pensée sociale de l'Église et, là aussi, il y a une belle continuité dans l'action des différents présidents-recteurs :

- Michel Falise qui avait introduit la session qui s'était tenue ici en 1982, pointant du doigt déjà les défis d'une société dont il est impossible de dire dans quel sens elle évoluera : « Là où il y a une volonté, il y a un chemin » ;

[1] Patrick Scauflaire est président-recteur de l'université catholique de Lille.

[2] La première édition de la biennale Ecoposs s'est déroulée à l'université catholique de Lille du 26 au 30 octobre 2022 et a fait l'éloge du futur au travers de nombreuses propositions culturelles, scientifiques, artistiques, et citoyennes.

• Gaston Vandecandelaere, répétant à l'envi que le plus beau trésor de l'Église, sa pépite, c'est son enseignement social ;

• Thérèse Lebrun, et le développement d'un quartier de ville inventant un réel vivre ensemble ;

• Pierre Giorgini et l'attention au grand défi de la transition fulgurante, de l'impact des technosciences sur nos sociétés, et qui a travaillé en lien avec Thierry Magnin, aujourd'hui président-recteur délégué aux humanités et à la vie étudiante, autour « de l'apport des neurosciences et de la biologie à l'anthropologie chrétienne » ;

• Et à mon tour de poursuivre cette lignée dans une fidélité inventive, attentive aux signes des temps.

C'est tout l'enjeu de l'événement Ecoposs, qui consiste à tenter de se projeter, d'imaginer le futur pour s'engager dans le présent. On pourrait dire qu'à cet événement inédit qui est à la fois une Foire, une Fête, un Festival et une Fabrique, vous allez apporter votre savoir-faire et aussi votre touche singulière. On pourrait presque ajouter un cinquième F pour cette Foi en l'homme, capable de tout en termes de Fraternité.

Ce n'est pas anodin que plus de 1 000 jeunes se soient inscrits à Ecoposs. Ce n'est pas anodin que des centaines de jeunes s'investissent ici dans le *service learning*, un véritable apprentissage par le service. Ce n'est pas anodin que des centaines de jeunes s'engagent dans un parcours Humanités pour cheminer avec des personnalités humanistes comme Simone Veil ou Teilhard de Chardin ; tout comme c'est une bonne nouvelle que des jeunes participent au parcours Humanités et Politique avec le service du bien commun comme boussole.

Toutes ces initiatives contribuent à une montée en conscience, à interroger l'éthique sur les grandes questions contemporaines. C'est ce que font les Semaines sociales de France depuis l'origine. Nous sommes heureux, université catholique, d'y contribuer et d'honorer l'exemple d'Eugène Duthoit qui fut doyen de notre faculté de droit et le second président des Semaines sociales de France.

Je vous souhaite une fructueuse session.

UNE DÉMOCRATIE À RÉINVENTER

Fraternité et démocratie

Jean-Marc Sauvé[1]

Il y a, au mieux, un paradoxe et, au pire, de l'inconscience ou de la naïveté à prétendre parler de fraternité et de démocratie dans les jours que nous vivons et à ouvrir un congrès sur ce thème.

Car la démocratie est en crise, là où elle existe, et elle recule ou cède le pas, là où elle n'a pas encore été proclamée ou consacrée. Le changement de perspective est aujourd'hui radical au regard de l'utopie de la fin de l'histoire et de l'euphorie qui ont suivi la chute en 1989 des régimes installés par l'Union soviétique, puis l'impensable effondrement de cette Union en 1991. Entre autres, le récent XXe congrès du parti communiste chinois, et tout ce que ses résolutions et sa mise en scène ont exprimé, mais aussi la montée des populismes qui gangrènent les régimes démocratiques, y compris les plus anciens, sur tous les continents et jusqu'à l'espace européen lui-même, montrent que la démocratie est moins un acquis qu'une perspective incertaine restant à construire et faire vivre. Des États-Unis à Hong-Kong, en passant par les cinq continents, se manifestent les avatars inquiétants d'une promesse glorieuse, mais visiblement contrariée : le triomphe de la démocratie.

Quant à la fraternité, l'écart qui, dans notre monde, sépare le réel de l'idéal est encore plus abyssal. Où est la fraternité lorsque, selon l'ONU, nous nous dirigeons de manière impavide, tout en faisant quelques efforts, vers un réchauffement climatique de 2,8°C avant la fin du siècle, qui provoquera des catastrophes naturelles en chaîne et fragilisera très durement et en priorité les plus pauvres ? Où est la fraternité quand les rapports de force géopolitiques les plus brutaux s'expriment sans vergogne de l'Ukraine au Caucase, au Proche-Orient et à l'Afrique ? L'Extrême-Orient est le prochain foyer de tensions, où le monde va jouer son avenir, s'il survit à la

[1] Jean-Marc Sauvé est vice-président honoraire du Conseil d'État, président de la fondation Apprentis d'Auteuil.

crise ukrainienne. Où est encore la fraternité quand se déploie une compétition économique aussi impitoyable que souvent inéquitable et que se manifestent de manière très crue les rapports de force économiques, le désir irrépressible d'accumuler des richesses sans limites et l'incapacité collective à faire reculer la pauvreté ? La globalisation attend toujours une régulation digne de ce nom. Où est la fraternité quand, à nos portes, depuis 2014, plus de 20 000 migrants se sont, dans un silence de cathédrale, noyés en mer Méditerranée, devenue un véritable cimetière marin ? Si nous faisions une minute de silence à la mémoire de chacun de ces morts, notre temps de recueillement durerait près de 14 jours, c'est-à-dire deux semaines ! Je note au passage que l'on peut consacrer des dizaines (voire des centaines) de milliers d'euros et affecter 80 personnes, dont 20 plongeurs, pour tenter de sauver un beluga égaré dans la Seine, comme cela s'est passé en plein mois d'août chez nous, mais que, sauf rares et dignes exceptions, personne ne parle de ces 20 000 noyés, ni ne fait rien pour arrêter ce désastre. Nous ne le savons pas et ne voulons peut-être pas le savoir ; cette information ne fait pas recette, au sens littéral du terme. Ayant vu comment les propos du pape François dans la magnifique encyclique *Fratelli tutti* ont pu, au-delà de critiques légitimes, être caricaturés et dénaturés par des intellectuels catholiques, je veux souligner qu'ayant été, il y a une trentaine d'années, responsable de la politique française de l'immigration, je sais que notre pays, comme l'Europe, ne peut assurément pas accueillir tous les migrants qui veulent y venir en provenance d'Afrique, du Proche-Orient ou d'Asie. Mais peut-être pourrions-nous refouler efficacement et dignement ceux qui doivent partir, sans qu'ils ne se noient par milliers chaque année, et mieux accueillir ceux qui peuvent nous rejoindre. Que l'on ne me fasse donc pas dire ce que je n'ai pas dit.

Au regard de ce sombre tableau, je ne me résigne cependant pas à rendre le micro. Car si nous sommes en apparence dans une impasse historique, voire conceptuelle, je crois à la nécessité et à la possibilité de donner à la fraternité une place plus affirmée dans notre démocratie pour permettre aux citoyens de mieux vivre ensemble et de relever avec plus de pertinence les lourds défis collectifs qui se présentent à nous. J'y crois d'autant plus qu'un nombre croissant d'acteurs associatifs ou sociaux s'engagent sous cette bannière à différents niveaux qui peuvent être locaux, nationaux ou internationaux. Alors que le thème de l'identité nationale ne cesse d'être rabâché de manière obsédante, il est réconfortant de noter que dans l'édition 2022 du Baromètre annuel de la fraternité, une majorité écrasante, près de 80 % de nos compatriotes, continue de vouloir agir et échanger avec des personnes différentes d'eux. L'ouverture à l'altérité n'est pas morte.

Dès lors que je ne renonce pas à mon propos, je le structurerai en trois points : 1/ la fraternité et la démocratie ont partie liée, au moins dans notre pays, et elles peuvent se compléter et s'enrichir mutuellement ; 2/ la fraternité doit devenir un principe essentiel de notre organisation politique et de notre vie collective ; 3/ c'est

par la reconnaissance et la promotion de la fraternité que nous pourrons contribuer à relever les défis globaux et peut-être aussi apporter des réponses à la question du sens de nos vies.

I/ La fraternité et la démocratie ont partie liée, et elles peuvent se compléter et s'enrichir mutuellement pour relever de lourds défis

La fraternité a été dans notre pays un principe ambigu, contesté, tardivement reconnu, mais elle est consacrée au sommet de l'édifice républicain

La fraternité a été le terme du triptyque républicain le plus tardivement consacré – il ne le fut qu'en 1848 – et le plus exposé aux controverses sur la place qu'il devait occuper dans la devise nationale, mais aussi sur sa consistance, sa signification politique ou sa force juridique. En tout cas, la multiplicité et l'éclectisme de ses pourfendeurs successifs lui permettent d'échapper aujourd'hui à tout risque d'appropriation philosophique ou idéologique. En effet, tour à tour, les traditionnalistes, les positivistes, les marxistes, les doctrinaires de l'ordre public, ceux de la laïcité et du nationalisme intégral l'ont contestée. Quant aux fascistes, ils ont travesti cette notion que l'on retrouve, ce n'est pas un hasard, dans l'intitulé du premier parti politique italien d'aujourd'hui, le parti post-fasciste Fratelli d'Italia dont le nom consonne en apparence, mais s'oppose en substance à *Fratelli tutti*, le titre de l'encyclique du pape François... Il est des fraternités marquées du sceau de l'universel, tandis que d'autres se prévalent de l'exclusivisme national.

Il est clair que l'appel à la notion de « frère » (ou sœur) semble a priori contredire l'idée d'universalité. Elle renvoie à une personne avec qui j'ai un lien de sang et que je n'ai pas choisie. Le dictionnaire *Littré* surmonte avec tact la difficulté en donnant cette définition de la fraternité : elle caractérise « la liaison étroite de ceux qui, sans être frères, se traitent comme des frères ». Par conséquent, la fraternité n'est pas incompatible avec l'universalité et, pour des chrétiens, l'hésitation est moins encore permise : car la fraternité entre tous les êtres humains procède directement de leur qualité d'enfants de Dieu qui fait du chrétien le frère ou la sœur de chaque personne humaine.

En dépit de ses nombreux contempteurs, la notion de fraternité a vu le jour dès 1789 – elle était déjà sous-jacente à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ; elle a été promue par des orateurs de premier plan, comme Robespierre, et consacrée dans les commentaires sur la Fête de la Fédération. Puis, elle a été inscrite dans notre première Constitution, celle de 1791. Ainsi lit-on dans son titre Ier : « Il sera établi des fêtes nationales pour conserver le souvenir de la Révolution française, entretenir la fraternité des citoyens, et les attacher à la Constitution, à la Patrie et aux lois » ou, en 1792, « la République accordera fraternité et secours à tous les peuples

qui voudront recouvrer leur liberté » (décret du 19 novembre 1792). Dès l'origine, la fraternité ne se limita pas à un simple élan fraternel. Concrètement, les Constitutions du 3 septembre 1791 et du 24 juin 1793 ont contenu des manifestations tangibles du principe de fraternité nationale en consacrant des droits nouveaux : le droit à la subsistance par le travail, le droit au secours public pour les nécessiteux, le droit à l'instruction publique commune, tous ces droits fondamentaux étant mis en œuvre par des dispositions qui s'intégreront ensuite dans le principe de solidarité[1]. Cependant, très vite après sa première consécration, la fraternité sombrera dans la Terreur.

C'est seulement en 1848, à l'avènement de la Seconde République, que la fraternité a été consacrée, devant la liberté et l'égalité, comme la plus haute « marche du perron suprême » pour reprendre l'expression de Victor Hugo[2]. C'était l'époque où Pierre Leroux, inventeur du mot « socialisme » et ardent partisan de la fraternité, publiait un petit traité pour soutenir qu'il est, après le christianisme, « possible de concevoir une religion sans théocratie »[3]. À ce moment-là apparaissent clairement les deux matrices, républicaine et biblique, de la fraternité, la première proclamée hautement[4], la seconde prononcée en sourdine. Il y a deux mystiques, laïque et chrétienne, de la fraternité qui ne sont pas si incompatibles que cela. Il n'est pas étonnant à cet égard que les chrétiens et les francs-maçons se désignent comme frères, du moins entre eux. Pays de la plus stricte sécularisation et séparation des Églises et de l'État, la France a ainsi entériné un principe qui permet, dans une certaine mesure, de réconcilier ses mémoires antagonistes. C'est d'ailleurs à cette époque que les prêtres bénissaient les arbres de la liberté.

À cette consécration de la fraternité a correspondu une réforme lumineuse : l'abolition de l'esclavage par le décret du 27 avril 1848 et corrélativement, on le sait moins, la déchéance de la nationalité française pour les planteurs qui refuseraient d'appliquer cette réforme. C'est l'un des cas rarissimes, dans l'histoire de la République, de déchéance de notre nationalité pour des personnes nées françaises. C'est dans le même contexte qu'a été consacré le droit au travail et que furent créés, sous l'impulsion du socialiste Louis Blanc, les ateliers nationaux, vers lesquels affluèrent les chômeurs de Paris, 6 000 dès le 15 mars 1848 et 117 000 à la fin d'avril. Mais l'Assemblée nationale, élue le 23 avril 1848, mit un terme à cette expérience dès le mois de juin, ce qui fut à l'origine d'un soulèvement, les Journées de juin, vite réprimé par le général Cavaignac qui prit alors la tête du gouvernement. De même

---

1 Guy Canivet, *Responsabilité, fraternité et développement durable en droit*, « Conférence en mémoire de l'honorable Charles D. Gonthier » par Guy Canivet in *De la valeur de la fraternité en droit français*, 20-21 mai 2011 (conférence à la Faculté de droit de l'université Mac Gill).

2 Victor Hugo, *Le Droit et la Loi*.

3 Régis Debray, *Le Moment fraternité*, Gallimard, 2009. Folio Essais 2010, p. 111.

4 On pourrait citer Ledru-Rollin : « En cette époque où la foi antique s'est éteinte et où la lumière nouvelle ne t'est point encore donnée, chaque soir, dans ta demeure isolée, répète religieusement l'immortel symbole : liberté, égalité, fraternité. » Régis Debray, ibid.

que la fraternité des années 1789-1792 a débouché sur la Terreur, celle de 1848 n'a pas survécu aux Journées de juin, puis au coup d'État du 2 décembre 1851.

Après les laborieux commencements de la IIIe République, née, à l'usure, d'un amendement adopté à une voix de majorité le 30 janvier 1875, l'amendement Wallon, la fraternité fut consacrée de manière coutumière comme devise de la République et elle orna les bâtiments publics à partir du 14 juillet 1880 après la victoire définitive de celle-ci. Elle n'accéda à la dignité constitutionnelle que dans la Constitution du 27 octobre 1946 (art.2 - La devise de la République est : Liberté, Égalité, Fraternité), dont la rédaction fut reprise à l'article 2 de la Constitution du 4 octobre 1958.

Source d'inspiration, la fraternité n'a très longtemps guère eu de conséquences juridiques. Elle était en principe sans limite, à la différence de la liberté et de l'égalité, et de surcroît située à l'interface de démarches individuelles et d'une exigence universelle. Pour cette raison, elle demeurait rétive à toute injonction étatique ou juridictionnelle. Il a fallu, en dépit de plusieurs coups de chapeau sans grande conséquence, notamment à l'occasion du vote des lois sur le revenu minimum d'insertion et le revenu de solidarité active, attendre 2018[1] pour que le Conseil constitutionnel confirme clairement la force juridique de ce principe et, pour la première fois, censure et interprète avec des réserves des dispositions législatives qui portaient sur la répression de l'aide à l'immigration irrégulière, lorsque cette aide, dictée par des considérations humanitaires, est effectuée à titre bénévole. De même qu'il avait pu, avant cette décision, mobiliser le principe de fraternité sans en déduire des décisions de conformité ou de censure, le Conseil constitutionnel aurait pu en juillet 2018 recourir à une autre motivation pour parvenir au même résultat, par exemple en se fondant sur le principe de nécessité des peines consacré par l'article 8 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. D'où des débats passionnés, comme il se doit, au sein de la communauté juridique. Quoi qu'il en soit, c'est un symbole important qui a été consacré en 2018, sans pour autant conduire à des conséquences critiquables ou des risques d'instrumentalisation de ce principe constitutionnel enfin devenu actif.

À côté de la fraternité, la démocratie, dont la République est la déclinaison française, a su prendre appui non seulement sur les droits de l'homme et les principes de l'État de droit, mais aussi sur le principe de fraternité

La démocratie en France, ce n'est pas seulement des règles de compétences et de procédure, c'est-à-dire d'organisation des pouvoirs publics, c'est toute une série de principes fondamentaux qui n'ont reçu de consécration juridique qu'en 1971, parmi lesquels la fraternité. Comme l'a souligné dès 2003 le Conseil constitutionnel dans sa communication au 3e congrès de l'ACCPUF[2] consacré à la fraternité en mars

[1] Conseil constitutionnel, n°2018-717/ 718 QPC du 6 juillet 2018.

[2] Association des Cours constitutionnelles ayant en partage l'usage du français.

2003 : « Si la mise en œuvre du principe de fraternité implique la recherche de la justice sociale, elle va cependant bien au-delà ; pour autant qu'elle prend appui non pas sur l'appartenance à un groupe, mais sur l'éminente dignité attachée à la qualité d'homme, elle implique aussi, en toute logique et en toute hypothèse, l'exercice de la tolérance, la bienveillance pour autrui, le respect de l'autre, le rejet de toute attitude d'exclusion pouvant conduire notamment à des comportements racistes, le refus de recourir à la haine ou encore le refus de faire grief à quelqu'un de son appartenance à un groupe social, ethnique ou religieux, de son sexe ou de son âge. » Avant même 2018, la fraternité était par conséquent bien présente dans la pensée constitutionnelle française et sous-jacente à de nombreuses notions.

Fraternité et République ont partie liée pour renforcer la cohésion nationale et construire du « commun »

Le simple jeu des pouvoirs publics, adossé à des élections, et les affrontements légitimes entre majorités et oppositions ne suffisent pas à fabriquer du « commun », ni à forger de l'unité et de la cohésion. Par la force des choses et la loi d'airain du débat politico-médiatique, ils créent même surtout de la polémique et des réflexes antagonistes inévitables, mais souvent pavloviens et désolants. Non seulement l'invective fleurit, mais le choc des ambitions et des inimitiés divise chaque camp. Comme le disait à l'un de ses homologues étrangers l'un des douze ministres sous l'autorité desquels j'ai travaillé : « En politique, le plus dur est encore de supporter ses propres amis. »

Ne sont pas davantage fédérateurs les droits de l'homme, quoi qu'on en dise, ou les principes de liberté et d'égalité qui ne sont plus perçus comme un but à atteindre ou une composante essentielle de notre Bien commun et qui, en dépit de leur dimension éminemment collective, sont des aspirations émanant davantage de personnes et de groupes que de la communauté nationale en son entier.

Par ailleurs, les grands mythes fondateurs de notre pays ne fonctionnent plus, en tout cas plus comme avant : la France, la nation, la patrie, la République, la volonté générale, l'armée ne font plus vibrer que des cercles restreints. L'idée de mourir pour son pays devient plus irréelle, notamment avec l'évolution de l'art de la guerre et la suspension du service national. Le roman national, issu de l'historiographie du XIXe siècle qui a été popularisée par l'École de la République et, notamment, Ernest Lavisse, a de son côté été délégitimé par la nouvelle approche, plus sociale, de l'histoire.

Or notre société a besoin de balises et de signes tangibles qui manifestent la cohésion de l'ensemble pour faire face à son destin collectif et à la multitude d'épreuves ou de défis que nous traversons ou que nous devons tout simplement assumer. Certes, les commémorations nationales, les fêtes, notamment à la suite du succès d'équipes sportives, les réussites de nos entreprises sur le plan économique ou de nos compatriotes sur la scène académique, artistique ou scientifique internationale

– les Prix Nobel par exemple –, les deuils nationaux, comme après les attentats terroristes – Charlie Hebdo, l'Hyper-Casher, le Bataclan, Nice – ou le décès de personnes emblématiques – l'Abbé Pierre, une personnalité politique respectée, un écrivain, un artiste, un acteur, une vedette du show-biz, etc. –, tous ces évènements resserrent de manière émotionnelle, mais fugitive, la cohésion et l'unité nationales.

La France a aussi dans le passé connu de grandes ferveurs, nationale ou religieuse, qui ont pu être le ciment de grands élans collectifs, quand elles n'ont pas été le ferment de divisions très profondes.

Mais après avoir relevé toute une série d'impasses, comme je viens de le faire avec une pointe de nostalgie, il me semble que nous avons des cartes en main pour relever les défis présents et futurs de notre société avec cet outil ancien, mais profondément novateur et aussi rassembleur, qu'est la fraternité. Celle-ci est au cœur de notre identité constitutionnelle, de notre pacte national et de notre conscience civique.

Il faut à cet égard savoir regarder ce que sont les défis pressants de la fraternité dans notre pays. De quoi s'agit-il sans langue de bois ? À titre d'exemples, et en ce qui concerne particulièrement les plus jeunes de nos compatriotes, c'est le développement des phénomènes de violence ; c'est la montée du communautarisme et du risque de radicalisation ; ce sont les évolutions ambivalentes du rapport au sentiment religieux, qui peut être facteur d'intégration ou de perversion ; c'est l'absence de lien affectif stable et équilibré et de perspective d'insertion sociale et professionnelle ; c'est aussi, plus positivement, le désir de fraternité, de justice et d'égalité garçons-filles ; c'est encore l'attente d'un plus grand respect de la dignité de la personne humaine ; c'est un désir profond de rencontres et d'interactions positives ; c'est l'aspiration des jeunes et des parents isolés ou en galère de retrouver un pouvoir d'agir ; ici ou là, certes pas partout, ce peut être aussi le désir de dialogue interreligieux.

Pour faire face à ces défis ou ces demandes, la fraternité est un objectif, une démarche et une méthode.

- Un objectif tout d'abord en ce qu'elle conduit à reconsidérer concrètement ce que sont toutes les situations de risque de rupture ou de déchirure du lien social : ce sont, par exemple, des femmes ou des enfants maltraités, en danger ou abusés ; c'est le décrochage massif et irrémédiable de certains jeunes d'avec les structures scolaires existantes ; c'est un modèle d'intégration républicaine de la jeunesse qui est menacé et pour lequel il faut trouver des appuis ; c'est le phénomène des NEET[1], ces jeunes sans aucun diplôme, scolarité, emploi, stage ou formation, alors qu'un nombre croissant d'entreprises manque de main d'œuvre qualifiée ; ce sont les chômeurs de longue durée sans perspective ; ce sont des personnes âgées dépendantes ; c'est l'insuffisante éducation au numérique qui crée de nouvelles ruptures et discriminations et expose à des dangers ; ce sont des personnes condamnées à qui il faut savoir tendre la main en complément de l'action des

[1] NEET vient de l'anglais « Not in Education, Employment or Training ».

services pénitentiaires d'insertion et de probation ; c'est un monde rural de plus en plus isolé et relégué auquel il faut proposer des interactions, des activités et un avenir ; c'est la solitude et la détresse des seniors auxquelles il faut répondre par des moyens complémentaires de ceux des institutions publiques et privées qui les prennent en charge.

• La fraternité, c'est aussi une démarche qui fait confiance aux acteurs et croise les initiatives des uns et des autres, qu'elles soient publiques ou associatives. Elle permet ainsi de mobiliser l'État et les collectivités publiques, chez nous ou hors de nos frontières, mais elle ne constitue pas leur monopole et les citoyens et leurs groupements ont pleinement leur rôle à jouer dans la mise en œuvre concrète des actions inspirées par l'esprit de fraternité.

• La fraternité enfin, c'est une méthode qui porte des noms aussi simples qu'initiative, créativité, altérité, transversalité ou encore projets collectifs menés avec et par des personnes actrices de leur destin et développant ainsi leur pouvoir d'agir. Ce sont ainsi des rencontres intergénérationnelles qui aident les uns et les autres à mieux vivre et à grandir. La fraternité aide à sortir du carcan de la sectorisation, des filières verticales et des solutions toutes faites formatées sans la participation des bénéficiaires ou des destinataires. Elle n'assigne pas chacun dans une boîte avec une étiquette. Elle n'avance pas par la contrainte, mais par capillarité.

Si l'on sait se saisir à bras le corps de ces enjeux avec ces méthodes, à coup sûr, nous avancerons. À ce moment-là, je ne prétends pas que l'unité nationale resplendira, mais nous aurons bâti quelque chose de neuf qui laissera des traces et qui renforcera en profondeur le lien social. Le pays ira mieux et il aura plus d'ambitions.

II/ La fraternité doit devenir un principe essentiel de notre organisation politique et de notre vie collective

Dans notre organisation politique, elle doit aider à retrouver le sens de ce qui nous est commun au-delà de la multiplicité et des contradictions des intérêts individuels et corporatistes

1. Dans notre pays, l'État est, de nos jours, affaibli par une perte de confiance dans sa capacité à pouvoir encore porter un projet collectif. Sous l'effet d'évolutions multiples, il est aujourd'hui concurrencé, fragmenté, banalisé, paupérisé et désenchanté[1]. Ce qui avait constitué la base de la citoyenneté moderne, à savoir la séparation entre la sphère publique et la sphère privée, entre la famille où règnent des individus et la cité où agissent des citoyens guidés par le service de l'intérêt général, est aujourd'hui fragilisé. L'individu et la personne humaine sont en effet devenus une source, sinon unique, du moins centrale, de la vie sociale ainsi que le point

[1] Sous l'effet, notamment, de la construction européenne, de la décentralisation, de la globalisation, de l'ouverture de certains services à la concurrence et des privatisations qui en ont résulté.

d'application de l'ensemble des décisions politiques. L'essor du mouvement des droits de l'homme depuis la Renaissance et la Réforme et la réaffirmation des thèses jusnaturalistes sous la Révolution française[1] ont contribué à une reconnaissance croissante des droits de la personne. Le libéralisme politique et économique, le respect de la diversité et l'attachement à la tolérance, moins comme vertu personnelle que comme principe d'organisation de la vie collective, se sont épanouis dans un contexte marqué par la défiance à l'égard des puissances publiques et des doctrines fondées sur le salut – les religions – ou l'émancipation du genre humain, comme le marxisme. La place et l'importance des droits subjectifs se sont, dans ce contexte, lentement mais fortement affirmées. Aujourd'hui, les citoyens s'estiment détenteurs de droits particuliers, dont l'État aurait pour mission principale de garantir la protection et l'effectivité[2]. Cette évolution qui est à la racine des principes de l'état de droit a, dans certains cas, été poussée à l'extrême. L'État n'est plus suffisamment regardé comme un ensemble d'institutions, de décisions, d'actions et d'ambitions n'exprimant et ne servant que l'intérêt national et général[3]. Il est considéré moins comme l'instrument de la réalisation d'un Bien commun à l'ensemble des membres de la collectivité nationale, que comme une entité devant être cantonnée pour ne pas empiéter sur les droits individuels : son but principal devrait même être de les garantir, ce que la pensée libérale assume pleinement. Les citoyens entendent, au-delà du libre exercice de leurs droits, faire valoir leur individualité et leurs intérêts propres dans la sphère publique et même contre les personnes publiques, ce qui rend la convergence des intérêts privés et publics problématique et leur conciliation particulièrement délicate. Entendons-nous bien : la liberté de la personne comme l'égalité entre citoyens ne sont pas négociables, ni « dérogeables ». Mais l'interaction entre les citoyens pour atteindre efficacement des objectifs communs et, notamment, un Bien commun délibéré démocratiquement est également fondamentale et ne doit pas être sous-estimée. D'Aristote à Hannah Arendt, en passant par Cicéron, Bodin ou Diderot, nombreux sont les philosophes qui ont rappelé la singularité de la Cité, de la République ou de l'État pour construire un bien partagé en commun et souligné l'importance de l'accord, de l'association et de l'interaction sociale pour atteindre un tel but. Parmi toutes les citations possibles, je retiendrai la définition que donne Cicéron de la République dans *De Republica* : « La République, c'est la chose du peuple, mais un

---

[1] Voir, par exemple, l'article 2 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : « Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'Homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression. »

[2] J. Chevallier, op.cit. note 2, p. 102.

[3] Adaptation libre des propos du général de Gaulle dans ses *Mémoires de guerre* : pour de Gaulle, l'État doit être conçu « non point comme il l'était hier et comme les partis voudraient qu'il le redevienne, une juxtaposition d'intérêts particuliers d'où ne peuvent sortir jamais que de faibles compromis, mais bien une institution de décision, d'action, d'ambition, n'exprimant et ne servant que l'intérêt national » (Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, Plon, Tome 3, chapitre « L'ordre »).

peuple n'est pas un rassemblement quelconque de gens réunis n'importe comment ; c'est le rassemblement d'une multitude d'individus qui se sont associés en vertu d'un accord sur le droit et d'une communauté d'intérêts.[1] » Et *L'Encyclopédie* de Diderot souligne : « Une multitude n'est qu'un assemblage de plusieurs personnes, dont chacune a sa volonté particulière ; au lieu que l'État est une société animée par une seule âme qui en dirige tous les mouvements d'une manière constante, relativement à l'utilité commune.[2] » Par contraste, dans notre société atomisée, l'intérêt général, s'il survit, ne semble être que la somme des intérêts particuliers, à rebours de ce qu'a toujours été la conception française de l'intérêt général. L'individualisation et l'émiettement de nos sociétés, encore accrus par le développement spectaculaire des plateformes numériques, affaiblissent la poursuite par l'État du Bien commun et la dimension collective du projet étatique semble s'effacer devant la primauté des intérêts individuels.

Ne sachant plus, ou ne paraissant plus savoir porter les aspirations collectives de la société, l'État est comme frappé de désenchantement, ainsi qu'en témoigne la perte de confiance des citoyens dans la capacité de ce modèle à répondre à leurs aspirations. Cette désaffection résulte, notamment, du sentiment, dans le contexte du populisme propre à nos sociétés, que les principes et les valeurs de la République sont devenus de simples proclamations formelles qui ne trouvent qu'une concrétisation partielle dans la vie quotidienne des personnes. Il est en particulier reproché à notre modèle républicain de ne pas savoir – ou de ne plus savoir – répondre aux attentes des citoyens, favoriser leur intégration et leur promotion et, pire encore, lutter contre le décrochage d'une partie de la population exposée au risque de se sentir déclassée et laissée pour compte. Ces divisions et le sentiment d'exclusion qui en résulte affaiblissent le caractère unitaire et universel que la Révolution française avait mis au cœur de la citoyenneté et de notre conception de l'État.

2. Ces analyses impliquent de repenser le rôle et les méthodes de l'État et des services publics pour les mettre à même de mieux assumer le rôle historique qui est et reste le leur dans notre pays. Mais elles conduisent aussi à prendre appui sur d'autres dispositifs comme la fraternité, pour contribuer à la construction du Bien commun contre les forces centrifuges de l'individualisme ambiant.

Cela étant, les dispositifs fraternels n'ont pas vocation à se substituer aux services publics notamment pour réduire mécaniquement les emplois publics et les prélèvements publics. Au demeurant, certains d'entre eux participent déjà au service public, comme opérateurs ou partenaires. Par conséquent, s'il est indispensable par exemple de revivifier les actions de solidarité, si nécessaires en milieu rural ou dans les zones urbaines sensibles, les actions fraternelles à mettre en place ne sauraient pas par principe remplacer les services publics en charge de la solidarité. Car ce ne sont ni

[1] Cicéron, *De Republica*, Livre I, 25.

[2] Article de L. de Jaucourt, « L'État », dans *L'Encyclopédie* de Diderot.

les mêmes actions, ni les mêmes méthodes, ni les mêmes financements. Les deux doivent par conséquent se compléter et coexister harmonieusement.

Dans notre vie collective, la fraternité donne une consistance, une couleur et un sens nouveaux à la liberté et l'égalité

Nous ne pouvons être libres et égaux que si nous nous inscrivons dans un rapport de mutuelle interdépendance ou d'amitié sociale, c'est-à-dire de fraternité. La fraternité est ainsi à la fois la condition et la conséquence de la liberté et de l'égalité. C'est parce que nous avons proclamé la fraternité que nous pouvons être libres et égaux. Et c'est vraiment une magnifique intuition de la République française que d'avoir ajouté dans sa devise la fraternité à la liberté et l'égalité, car ce faisant elle a mis l'accent sur l'interaction entre les citoyens, les finalités du corps social et un service mutuellement rendu entre les uns et les autres. Car il n'y a plus, à proprement parler, de pur prestataire et de pur bénéficiaire dans cette « économie du don ». La fraternité exprime aussi un principe supérieur qui crée des droits et des devoirs pour la communauté et ses membres. L'enjeu n'est pas d'être des atomes sans connexion les uns avec les autres, mais de tenir ensemble, d'interagir et d'être en capacité de nous projeter vers des buts communs.

Comme l'a écrit avec beaucoup de justesse Régis Debray[1], la fraternité permet, au royaume morcelé du « Moi-Je », de retrouver le sens et la force du « Nous ». Nous devons reconnaître l'impasse du « Moi » et les limites du sujet. Notre philosophie, comme notre société politique et économique, se sont construites sur le *cogito*, le contrat et le marché, c'est-à-dire le sujet ou l'individu. On ne pense ni le commun, ni le collectif qui adviendrait comme par enchantement dans l'exercice de la souveraineté (via le « contrat social ») ou le libre jeu des volontés individuelles et des forces du marché.

La fraternité nous affranchit aussi utilement, ajouterais-je, des maximes et des impératifs de l'utilitarisme. La quête de ce qui correspond à la plus grande utilité est certes légitime, mais elle ne saurait devenir une règle de vie pour une société et tous ses membres. Il est des choix qui peuvent et doivent reposer sur une dogmatique et non sur l'empirisme. Par conséquent, la fraternité ne peut être passée au tamis de la pensée de Helvétius, Stuart Mill ou Bentham. Il en résulte une conséquence que je n'ose affirmer sans m'exposer à un risque plausible d'accusation d'anglophobie : la fraternité est française et non pas britannique. Mais le génie de ce peuple est assez grand pour répondre à ses propres défis par d'autres voies.

Enfin, la fraternité est vectrice de justice

Comme la liberté, l'égalité et la dignité humaine, la fraternité s'affirme, mais ne se démontre pas. Comme elles, elle contribue à donner un sens à l'existence et à

[1] Régis Debray, *Le Moment fraternité*, Folio Essais, 2010.

l'aventure humaines, à la fois comme projet individuel et devenir collectif. C'est par ce détour dogmatique que la loi tisse le lien social et peut relier ou unir les membres d'une société. Certes on a bien tenté, au fil des siècles, de nier ce qui peut passer pour une « anomalie » ou de la dissoudre dans les lois de la science, celles de l'histoire, de la race, de l'économie ou de la génétique[1] : mais chaque fois, ces tentatives ont été vaines ou elles se sont dénouées de manière tragique.

Le plus souvent, la loi instille de la raison dans le pouvoir, les rapports sociaux et la mise en œuvre des sciences et des techniques et même en subordonnant ce pouvoir, ces rapports et les techniques à la raison humaine[2]. La loi est aussi inséparable de l'idée de justice, celle-ci consistant à rendre à chacun ce qui lui est dû (« *Suum cuique tribuere* », selon le code de Justinien, ou « *reddere* », selon la formule de saint Thomas d'Aquin) : c'est une ambition qui n'est pas médiocre, même si, philosophiquement, elle ne se situe pas au même niveau que d'autres enjeux[3]. « L'aspiration à la justice, nous dit Alain Supiot, n'est pas le vestige d'une pensée pré-scientifique, mais représente, pour le meilleur et pour le pire, une donnée anthropologique fondamentale, car les hommes ont besoin, pour vivre ensemble, de s'accorder sur un même sens de la vie, alors qu'elle n'en a aucun qui puisse se découvrir scientifiquement.[4] » Et comme le soulignait, en 1943, la philosophe Simone Weil dans *L'enracinement* : « Si la force est absolument souveraine, la justice est absolument irréelle. Mais elle ne l'est pas. Nous le savons expérimentalement. Elle est réelle au cœur des hommes. […] Il n'est pas au pouvoir d'un homme d'exclure absolument toute espèce de justice des fins qu'il assigne à ses actions. […] Si la justice est ineffaçable au cœur de l'homme, elle a une réalité en ce monde. C'est la science alors qui a tort.[5] »

III/ C'est par la reconnaissance et la promotion de la fraternité que nous pourrons contribuer à relever les défis globaux et peut-être aussi apporter des réponses à la question du sens devenue aujourd'hui prégnante dans nos sociétés

Les enjeux de la promotion de la fraternité me paraissent clairs.

Il s'agit d'abord de contribuer à relever les défis globaux, sociaux, économiques, environnementaux et démographiques qui se présentent à nous

1. J'ai évoqué à la fin de ma première partie un certain nombre de défis sociaux. Il en est d'autres. La maîtrise de la croissance et de l'équilibre économiques, une plus

1 A. Supiot, *Homo juridicus* p. 22

2 A. Supiot, op.cit. pp. 30-31.

3 Voir à cet égard Paul Ricœur, *Amour et Justice*, Points Inédit Essais, oct. 2008.

4 A. Supiot, op. cit. p. 9.

5 S. Weil *L'Enracinement. Préludes à une déclaration des devoirs envers l'être humain* [1943], in Œuvres, Gallimard Quarto, 1999, pp. 1179-1180. Cité par A. Supiot, op. cit. p. 24.

juste répartition des richesses, comme le décollage économique des pays les moins avancés, sont aussi des priorités. Il est en outre clair que les très graves tensions économiques actuelles, avec l'expansion vertigineuse depuis plusieurs années de la création monétaire et la croissance corrélative de l'endettement et de l'inflation, devront être clairement articulées avec la question centrale et urgente du financement de la transition énergétique. Et naturellement, il nous appartient de veiller à ce que notre planète demeure habitable à l'échéance de la fin de ce siècle.

Dans tous ces champs comme dans celui des migrations de personnes, la question se pose de savoir quel est le vecteur pertinent pour agir. Il ne s'agit pas, comme on peut l'organiser dans le champ social, de tout faire à partir d'initiatives construites au plus près du terrain ou des besoins. Au demeurant, de telles initiatives directes de personnes ou de groupes sont le plus souvent impossibles. Mais les personnes qui se reconnaissent dans l'appel du Pape à la fraternité, qu'elles soient ou non directement en charge de ces enjeux, devraient prendre des initiatives pour développer une réflexion et des propositions communes. Un dialogue devrait être aussi proposé avec les acteurs responsables. En tout cas, l'appel du Pape à la fraternité ne peut conduire à ce que les chrétiens se désintéressent de ce qui ne serait pas à la portée de leur action individuelle ou collective.

2. Les actions à mener dans le prolongement de l'encyclique du pape François et, plus largement, de la doctrine sociale de l'Église, doivent se déployer à une grande variété de niveaux et, souvent, à plusieurs d'entre eux pour un même enjeu. Il y a l'échelon local – celui du problème et de la solution la plus pertinente –, le niveau national, l'échelon continental (et, pour nous, européen) et enfin le niveau mondial ou universel.

Mais il importe, avant toute chose, de clarifier, au sein de l'Église catholique et en lien avec les autres chrétiens, quel est le sens de la parabole du bon Samaritain. S'agit-il d'une morale se limitant à la sphère purement individuelle ou non ? Peut-on en tirer des enseignements dépassant les limites des États ou l'Église doit-elle s'ériger en gardienne des traditions nationales ? Si ce n'était pas possible, il faudrait, ce qu'à Dieu ne plaise, reconstituer les empires pour lever ces oppositions : cela permettra au passage de revenir au monde ante-westphalien. Une question préalable doit aussi être tranchée : est-on bien au clair sur le sens et la portée de cette parabole ? J'ai cru comprendre que certains ne voudraient voir dans le bon Samaritain que la figure du Christ venant guérir et sauver les hommes. C'est certainement cela. Mais si ce n'était que cela, il faudrait aller au bout des contradictions, car ce serait une étrange dénaturation de la parabole, telle qu'elle a été dite et entendue par les disciples.

Le moment arrive où il faut savoir si, sur les migrants et les autres politiques publiques, l'Église est universelle ou nationale et quel est le sens de son message. Doit-elle s'aligner sur les positions du Pape ou sur celles de Carl Schmitt, un

universitaire catholique qui n'a rien trouvé à redire au nazisme auquel il a adhéré et qu'il a soutenu ?

Le déploiement de la fraternité doit aussi aider à répondre à des questions majeures sur le sens de la vie

1. Le pape François nous livre une clé de réponse à cette question du sens dans son encyclique : « Notre existence à tous est profondément liée à celle des autres : la vie n'est pas un temps qui s'écoule, mais un temps de rencontre » (n. 66). On ne peut pas fonder une société seulement sur la liberté et l'égalité, si indispensables soient-elles, ou sur les seuls bienfaits de la libre concurrence. En pareil cas, nous risquerions de ne former qu'une foule solitaire, une collection d'autarcies ou, au mieux, une société de compétition impitoyable. Que l'on se tourne vers la République ou la Bible, nous avons besoin de construire ou de composer un Bien commun qui transcende les intérêts personnels ; nous avons besoin de rencontrer l'autre en vérité pour devenir nous-mêmes en lui tendant la main et en l'aidant à vivre. Nous devons relever le défi de la fraternité que nos services publics, aussi nécessaires que la liberté et l'égalité, sont impuissants à assumer seuls. Il ne peut y avoir, dans nos sociétés, de construction de l'identité de la personne, ni de vie collective digne de ce nom, sans faire place à la fraternité et à la reconnaissance en actes de l'autre. Quitte à pécher par excès de présomption, je ferai mien ce qu'ont écrit, chacun à leur manière, Dostoïevski et Levinas : « Nous sommes tous responsables de tout et de tous devant tous, et moi plus que tous les autres. » C'est cette exigence de responsabilité et de fraternité que de nombreux acteurs de la fraternité, comme par exemple la fondation Apprentis d'Auteuil que je préside, s'efforcent, ici et maintenant, d'assumer à la hauteur de leurs forces. C'est cela qui, au plus profond, donne sens à leur action et aux vies de toutes les personnes concernées et engagées au service des jeunes et des familles, ce « toutes » étant aussi inclusif que possible, puisqu'il englobe, dans l'exemple que je donne, les jeunes, les familles, les collaborateurs, les bénévoles, les donateurs, les bienfaiteurs et les nombreux partenaires. C'est l'engagement, les réussites et parfois aussi les échecs de ces personnes et de ces collectifs qui donnent la joie et peuvent la diffuser autour d'eux.

2. La seconde réflexion que je tire de mon expérience de président de fondation est que nous avons l'impérieux devoir civique, moral et, pour les chrétiens, évangélique d'aller vers les marges et les périphéries de nos sociétés. C'est en faisant ce pas de côté que l'on pourra recoudre le tissu social et remédier à sa fragilité. Il s'agit de notre intérêt bien compris, donc d'un investissement d'avenir, car aux marges de notre monde gisent des ressources magnifiques, insoupçonnées, qu'il nous faut contribuer à révéler, et parfois aussi, ne l'oublions pas, des menaces, si ces ressources venaient à être négligées ou restaient en jachère. Mais le souci des périphéries est aussi une exigence éthique, voire philosophique. L'égale dignité de chacun fait que

l'on ne peut pas, que l'on ne doit pas se détourner de ceux qui souffrent aujourd'hui de formes variées d'exclusion, mais qui portent en eux la capacité de se relever et de nous éblouir, je n'en doute pas. Ce n'est pas par leur courant central, le *mainstream*, mais par leurs marges que nos sociétés trouveront la voie du sursaut et du salut individuel et collectif.

La promotion de la fraternité revêt enfin une dimension proprement spirituelle qui contribue à transformer nos vies

La parabole du bon Samaritain nous parle certes du Christ sauveur qui vient soigner le mal, c'est-à-dire enlever et porter le péché du monde. Mais c'est peut-être aussi un aspect de la Passion du Christ qu'il nous est donné de voir dans le récit de cet homme qui « descendant de Jérusalem à Jéricho » s'est trouvé maltraité, humilié et roué de coups. Le Christ est sans grand doute aussi présent métaphoriquement au cœur de cet homme souffrant. Car, comme le rappelle l'Évangile de St Matthieu (Mt 25, 40), « chaque fois que vous l'avez fait à l'un de ces plus petits de mes frères – c'est-à-dire chaque fois que vous avez secouru celui qui avait faim, soif, était étranger, malade, détenu –, c'est à moi que vous l'avez fait ».

C'est à l'aune de ce qui n'est plus une parabole, mais un texte sur le Jugement dernier, qu'il nous appartient de nous engager au service de nos frères parmi les plus pauvres, démunis, souffrants ou laissés pour compte. Nous ne sommes pas appelés à le faire pour obtenir un « prix », une « récompense », mais pour répondre à un impératif plus catégorique encore que celui de Kant et ainsi accéder à la joie. Cet impératif qui court à travers tout l'Ancien Testament et que Jésus rappelle à un docteur de la Loi, c'est bien sûr : « Tu aimeras le Seigneur ton Dieu de tout ton cœur, de toute ton âme, de toute ta force et de toute ton intelligence, et ton prochain comme toi-même » (Lc 10, 27).

C'est cela qui nous met en mouvement. C'est pour cela que la fraternité occupe pour nous une place si centrale.

Conclusion

Comme le disait dans un contexte très différent Guy Canivet lors de son hommage à l'honorable Charles D. Gonthier[1], la fraternité, entendue dans une perspective non plus juridique, mais biblique et évangélique comme l'amour du prochain comme soi-même, par voie de conséquence de l'amour radical et de la paternité de Dieu, est un principe positif, car celui-ci est clairement inscrit dans les textes les plus sacrés, de surcroît à de nombreuses reprises, et l'on en mesure les effets précis et pratiques. C'est un principe fertile, car il produit d'abondantes applications et nourrit toujours d'intenses débats. C'est un principe subversif, car il bouleverse avec évidence l'ordre établi avant son instauration, c'est-à-dire avant la Révélation, et il ne cesse pas

[1] Guy Canivet, ibid. note 1.

de répandre et de faire sentir ses effets dans l'interprétation des textes ainsi que l'inspiration et l'évaluation des actes et des comportements. Positif, fertile, subversif : entre le droit et la Bible, tout semble donc concorder.

J'ajouterais encore deux traits : dans l'ordre du salut, le principe de fraternité est aussi transversal, car il ne cesse de se déployer dans de multiples directions, locales, nationales et internationales, publiques ou privées, bien au-delà de son apparente et benoîte simplicité. Enfin, il est central. On ne peut pas dire qu'il est « le commencement et la fin ». Mais, après le Christ, il est au centre et beaucoup, voire presque tout, se résume en lui.

La fraternité dans la bible

Béatrice Oiry[1]

Pas de meilleur guide pour explorer une dimension de l'expérience humaine que de partir des mots qui la disent. L'hébreu biblique est une langue dont le vocabulaire est très concret. Il n'existe pas, ou peu, de mots spécifiques qui correspondent en français à des notions. Pas de mot « fraternité » donc. Mais le fait d'être frère ou sœur est une expérience fondamentale, et le mot « frère », lui, est bien présent dans l'Ancien et le Nouveau Testaments. On en relève 1 000 occurrences. Passer l'ensemble en revue réserve quelques découvertes intéressantes sur l'usage du terme.

Il apparaît d'abord que l'Ancien Testament et les Évangiles font un usage similaire du terme et dans des textes qui relèvent majoritairement de deux genres littéraires. Le terme apparaît d'abord dans des récits : la Bible raconte beaucoup d'histoires de famille, beaucoup d'histoires de fratrie, de Caïn à Abel (Gn 4,1-16) aux duos de frères des Évangiles (Mc 10,35-45 ; Lc 15,11-32 ; Mt 21,28-32). Ils sont nombreux ces récits où le lien fraternel est scruté dans sa complexité. Là, le frère est celui qui partage la même ascendance directe. Le terme est également fréquent dans un second genre de texte : les textes législatifs ou les exhortations, qu'elles soient de Moïse et de Jésus. Et en général, il s'agit de l'autre homme, la fraternité exprimant alors la modalité du lien social. Le frère c'est le prochain, l'autre du peuple, de la communauté.

Ces constats m'ont réservé trois surprises. D'abord, le terme « frère » est plus utilisé que je ne le pensais dans l'Ancien Testament pour désigner le prochain alors que, spontanément, cet usage me semblait typique du Nouveau Testament. La seconde

[1] Béatrice Oiry est professeur d'exégèse biblique à l'Institut catholique de Paris.

surprise tient donc au fait que les usages dans les Évangiles sont en continuité avec ceux de l'Ancien Testament, avec cependant des déplacements d'accent sur lesquels nous allons revenir. Mais à la fin des Évangiles, une troisième surprise m'attendait, une nouveauté que je n'avais pas remarquée. Dans les récits de résurrection de Matthieu et de Jean, Jésus ressuscité s'adressant aux femmes parle de ses disciples en les appelant « mes frères », par exemple : « Allez annoncer à mes frères qu'ils doivent se rendre en Galilée[1] » (Mt 28,10). Jamais auparavant Jésus ne les a appelés ainsi. Comme si l'événement de la Résurrection fondait un nouveau type de lien, comme si Jésus et ses disciples devenaient frères de manière nouvelle. Ce que les Évangiles de Matthieu et de Jean suggèrent discrètement, les lettres de l'apôtre Paul vont le déployer. C'est avec Paul, on le verra, que la fraternité prend une tout autre dimension, qu'elle devient le lieu éminent d'une expérience de Dieu.

Ces découvertes balisent le parcours que je vous propose ce matin. Dans un premier temps nous regarderons comment les liens à l'intérieur du peuple d'Israël sont d'emblée pensés en termes de fraternité. Puis, nous regarderons quelques histoires de fratries. Elles seront comme autant de gros plans sur ce qui est en jeu dans le lien à l'autre et en particulier sa difficulté. Un aperçu sur des lois et des exhortations particulières, celles où le prochain est appelé « frère », permettra d'appréhender ce que la loi cherche à prévenir dans la relation à l'autre. Puis nous verrons comment la loi en vient à glisser vers l'exhortation pour appeler un changement du cœur, en particulier sous la modalité du pardon. Nous verrons chemin faisant comment l'enseignement de Jésus dans les Évangiles poursuit et radicalise cette exigence du respect du frère. Enfin, nous nous intéresserons à la façon dont la Résurrection du Christ a des incidences directes sur la manière d'envisager la fraternité. Paul sera notre guide et nous aidera à mesurer toute la force spirituelle et toute l'exigence concrète qu'atteint le lien fraternel lorsqu'il est vécu dans l'Esprit du Christ « premier né d'une multitude de frères ». Tout au long du parcours, une large place sera donnée aux textes bibliques que nous lirons ensemble.

Israël, un peuple-famille

« Fils d'Israël », telle est la dénomination la plus courante du peuple hébreu dans la Bible. Cette appellation exprime directement la compréhension que le peuple a de lui-même comme famille. Tous sont fils d'un ancêtre fondateur : Israël. Israël est le nom qu'un mystérieux adversaire a donné à Jacob, le petit fils d'Abraham, au terme d'un combat nocturne : « On ne t'appellera plus Jacob mais Israël » (Gn 32,29). Or, le récit biblique raconte que ce Jacob est le père des douze fils desquels descendent les douze tribus d'Israël. Autrement dit, par cet ancêtre commun, tous sont frères en Israël. Dans une famille, autour de la relation du couple, deux types de liens sont

[1] La traduction utilisée pour les citations bibliques est la TOB.

articulés : les liens filiaux et les liens fraternels. Cette articulation est tellement structurante qu'il existe en hébreu deux mots distincts pour dire « génération ». Le premier, *toledot*, est construit sur la racine du verbe engendrer. Il indique les générations dans leur succession temporelle, le lien qui va des grands-parents, aux parents, aux enfants etc. L'autre mot, *dor*, désigne la génération comme classe d'âge. C'est alors le peuple comme groupe de frères, aux contours délimités, qui est envisagé dans sa synchronicité. La précision des deux termes, là où nous en avons un seul en français, manifeste la conscience aiguë du caractère structurant du lien filial et du lien fraternel comme ciment de la cohésion sociale. Notons qu'Israël est un peuple-famille, un peuple de frères non pas en référence à la figure d'un Dieu-Père, mais bien à la figure d'un ancêtre humain commun. Celui-ci est choisi par Dieu et récipiendaire, comme petit-fils d'Abraham, de la promesse de devenir un grand peuple. Autrement dit, la fraternité n'est pas ici universelle. Se considèrent comme frères ceux qui se reconnaissent descendants du même ancêtre.

Mais les fils d'Israël se savent être une famille parmi d'autres familles. Et ils savent plus encore que la famille, dans sa composante parentale et fraternelle, est une expérience fondatrice commune à tous les humains. Penser la condition humaine dans ses relations, c'est d'abord, nous disent les premières pages de la Bible, raconter l'histoire d'un couple – celui d'Adam et Ève (Gn 2-3) – et dans le chapitre suivant, l'histoire de la génération suivante, à savoir celle de leurs enfants Caïn et Abel (Gn 4,1-16). Ces premiers récits sont des mythes relatifs aux origines de toute l'humanité. Ils explorent des expériences fondatrices, universelles. Là encore, ce sont les liens familiaux qui sont les premiers à être mis en scène, et sous la modalité de l'épreuve.

Le livre de la Genèse est tout entier consacré à des histoires de familles. Les premières générations humaines qui descendent d'Adam et Ève posent d'emblée une fraternité universelle. Puis, à partir d'Abraham, le récit se concentre sur l'histoire d'une famille au sens strict – celle d'Abraham et de Sarah – et celle de sa progressive croissance jusqu'à devenir un peuple. La perspective universaliste est alors éclipsée et, comme on l'a dit, ce sont alors les membres du peuple qui sont considérés comme frères. La construction littéraire du livre de la Genèse est faite de telle sorte que c'est bien une continuité généalogique qui est établie entre les mythes à portée universelle et les légendes des ancêtres fondateurs du peuple d'Israël sur quatre générations. La Genèse prélude à l'histoire du peuple d'Israël – qui commence vraiment au début de l'Exode (Ex 1,1-7) –, lui-même peuple-famille. Du coup, les histoires de fratrie qui jalonnent le récit acquièrent une portée particulière. Raconter l'histoire d'ancêtres frères, c'est renvoyer les auditeurs/lecteurs de ces histoires à leurs propres relations à l'intérieur de ce peuple-famille. Ces histoires de fratrie jouent comme des gros plans sur ce qui se trame dans la relation aux autres. Elles sont racontées de telle sorte, on va le voir, qu'elles saisissent le lecteur et le conduisent à s'interroger sur sa propre

pratique. Et elles le font d'autant plus efficacement que les histoires de fratrie rejoignent chacun à l'intime, dans ces liens uniques, propres à chaque frère, chaque sœur, dans ces liens tissés de bonheur et de douleurs. Alors, à notre tour, je vous propose d'en lire quelques-unes.

Les histoires de fratrie

Disons-le d'emblée, les histoires de famille racontées dans la Bible ne sont que rarement des histoires heureuses et c'est particulièrement vrai pour les histoires de fratrie. Elles se déroulent en général sous le sceau du drame, à commencer par la première d'entre elles, l'histoire de Caïn et Abel. Ce récit n'a pas son pareil, on va le voir, pour pointer d'emblée à sa racine l'épreuve que constitue le lien fraternel.

« L'homme connut Ève sa femme. Elle devint enceinte, enfanta Caïn et dit : "J'ai acquis un homme, avec le SEIGNEUR." Elle enfanta encore son frère Abel. Abel faisait paître les moutons, Caïn cultivait le sol. À la fin de la saison, Caïn apporta au SEIGNEUR une offrande de fruits de la terre ; Abel apporta lui aussi des prémices de ses bêtes et leur graisse. Le SEIGNEUR tourna son regard vers Abel et son offrande, mais il détourna son regard de Caïn et de son offrande. Caïn en fut très irrité et son visage fut abattu » (Gn 3,1-5).

Deux frères, chacun avec un métier, chacun exprimant leur reconnaissance à Dieu pour le don qu'il leur a fait. Mais voilà que Dieu préfère l'offrande d'Abel à celle de Caïn. Pourquoi ? Cette préférence n'est pas motivée. On peut disserter sur la figure d'un Dieu arbitraire, voire injuste. Il me semble que là n'est pas la question. Cette configuration narrative fait plutôt ressortir de façon abrupte, par la mise en scène de cette préférence, l'épreuve majeure du lien fraternel : la jalousie. Cette expérience que l'autre, mon frère, ma sœur, n'est pas traité comme moi, ce sentiment qu'il est privilégié par celui qui dispose de l'autorité. Remarquons au passage que ce premier récit ruine d'emblée une conception égalitaire de la fraternité. Le frère est d'emblée l'autre, le différent, le traité différemment. C'est cela qui suscite la jalousie. Et de la jalousie à la colère, il n'y a qu'un pas.

« Le SEIGNEUR dit à Caïn : "Pourquoi t'irrites-tu ? Et pourquoi ton visage est-il abattu ? Si tu agis bien, ne le relèveras-tu pas ? Si tu n'agis pas bien, le péché, tapi à ta porte, te désire. Mais toi, domine-le." » (Gn 3,6-7).

Étranges paroles divines qui placent Caïn devant un choix et qui, du même coup, font effectivement apparaître la jalousie comme une épreuve. Tu es jaloux ? En colère ? Soit. Mais tu peux le dépasser. Tu peux aussi te laisser engloutir. Le vocabulaire utilisé ici pour parler de ce que le texte appelle « péché » est un mot qui semble renvoyer à une sorte de bête sauvage. La violence que suscite la jalousie est là, elle rôde comme une bête prête à bondir. Mais le discours divin est clair : tu as les moyens de maîtriser cela. Que choisis-tu ? La jalousie comme un danger, la jalousie

comme une mise à l'épreuve, ou encore la fraternité comme un combat. À ce point du récit, le traducteur se trouve en difficulté car le texte hébreu dit ceci (Gn 3,8) :

« Caïn dit à son frère Abel :

Et lorsqu'ils furent aux champs, Caïn se dressa sur son frère Abel et le tua. »

Étrange, le récit commence par annoncer que Caïn va parler à son frère, et puis rien, pas de paroles[1]. Et les choses se précipitent. Caïn devient à son tour comme une bête, il se précipite sur Abel et le tue. Là encore, le texte hébreu est suggestif : il établit un lien étroit entre le meurtre et l'absence de dialogue. Comme si le meurtre était la conséquence d'un dialogue devenu impossible entre les frères, d'une colère tellement étouffante qu'elle ne permet plus une adresse à l'autre comme forme minimale de la reconnaissance.

« Le SEIGNEUR dit à Caïn : "Où est ton frère Abel ?" – "Je ne sais, répondit-il. Suis-je le gardien de mon frère ?" » (Gn 3,9).

Poignant échange entre un Dieu qui, au-delà du meurtre, essaie encore de faire parler Caïn et celui-ci qui se défausse. Leur dialogue manqué pose la fraternité comme une responsabilité. Celle de Caïn, mais aussi celle de chacun. Car le texte, dans son génie narratif, oblige le lecteur à se situer. La question toute rhétorique de Caïn, « Suis-je le gardien de mon frère ? », est puissante à cet égard. Remarquons d'abord que Dieu n'y répond pas. Elle reste ouverte et n'en finit pas de résonner dans toute sa force tragique. Mais, en même temps qu'elle fait entendre le refus de Caïn d'endosser sa responsabilité, elle pousse le lecteur à se dire « Si, bien sûr, il était le gardien de son frère », « Si, un frère est gardien de son frère », « Oui, je le comprends, je suis gardien de mon frère ». On le voit, le récit du meurtre de Caïn pose d'emblée la fraternité en termes éthiques.

Arrêtons ici la lecture. Il faudrait poursuivre pour voir comment cette violence a des conséquences immédiates sur le rapport de Caïn à la terre, comment elle attente à sa fécondité. Arrosée de sang, elle ne peut plus produire et Caïn, l'agriculteur, devient un homme errant. On verrait aussi comment Dieu imagine un dispositif pour protéger Caïn de sa propre peur et d'une possible vengeance. Car Caïn l'a bien compris, ce qu'il a fait à Abel, d'autres pourraient le lui faire. Comment vivre en paix désormais ? Et les deux chapitres qui suivent racontent comme cette violence initiale se propage dans une forme de croissance asymptotique jusqu'à provoquer le déluge, la destruction de l'humanité et avec elle de la création. Heureusement, il restait un juste, Noé, qui va permettre à tout le créé de traverser le déluge !

Le mythe de Caïn et Abel, cette expérience de la première fratrie placée au seuil de l'histoire humaine, nous avertit d'emblée : le lien fraternel est le lieu d'une épreuve, celle de la reconnaissance de l'altérité du frère. Son « péché originel », si je puis dire,

[1] La Bible grecque des Septante – première traduction de l'Ancien Testament au IIIe siècle avant notre ère, a un texte différent au v. 8 : « Et Caïn dit à son frère Abel : "Allons dans la plaine" » (traduction de la Genèse dans la collection « Bible d'Alexandrie », le Cerf, 1986). Ainsi, il ne présente pas la difficulté que constitue l'absence de paroles de Caïn.

est la jalousie et sa tentation, le meurtre, l'annihilation du différent que le refus du dialogue prépare et met en scène. Le récit révèle aussi comment la violence fraternelle risque d'enclencher une logique de vengeance croissante. Car comme le dit le livre des Proverbes (Pr 18,19) : « Un frère offensé est plus inaccessible qu'une ville forte ; et les querelles sont solides comme un verrou de donjon. »

Les histoires bibliques à composantes jalouses sont nombreuses : c'est Joseph vendu par ses frères car il bénéficie de songes, c'est Aaron et Myriam qui jalousent l'intimité de leur frère Moïse avec Dieu, c'est le fils aîné qui jalouse la manière dont le Père miséricordieux accueille le prodigue, ce sont les disciples de Jésus qui se battent pour savoir qui est le plus grand, ou encore, version raffinée, ce sont deux frères, Jacques et Jean, qui s'entendent pour demander à Jésus de se voir accorder les premières places, devant les autres, au Royaume des cieux. Malins, mais tout aussi jaloux sont ces deux frères qui s'allient pour essayer de devenir ensemble les préférés.

Cette jalousie première, ce désir de faire disparaître le différent, est la source de tous les autres maux fraternels : mensonges, manipulations, exploitations, vols, viols. Rien des malheurs qui frappent familles et sociétés n'est absent des récits bibliques. Ils interrogent aussi la responsabilité des pères dans la violence des fils. C'est très clair dans l'histoire du roi David qui, pour cacher son adultère avec Bethsabée, fait tuer le mari de celle-ci. Les violences qui déchirent ensuite ses enfants apparaissent comme des conséquences de la faute du père.

Les lois

Bref, on l'aura compris – et les récits bibliques y insistent – le lien fraternel est un lien fragile, un lien menacé par la violence, un lien qui demande un engagement éthique. Il n'est donc pas surprenant qu'après les récits, ce soit dans les lois que le terme « frère » apparaisse avec insistance. Les maux que les récits mettent en lumière à l'échelle grossissante de la fratrie, les lois visent à les contenir dans le champ social et à poser les garde-fous d'un respect du frère.

Les préceptes législatifs sont très nombreux dans le Pentateuque – 613, dit la tradition – et ils sont très divers. Il n'est pas si fréquent que le prochain y soit appelé frère. Mais cela arrive. Il est alors particulièrement intéressant de cerner les situations dans lesquelles celui auquel la loi demande de prêter attention est désigné comme frère. Les situations les plus souvent évoquées – et ce n'est pas sans intérêt pour votre association – relèvent de la justice sociale. C'est envers « ton frère pauvre » qu'il faut faire preuve de justice. Ainsi, par exemple, sur le partage des biens : « S'il y a chez toi un pauvre, l'un de tes frères, dans l'une de tes villes, dans le pays que le SEIGNEUR ton Dieu te donne, tu n'endurciras pas ton coeur et tu ne fermeras pas ta main à ton frère pauvre » (Dt 15,7). Ou sur l'interdit de l'exploitation, c'est-à-

dire sur l'obligation de rémunération juste qui concerne sans distinction l'Israélite et l'émigré : « Tu n'exploiteras pas un salarié malheureux et pauvre, que ce soit l'un de tes frères ou l'un des émigrés que tu as dans ton pays, dans tes villes. Le jour même, tu lui donneras son salaire » (Dt 24,14-15).

Les autres situations évoquées sont les abus de pouvoir ou la calomnie ; elles sont interdites parce que c'est au frère qu'elles attentent.

Mais la loi connait aussi sa limite. Si elle interdit ou prescrit, elle est impuissante à atteindre la racine de la violence, la jalousie et la colère qui habitent le cœur. C'est pourquoi dans le Lévitique en particulier, le discours législatif en vient à se dépasser lui-même dans une série d'interdits qui touchent à des dispositions intérieures et s'achèvent par le commandement de l'amour : « N'aie aucune pensée de haine contre ton frère, mais n'hésite pas à réprimander ton compatriote pour ne pas te charger d'un péché à son égard ; ne te venge pas et ne sois pas rancunier à l'égard des fils de ton peuple : tu aimeras ton prochain comme toi-même. C'est moi, le SEIGNEUR » (Lv 19,17-18).

Ces versets invitent à un dépassement de la violence fratricide par un travail intérieur. Ils invitent également à un dépassement de l'offense subie par un renoncement à la vengeance. Et le commandement de l'amour qui achève cette séquence suggère que le pardon est en quelque sorte l'expression la plus haute de l'amour du prochain.

L'enseignement du Christ sur les relations fraternelles s'inscrit dans la droite ligne de celui du Lévitique. Il s'y inscrit en poussant jusqu'au bout sa logique dans trois directions. D'abord, il est beaucoup plus clair dans les Évangiles que le prochain, le frère, c'est tout homme. Et la parabole du bon Samaritain (Lc 10,25-37), qui vient comme un commentaire du commandement de l'amour du Lévitique, le manifeste : l'amour du prochain s'exprime par une proximité concrète et il dépasse les classes et les frontières. Ensuite, le Christ radicalise l'exigence du respect du frère. On est frappé de la sévérité du discours en Mt 5,22 : « Et moi, je vous le dis : quiconque se met en colère contre son frère en répondra au tribunal ; celui qui dira à son frère : "Imbécile" sera justiciable du Sanhédrin ; celui qui dira : "Fou" sera passible de la géhenne de feu. » Enfin, et toujours dans la logique du Lévitique, ces propos sont suivis d'un appel au pardon puis du commandement de l'amour des ennemis : « Quand donc tu vas présenter ton offrande à l'autel, si là tu te souviens que ton frère a quelque chose contre toi, laisse là ton offrande, devant l'autel, et va d'abord te réconcilier avec ton frère ; viens alors présenter ton offrande […]. Vous avez appris qu'il a été dit "Tu aimeras ton prochain et tu haïras ton ennemi[1]". Et moi je vous le dis, aimez vos ennemis et priez pour ceux qui vous persécutent, afin d'être vraiment les fils de votre Père qui est aux cieux » (Mt 5,24.43).

[1] Remarquons que ce commandement n'existe pas comme tel dans les Écritures.

Le pardon comme grâce

Le pardon, telle est la pointe du discours biblique sur la fraternité. On l'a vu, les histoires de fratries ne sont pas des histoires harmonieuses. La violence y rôde et se déchaîne comme une bête sauvage. Le pardon est présenté comme l'unique manière de dépasser véritablement le conflit mortifère. Il est la grâce du lien fraternel, la seule voie de son renouvellement. Et détrompons-nous, il ne s'agit pas là d'une nouveauté évangélique. Il faut encore une fois revenir au récit de la Genèse.

Nous avons commencé en parlant de Jacob, l'ancêtre commun des douze tribus, celui qui a reçu le nom d'Israël. Or, il se trouve que le combat au cours duquel Jacob reçoit ce nom a lieu la nuit qui précède ses retrouvailles avec son frère Esaü. Des retrouvailles après plusieurs décennies sans aucun lien. C'est que Jacob avait manipulé son père pour voler à Esaü la bénédiction qui lui revenait (Gn 27). Alors, dit le récit, « Esaü traita Jacob en ennemi à cause de la bénédiction qu'il avait obtenue de son père. Il se dit en lui-même : "L'époque du deuil de mon père s'approche et je pourrai tuer mon frère Jacob" » (Gn 27,41). Pour échapper à cette haine meurtrière, Jacob avait fui loin de son pays natal et avait séjourné vingt ans à Haran. Et voilà que sur le chemin du retour, il apprend que son frère vient à sa rencontre. Le combat nocturne contre un mystérieux « homme » qui ne dit pas son nom (Gn 32,23-33) exprime tout de ses peurs et de sa violence. Il peut être lu comme un combat avec lui-même, avec Esaü le frère jumeau, avec un Dieu qui échappe, mais ce combat est aussi la promesse d'une grâce en forme de nom nouveau. Béni par le mystérieux « homme », Jacob part donc le lendemain matin vers son frère qui vient, plein d'appréhension de l'accueil qui lui sera réservé : « Jacob leva les yeux et vit qu'Esaü arrivait, ayant avec lui quatre cents hommes. Il répartit les enfants entre Léa, Rachel et les deux servantes. Il mit en tête les servantes et leurs enfants, puis Léa et ses enfants, puis Rachel et Joseph. Lui-même passa devant eux et se prosterna sept fois à terre jusqu'à ce qu'il se fût approché de son frère. Mais Esaü courut à sa rencontre, l'étreignit, se jeta à son cou et l'embrassa ; ils pleurèrent » (Gn 33,1-4).

Et voilà l'inattendu, l'impensable pour Jacob : son frère a pardonné. Alors que lui se croit toujours menacé de mort, son frère vient au-devant pour lui manifester son affection. Le pardon comme une incroyable surprise, un inespéré, un immérité en quelque sorte, car Jacob n'a fait aucune démarche envers son frère. Ce récit affirme avec force la possibilité du pardon ; la capacité du cœur de l'homme à dépasser l'offense faite.

L'histoire du fils de Jacob, Joseph, va encore plus loin dans l'exploration de la puissance du pardon. Ses frères, jaloux, voulaient le tuer et l'ont finalement vendu à des marchands de passage. Après de nombreuses péripéties, il devient premier ministre du pharaon d'Égypte à une époque où une famine frappe toute la région. La famille de Jacob n'a d'autre solution que de descendre en Égypte acheter du blé. Et voilà comment les frères se trouvent à leur insu face à Joseph qui, lui, les reconnaît.

Je vous passe les détails de cette histoire captivante pour en venir directement à la scène où, pour la seconde fois, Joseph se trouve face à ses frères. Alors, il se fait reconnaître : « Joseph ne put se dominer devant tous ceux qui se tenaient près de lui. "Faites sortir tous mes gens", s'écria-t-il. Nul d'entre eux n'était présent quand il se fit reconnaître de ses frères. Il sanglota si fort que les Égyptiens l'entendirent, même la maison du pharaon. "Je suis Joseph, dit-il à ses frères. Mon père est-il encore en vie ?" Mais ses frères ne purent lui répondre, tant ils tremblaient devant lui. Joseph dit à ses frères : "Venez près de moi." Ils s'approchèrent. "Je suis Joseph votre frère, dit-il, moi que vous avez vendu en Égypte. Mais ne vous affligez pas maintenant et ne soyez pas tourmentés de m'avoir vendu ici, car c'est Dieu qui m'y a envoyé avant vous pour vous conserver la vie. C'est en effet la seconde année que la famine sévit au cœur du pays et, pendant cinq ans encore, il n'y aura ni labours ni moissons. Dieu m'a envoyé devant vous pour vous constituer des réserves de nourriture dans le pays, vous permettre de vivre et à beaucoup d'entre vous d'en réchapper. Ce n'est donc pas vous qui m'avez envoyé ici, mais Dieu" » (Gn 45,1-8).

Incroyable scène où le frère trahi pleure de joie de retrouver ses frères alors que ceux-ci tremblent de la peur d'une vengeance maintenant qu'ils se trouvent, eux les affamés, dépendants du pouvoir de leur frère. Le pardon est une surprise, une grâce. Mais ici, la surprise redouble, car, non seulement Joseph a pardonné, mais plus encore, il perçoit dans son histoire une œuvre de Dieu en faveur de sa famille. Il découvre dans son destin tragique la façon dont Dieu a permis qu'il se retrouve à une place qui lui permettrait de sauver la vie de son peuple. Mais Joseph a une fine intelligence des choses, et le récit avec lui. La Providence divine, qui sait passer par des chemins tortueux, ne justifie pas la gravité de l'offense initiale. Joseph le dit lui-même un peu plus tard à ses frères qui ont bien du mal à croire qu'ils sont vraiment pardonnés : « Vous avez voulu contre moi un mal, Dieu l'a voulu en bien[1] » (Gn 50,20). Joseph distingue avec finesse les responsabilités, le mal commis par ses frères reste un mal. Mais le frère désigne aux frères ce qui rend possible son pardon, l'action d'un Dieu sauveur qui peut, de ce mal, tirer un plus grand bien. Et l'on mesure comment le discernement de Joseph permet, en fait, de refonder ailleurs des relations fraternelles, de retrouver ses frères tout autrement à la lumière d'un dessein de salut qui les dépasse tous.

Le Christ, premier né d'une multitude de frères

Le destin de Joseph n'est bien sûr pas sans évoquer la figure du Christ dans sa Pâque. Son enseignement pré-pascal sur la fraternité s'inscrit, on l'a vu, dans la suite de l'Ancien Testament. Un accent spécifique cependant mérite l'attention. Jésus déplace le fondement de la fraternité de l'ancêtre Jacob à ce Père dont il reçoit

[1] Traduction personnelle.

sa propre autorité. Cela est sensible à deux reprises. D'abord dans la scène fameuse où il relativise les liens du sang et désigne comme mère, frère, et sœur ceux qui font la volonté du Père (Mt 12,46-50 ; Mc 3,31-35 ; Lc 8,31-35). Puis dans un second propos où il prévient les dérives liées à l'exercice d'une fonction religieuse, et en particulier la tentation de s'arroger un pouvoir de leader, de maître, de père : « Pour vous, ne vous faites pas appeler "Maître", car vous n'avez qu'un seul Maître et vous êtes tous frères. N'appelez personne sur la terre votre "Père", car vous n'en avez qu'un seul, le Père céleste » (Mt 23,8-9).

Mais la véritable nouveauté, ce sont les récits de Résurrection qui la font entendre. J'ai cité Mt 28,10 en commençant ; écoutons donc Jean. Nous sommes dans le jardin de la Résurrection au petit matin. Le Christ s'adresse à Marie de Magdala qui vient de le reconnaître : « Jésus dit à Marie : "Ne me retiens pas ! car je ne suis pas encore monté vers mon Père. Pour toi, va trouver mes frères et dis-leur que je monte vers mon Père qui est votre Père, vers mon Dieu qui est votre Dieu" » (Jn 20,17). Jamais auparavant Jésus n'a appelé les disciples « mes frères » et jamais non plus il ne s'est dit leur frère. Et il le fait en même temps qu'il souligne fortement que sa Résurrection transforme son rapport à son Père et que ce Père, c'est aussi le leur. Par sa montée auprès de lui, Jésus est avec ce Père dans une proximité nouvelle, et c'est dans cette proximité qu'il se dit frère à titre nouveau.

L'évangile se clôt sur cette suggestion. Et c'est l'apôtre Paul qui va déployer toutes les implications de la Résurrection de celui qu'il appelle précisément « le premier né d'une multitude de frères » (Rm 8,29). La réflexion paulinienne sur la fraternité s'inscrit dans le souci de l'apôtre d'ouvrir à tous, juifs et païens, la foi au Christ. On le sait, il combat pour permettre à des païens d'entrer dans l'Alliance renouvelée par le Christ sans devoir assumer l'Alliance mosaïque. Le fondement de la fraternité ne peut plus être celui de Jacob et de sa famille. C'est bien sûr le Dieu-Père qui fonde la fraternité de tous, et ce lien passe par la médiation du Christ. Par sa résurrection, celui-ci entraîne avec lui toute l'humanité dans la vie du Père. Les païens se trouvent alors intégrés dans l'héritage que constitue, pour les fils d'Israël, la promesse faite aux Pères. Paul utilise le vocabulaire de la libération. Les païens sont comme des esclaves qui, dans le Fils et par l'Esprit, deviennent eux aussi héritiers de la promesse, héritiers c'est-à-dire fils, et donc frères, cohéritiers du Christ. C'est ce qu'il dit par exemple aux Romains : « Vous n'avez pas reçu un esprit qui vous rende esclaves et vous ramène à la peur, mais un Esprit qui fait de vous des fils adoptifs et par lequel nous crions : Abba, Père. Cet Esprit lui-même atteste à notre esprit que nous sommes enfants de Dieu. Enfants, et donc héritiers : héritiers de Dieu, cohéritiers de Christ, puisque, ayant part à ses souffrances, nous aurons part aussi à sa gloire » (Rm 8,15-17). Et un peu plus bas : « Ceux que d'avance Dieu a connus, il les a aussi prédestinés à être conformes à l'image de son Fils, afin que celui-ci soit le premier né d'une multitude de frères » (Rm 8,29).

La force de ces propos est de faire de la filiation/fraternité une expérience qui introduit dans le jeu trinitaire. Être rendu Fils, c'est être appelé par le Père, habité par l'Esprit d'adoption et configuré au Christ, premier né d'une multitude. C'est ainsi que frère du Christ, le chrétien est par conséquent frère de tous en lui. La fraternité est une expérience spirituelle et même, pourrait-on dire, une expérience théologale. Elle est un lieu de la présence de Dieu. Et ceci implique le service du frère à l'image du Christ qui s'est fait le serviteur de tous jusqu'à la mort. C'est ce que Paul explique aux Philippiens : « S'il y a donc un appel en Christ, un encouragement dans l'amour, une communion dans l'Esprit, un élan d'affection et de compassion, comblez ma joie en vivant en plein accord. Ayez un même amour, un même cœur ; recherchez l'unité ; ne faites rien par rivalité, rien par gloriole, mais, avec humilité, considérez les autres comme supérieurs à vous. Que chacun ne regarde pas à soi seulement, mais aussi aux autres. Comportez-vous ainsi entre vous, comme on le fait en Jésus Christ : lui qui est de condition divine n'a pas considéré comme une proie à saisir d'être l'égal de Dieu. Mais il s'est dépouillé, prenant la condition de serviteur » (Ph 2,1-7). L'abaissement du Christ, dans son incarnation et sa passion, est lu comme un renoncement à un statut divin auquel il ne s'accroche pas jalousement. Il est également le modèle qui doit guider les relations fraternelles et en chasser les symptômes. L'amour devient alors définitivement l'autre nom de la fraternité comme on le lit en Colossiens : « Puisque vous êtes élus, sanctifiés, aimés par Dieu, revêtez donc des sentiments de compassion, de bienveillance, d'humilité, de douceur, de patience. Supportez-vous les uns les autres, et si l'un a un grief contre l'autre, pardonnez-vous mutuellement ; comme le Seigneur vous a pardonné, faites de même, vous aussi. Et par-dessus tout, revêtez l'amour : c'est le lien parfait. Que règne en vos cœurs la paix du Christ, à laquelle vous avez été appelés tous en un seul corps. Vivez dans la reconnaissance » (Col 3,12-14).

L'amour fraternel est ainsi placé au cœur de l'expérience chrétienne, il est finalement l'expression authentique de l'amour porté à Dieu comme le dit l'apôtre Jean par lequel je terminerai : « Si quelqu'un dit : "j'aime Dieu", et qu'il haïsse son frère, c'est un menteur. En effet, celui qui n'aime pas son frère, qu'il voit, ne peut pas aimer Dieu, qu'il ne voit pas. Et voici le commandement que nous tenons de lui : celui qui aime Dieu, qu'il aime aussi son frère » (1 Jn 4,20-21).

Débat

Table des questions : *Dans la Bible, il est beaucoup question de frères, mais où sont les sœurs ? Pourquoi les femmes sont-elles au second rang ?*

Béatrice Oiry : Les femmes sont bien présentes dans le récit biblique. Mais c'est vrai qu'à première vue, elles semblent avoir moins de place. Ceci est sans doute dû au fait que l'Israël ancien est une société patriarcale. Cela ne veut pas dire que

les femmes y sont oppressées par les hommes. Cela veut dire qu'elles n'ont pas de « personnalité juridique », pour dire les choses comme cela, que la société est organisée à partir des chefs de famille qui sont les hommes. Ce type d'organisation imprègne bien sûr les mentalités, les représentations, les récits. Ceux-ci mettent en scène d'abord des hommes, c'est vrai. Mais ne nous y trompons pas : les femmes ne sont pas absentes, ni de la vie quotidienne ni des récits bibliques. Certains mettent en scène des relations entre frères et sœurs, entre sœurs, et qui, souvent, sont également violentes. Les femmes sont souvent dans les récits familiaux, celles qui font avancer les choses. À plusieurs reprises, dans la Genèse, elles vont aider la promesse de Dieu à sortir des impasses. Il arrive aussi qu'elles aient de mauvaises idées, telle Sarah qui imagine qu'Abraham puisse avoir un fils avec sa servante puisqu'elle est stérile. Les femmes ont aussi un rôle important dans la société puisqu'elles s'aident les unes les autres pendant les naissances. Le rôle de la sage-femme est important et revient à des moments-clés dans le récit biblique. Des exégètes ont fait une lecture des récits de la Résurrection en montrant qu'ils mettent en œuvre toute une symbolique qui évoque la naissance. Ce n'est pas par hasard si ce sont les femmes qui se retrouvent autour de la tombe, qui la découvrent ouverte. Ce sont elles qui voient celui qui est sorti de la tombe et qui se présente comme fils du Père et comme le frère.

– Jean-Marc Sauvé nous parlait de la fraternité comme objectif, démarche et méthode. La Bible propose-t-elle une ou des méthodes pour parvenir à cette fraternité, pour éviter cette jalousie, ces pensées de haine contre nos frères ?

Béatrice Oiry : J'ai essayé de suggérer des pistes, notamment le dialogue qui manque cruellement entre Caïn et Abel. Après les propos de Paul ou de Jean sur l'amour fraternel, parler de méthodes, faire de la fraternité le fruit d'une méthode, c'est trop peu dire. La fraternité est l'expérience de l'amour de Dieu. Bien sûr, cet amour doit se concrétiser. Plutôt que de méthode, j'aimerais parler d'imagination. Les textes bibliques appellent à l'imagination fraternelle. C'est pourquoi Jésus préfère raconter des histoires plutôt que d'élaborer des théories sur la fraternité.

– Jésus a toujours été respectueux de la loi et place même la barre plus haut. Il met l'injure et la violence au même rang que le meurtre. Quelles sont les propositions que nous fait la Bible pour apaiser l'invective, faire prévaloir le dialogue ?

Béatrice Oiry : « Écoute Israël » a suggéré quelqu'un dans la salle. L'écoute, bien entendu, sans laquelle il n'y a pas de dialogue. Le Lévitique propose une série de lois et, ce qui est étonnant, c'est que tout à coup, on passe de lois qui prescrivent des actions à un ordre de renoncer à des pensées, aux pensées de haine contre le frère. Il s'agit alors d'un travail intérieur qui en principe échappe au domaine de la loi. Mario Giro, lors d'une émission préparatoire à cette session sur RCF, disait que la seule manière de faire est de devenir l'ami de chacune des parties prenantes, de considérer chacun des adversaires et d'aller chercher très loin en lui son humanité.

– Nous sommes frappés du lien entre la violence envers les frères et la destruction de la terre. Est-il pertinent de faire le parallèle avec la situation présente ? Est-ce notre violence humaine qui est à l'origine de la destruction du vivant et du changement climatique ? Si oui, les pistes d'action ne devraient-elles pas se concentrer sur une éducation renouvelée pour apprendre à maîtriser notre violence ?

Béatrice Oiry : Sur cette question, nous, les modernes, avons une certaine cécité quand nous lisons les textes bibliques et nous avons du mal à mesurer ce que le texte dit lui-même de la très forte conscience qu'avaient les anciens de leur dépendance à l'égard de la terre. Ils avaient conscience que la manière dont ils se traitaient entre eux avait un impact direct sur la terre. Ils le disent à travers une cosmologie qui n'est plus la nôtre, ce qui peut nous paraître étrange, mais qui peut aussi être suggestif. Je prendrai un seul exemple : j'ai été frappée d'une chose que je n'avais jamais vue. À la fin de chacun des épisodes du cycle des mythes qui ouvrent la Genèse – du récit de la création en sept jours jusqu'au déluge – , Dieu parle aux humains de leur lien à la terre. À la fin de Genèse 1, il donne pour nourriture aux humains toute la végétation féconde. Après le récit du jardin d'Eden, il dit à Adam qu'il aura de la peine à se nourrir de la terre, que ce sera moins fécond à cause de la transgression d'Adam et que la terre va produire des chardons. Après la mort d'Abel, Dieu dit à Caïn qu'il a arrosé la terre du sang de son frère et qu'à cause de cela, la terre ne pourra plus lui donner sa force et qu'il sera vagabond. Caïn ne peut plus se nourrir de la terre et il part. Plus la violence monte, plus la terre dépérit. Et de quoi parle Dieu à Noé à la fin du récit du déluge ? De la fécondité de la terre qui est restaurée dans ses cycles. On voit un lien profond dans la Genèse entre l'agir éthique des humains et la fécondité de la terre, qui est le baromètre de l'entente des humains.

– Le fait d'appeler les clercs « père » est-il compatible avec la phrase de Matthieu 23 que vous avez citée et avec la fraternité universelle ?

Béatrice Oiry : Je ne donnerai pas un avis *ex cathedra*. Pour moi, à titre personnel, cela devient plus difficile qu'avant d'appeler un prêtre « père ». Beaucoup se font appeler, d'ailleurs, par leur prénom. Sans doute les pratiques vont-elles changer. C'est une question qui devient plus présente.

– Concernant le lien entre fraternité et pouvoir, peut-on parler de fraternité sans mettre en évidence les relations de pouvoir qui existent dans nos communautés humaines ?

Béatrice Oiry : Il existe une loi très intéressante dans le livre du Deutéronome qui porte sur le roi. Elle insiste sur le fait que, pendant l'exercice de son règne, il ne doit pas s'élever au-dessus de ses frères. Elle rappelle que, certes, le roi a une fonction de gouvernement, mais qu'il reste frère de ses frères. Dans le peuple, chacun a sa part et certains ont des responsabilités qui ne sont pas celles d'autres. Le Christ invite

lui-même à vivre ses responsabilités comme un serviteur et à se faire le serviteur de ses frères. C'est exigeant pour celui qui a une responsabilité de la vivre comme un frère, mais c'est exigeant aussi pour ceux qui sont sous cette responsabilité. Attention à nous afin de ne pas être des petits Caïn qui envions la responsabilité de l'autre comme un pouvoir qui nous manquerait, ou encore qui considérons le frère responsable comme un père, un maître à penser, un gourou, et rendons difficile par nos attitudes, nos attentes, qu'il puisse se situer en frère. Mais il y a, nous disent des textes bibliques, une manière fraternelle d'exercer des responsabilités.

Carte blanche à des jeunes étudiants lillois

Maximilien Tierny
Solen de Kersaint Gilly
Paul Duchesne

Éric Wendling[1] : Pour notre rencontre, voici les questions que nous avons posées à ces trois jeunes étudiants : quel avenir souhaitez-vous bâtir pour vous-mêmes et les générations qui vous suivront ? Comment voyez-vous cette fraternité que nous appelons de nos vœux ? Dans quelle direction êtes-vous prêts à vous engager ? Dans quel sens désirez-vous que nous nous engagions à vos côtés ?

Jean-Michel Lobry[2] : Maximilien Tierny, vous avez pris une année de formation théologique et humaine, vous préparez un diplôme d'ingénieur à l'ISA et vous voulez vous spécialiser dans la finance. Vous êtes engagé dans l'association Magdala, marié depuis un mois avec pour projet de partir avec votre femme en Asie centrale pour six mois.

Maximilien Tierny : J'ai entendu, en roulant en tracteur, un podcast sur France culture qui parlait du chauffage en France. Il y a 100 ans, le chauffage était fraternel, une seule pièce était chauffée, la cuisine. Dans les années 60 est arrivé le chauffage central, on est bien dans sa chambre, on n'a pas besoin d'aller voir les autres, on est très bien tout seul. En très peu de temps, c'est un changement du tout au tout, d'un chauffage fraternel à un autre qui ne l'est pas. Ce changement a perturbé un équilibre,

[1] Éric Wendling est administrateur des Semaines sociales de France.

[2] Jean-Michel Lobry est président directeur général du pôle audiovisuel du groupe Rossel La Voix.

qui n'a peut-être pas été suffisamment pris en compte. Je suis d'une génération qui ne connaît que ce changement. Quand je suis né, le téléphone portable balbutiait. Aujourd'hui nous avons tous un téléphone dans notre poche, des nouvelles du monde entier, nous communiquons sur de longues distances, mais pas forcément avec nos voisins, dans le train ou le métro, qui sont à l'écart de cette connexion. Je suis assez révolté par cet individualisme. De même que par l'industrie de la pornographie qui a vu décupler son action depuis les années 2000. J'y ai été confronté en 4e. Depuis, l'âge de confrontation à la pornographie n'a fait que baisser. Sans parler du changement climatique qui bouche notre avenir et nous fait réfléchir avec une chape de plomb.

Il est difficile d'être optimiste pour la suite. L'optimisme n'est pas de la crédulité, c'est préparer le pire en espérant le meilleur. Il faut s'accrocher à l'espérance et essayer de retrouver les racines de ce que faisait une société il y a 100 ans quand on se retrouvait tous dans la cuisine. Pas besoin de couper le chauffage central, ni les téléphones, mais de retrouver cet esprit de fraternité et de démocratie. C'est pour moi un combat et une quête. Ce qui m'anime beaucoup, c'est l'importance du lien social que j'ai pu découvrir à Magdala et à l'aumônerie où j'étais engagé au moment où se sont abattus le confinement et la crise sanitaire. Cette crise m'a fait prendre conscience que le lien social est primordial pour la fraternité et pour la démocratie.

En tant qu'ingénieur agricole, je souhaiterais m'engager plus tard sur la souveraineté alimentaire, pouvoir choisir notre nourriture, la façon dont elle a été produite. Tout en gardant la vraie espérance qui, grâce à mon engagement en tant que chrétien, fait que je n'ai pas eu peur de me marier il y a un mois, c'est l'espoir en Dieu. Le monde peut passer, nous sommes accrochés à l'Éternel.

Jean-Michel Lobry : Solen de Kersaint Gilly, vous êtes en 4e année de médecine à la Catho et vous avez été présidente de l'aumônerie de la Catho.

Solen de Kersaint Gilly : J'ai choisi de répondre à vos questions à travers les différents piliers de ma vie. J'ai toujours voulu être médecin et eu ce désir d'avoir un métier humain. Mes parents travaillent en entreprise et je savais que je ne voulais pas de cela. J'ai une vision du médecin qui est auprès de ses patients, qui prend le temps d'écouter et a le souci de les accompagner pleinement. Je suis en stage en chirurgie actuellement et je découvre des aspects qui me plaisent, mais aussi une vision de la médecine éloignée de celle que j'avais plus jeune. L'hôpital public fonctionne sur la rentabilité, avec la tarification à l'acte. L'hôpital est payé en fonction des actes techniques accomplis. Mercredi, nous sommes sortis du bloc après 1 h 30 d'opération. Le chirurgien est allé sur son ordinateur, a rentré les informations et nous a déclaré : « Voilà, j'ai fait gagner 2 000 € à l'hôpital. » Ce qui m'a choquée, car nous venions d'opérer un patient et de lui supprimer ses douleurs. C'est une vision contrainte de ce qu'il fait. On lui demande de faire rentrer de l'argent. Ses actes ne

consistent pas à tenir la main d'une personne, à lui parler, car cela ne rapporte pas d'argent et même en fait perdre. Je vis ce décalage avec des interrogations. J'ai été deux mois aide-soignante en soins palliatifs à Jérusalem, dans un hôpital où on avait le droit de passer du temps avec des personnes et où on nous le demandait. J'y ai passé une heure avec une patiente très âgée, très seule, à chanter et prier pour elle. C'est un moment fondateur, car je me suis dit que c'était cela que je voulais faire. Je veux travailler à l'hôpital parce que c'est un bel endroit. Mais je ne veux pas que nos patients se transforment en comptabilité et rentabilité, car cela n'a pas de sens. Je ne sais pas comment faire, mais j'ai le désir d'être médecin pour mes patients et pas pour l'argent.

J'ai été présidente de l'aumônerie et j'ai eu l'occasion de rencontrer beaucoup d'étudiants, de tous horizons, j'ai discuté avec eux et je me suis rendu compte de la réalité de notre génération. J'ai l'impression d'une génération volontaire qui s'engage beaucoup et recherche du sens dans son métier. Nous voulons nous engager pour l'écologie, l'humain et rejeter le modèle qui nous est proposé. J'ai observé deux types d'étudiants, ceux qui s'engagent dans des associations, qui pensent pouvoir faire avancer les choses et ceux qui sont perdus, qui ne savent pas où aller et ne distinguent pas leur place dans le monde. La politique ne me passionne pas, mais 46 % d'abstention aux élections chez les jeunes entre 25 et 34 ans, c'est inquiétant.

En tant que jeune femme catholique, la foi a une vraie place dans ma vie et je suis convaincue que c'est ce qui me permet de continuer à avancer, et que l'espérance nous donne cette lumière à laquelle nous accrocher, même si les actualités sont parfois très sombres. Nous avons la chance d'avoir cette foi, et nous avons cette responsabilité de garder cette joie et cette charité.

Jean-Michel Lobry : Paul Duchesne, vous êtes fils d'agriculteurs, actuellement en colocation à la maison Lazare et chef scout. Vous êtes en master 2 de droit de la responsabilité médicale et vous préparez une thèse en droit faisant appel à des principes d'éthique et de théologie morale.

Paul Duchesne : J'aimerais vous prêter mes yeux d'étudiant de 24 ans, avec un assez bon bilan ophtalmologique, pour que vous puissiez voir comme moi le monde et la société de demain avec enthousiasme. Je voudrais partager quatre éléments de réflexion pour refonder notre société.

La vocation

Le premier élément de la transformation de la société est de soutenir les lieux de discernement de la vocation parce que la vocation précède toujours la mission. On doit savoir à quoi on est appelé avant de le mettre en œuvre. Il n'est pas de meilleur lieu que les universités pour éduquer chez les jeunes le goût de la plénitude et tout particulièrement l'université catholique de Lille. Je remercie Thierry Magnin, car ici plus qu'ailleurs, nous nous sentons soutenus, encouragés et nous sentons qu'on nous

fait confiance. Ce qui est peut-être la clé de la réinvention du futur, faire confiance aux jeunes. C'est grâce à cette liberté et cette confiance que des étudiants comme moi peuvent décider de changer la société de demain et de servir notre pays en devenant par exemple enseignant-chercheur.

Être acteur

On parle de réinventer la démocratie, qui est un système pourtant particulièrement abouti, bien que ce soit « le pire à l'exclusion de tous les autres », comme le disait Churchill. La clé est de la revitaliser par le concept de fraternité. Si on utilisait des termes conciliaires, ce serait la source et le sommet de la démocratie. Voir le point 180 de *Fratelli tutti* : « Un individu peut aider une personne dans le besoin, mais lorsqu'il s'associe à d'autres pour créer des processus sociaux de fraternité et de justice pour tous, il entre dans "le champ de la plus grande charité, la charité politique". » C'est l'appel du Saint Père à la recherche politique du bien commun par la charité sociale. Cet appel concret fonde ma vocation à devenir avocat, à ne jamais enfermer une personne dans les actes qu'elle a posés, à rappeler chaque jour que la dignité de l'homme, c'est d'abord l'écho de la transcendance. Par ailleurs, c'est une bonne chose que d'être juriste car il paraît que le dernier acte du monde sera le jugement dernier. Avoir du travail jusqu'à la fin des temps est une perspective eschatologique réjouissante.

Réinventer un futur, c'est d'abord réinventer le présent

Je vis à quarante minutes d'ici à vélo, dans la maison Lazare. J'avais honte de ne donner qu'une pièce aux personnes sans abri que je croisais. Je me suis dit pourquoi pas devenir frère avec eux et vivre avec eux. C'est un chemin difficile et imparfait, mais j'ai souhaité réinventer le futur dès à présent. Cela me rappelle souvent cette phrase du cardinal Robert Sarah : « La vie chrétienne est une conspiration de charité. » Il faut parfois ruser pour aimer des personnes qui ont été tellement rejetées qu'elles ne veulent plus se laisser aimer.

Confiance, sérénité et humilité

L'humilité est une sacrée vertu. Quand tu crois que tu l'as, tu ne l'as plus. En tant qu'étudiant, on n'est jamais vraiment prêt et on est particulièrement exposé à l'humilité. Il y a toujours un mieux sachant, le professeur des universités en face de nous, un mieux faisant, le professionnel qui a plus d'expérience. Nous nous trouvons dans la situation de nains, juchés sur les épaules des géants. Et pourtant, c'est une sacrée responsabilité. Si nous nous taisons, nous étudiants, alors les pierres crieront. La tempérance doit être au cœur de notre engagement étudiant. Il faut refuser les révolutions. J'entendais, à l'ouverture de la biennale, Cyril Dion nous dire que l'écologie, c'est maintenant avec une démocratie ou plus tard avec une dictature écologiste. Personne n'a réagi et c'est inquiétant car toute évolution doit être d'abord une meilleure compréhension et un approfondissement du passé. Il faut avoir conscience

que nous ne sommes que des serviteurs ordinaires qui ne faisons que notre humble devoir, nous sommes des collaborateurs inutiles d'un futur que nous trouvons beau. Bernanos écrivait : « Le démon de notre cœur s'appelle "À quoi bon ?". » À deux heures d'avion d'ici, dans la Ruhr, avec les centrales à charbon qui produisent plus de CO_2 en une heure que moi en une vie, à quoi bon prendre mon vélo ? Il faut toujours garder à l'esprit cette prière de mère Teresa : « Nous réalisons que ce que nous accomplissons n'est qu'une goutte dans l'océan. Mais si cette goutte n'existait pas dans l'océan, elle manquerait. »

Il faut d'abord changer de paradigme, c'est l'idée du futur qui doit déterminer nos choix, pas l'état critique de notre présent. C'est l'idée d'un futur souhaitable qui doit nous orienter, pas l'urgence d'agir dès à présent qui nous fait prendre de mauvaises décisions. Il faut chasser l'angoisse, nous ne sommes pas comptables de l'état actuel du monde. Il faut agir, mais rester humble, nous ne pourrons pas tout changer. Les jeunes doivent aussi remercier les générations précédentes qui sont souvent culpabilisées, car les murs de cette université sont la mémoire vivante que vous ne nous laissez pas que des ruines. Nous n'avons pas de compte à rendre, nous ne sommes pas tenus de sauver le monde à nous tout seuls. La force de la jeunesse sera dans la fidélité quotidienne dans les petites choses. Je partagerai enfin la conclusion de la prière de Lazare : « Seigneur nous ne sommes pas appelés à réussir, mais à être fidèles. Aujourd'hui, nous voulons t'être fidèles, toi, notre coloc intérieur. Amen ! »

Quelles pratiques pour une démocratie fraternelle ?

François Garçon
Laurence de Nervaux
Cédric Van Styvendael

François Garçon[1]

Jean-Michel Lobry : Vous êtes spécialiste de l'écosystème politique suisse. Quels sont les ressorts de ce modèle ? Comment peut-il nous inspirer ? La démocratie directe peut-elle sauver la démocratie ?

François Garçon : J'ai été invité à intervenir sur un pays mal connu, mal aimé aussi, au moins jusqu'à tout récemment. L'ignorance dont il est l'objet me semble paradoxale. Avec ce pays, nous avons en effet 573 km de frontières communes et près de 400 000 Français y résident de manière permanente ou y travaillent comme frontaliers. C'est encore l'un des rares pays développés avec lequel la France a un excédent commercial. L'ignorance française vis-à-vis de la Suisse est d'autant moins explicable que ce pays est leader mondial de l'innovation, le pays préféré des expatriés, et affiche un PIB par habitant qui atteint plus du double de celui de la France. Ajoutez à cela un chômage inexistant depuis plusieurs années et un taux d'emploi des 55-65 ans de 75 %.

Pourtant, du point de vue français, cette ignorance n'a rien d'illogique. C'est un pays qui n'a pas de capitale, une république qui n'a pas de président, un pays qui n'est pas centralisé et ignore même la signification de ce mot, véritable totem chez nous ! Un pays formé de 26 cantons, chacun ayant son drapeau, sa constitution

[1] François Garçon est historien (université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) et essayiste.

écrite, son parlement élu, son exécutif élu, ses lois, son propre système de formation. La Suisse est un pays très compliqué à comprendre pour qui l'observe avec son cerveau colbertiste, étatiste, centralisateur, où tout vient de Paris et y revient.

Un mot explique le mystère suisse : la subsidiarité. Dans l'article 5 de la constitution helvétique, il est écrit que l'attribution et l'accomplissement des tâches étatiques se fondent sur le principe de subsidiarité. L'article suivant en explique la signification : « Toute personne est responsable d'elle-même et contribue selon ses forces à l'accomplissement et à l'exécution des tâches de l'État et de la société. » La Suisse est une société où la responsabilité individuelle est prônée, un système *bottom-up*, où la responsabilité part de la base et remonte vers le sommet. La base, autrement dit l'individu, le citoyen, s'emploie à conserver le maximum de compétences et ne s'en départ que lorsqu'elle y est obligée, par exemple sur les questions touchant à la sécurité collective ou à la monnaie. Alors, les cantons s'en remettent à l'État fédéral, qui demeure une entité dont les citoyens suisses se méfient. Avec la subsidiarité, l'objectif est de maximiser l'efficacité de l'action, tant privée que publique. La maximisation de l'efficacité consiste à rapprocher le plus possible le terrain de l'entité qui applique la décision. Il s'agit là d'une subsidiarité ascendante, le contraire de ce à quoi s'emploie, par exemple, la Commission européenne.

Pour fonctionner, cette subsidiarité ascendante s'appuie sur la démocratie directe. Trois instruments politiques en permettent un usage facile et régulier.

1. Le référendum obligatoire, qui fait obligation aux autorités parlementaires et aux exécutifs (cantonal et fédéral) de soumettre à l'aval de l'ensemble de la population concernée tout ce qui touche aux questions fiscales. Ainsi, le 25 septembre 2022, pour obtenir un changement du taux de TVA de 7,8 à 8,1% devant servir à accompagner l'alignement de l'âge de départ des femmes à la retraite avec celui des hommes (65 ans), les autorités ont été obligées de solliciter l'accord de l'ensemble de la population. Ce qu'elle a fait. J'ai noté que pas un seul quotidien national français n'a seulement fait mention de cette votation, pourtant au cœur de la réforme de notre propre système de retraite.

2. Le référendum facultatif dit encore abrogatif, qui permet aux citoyens suisses de s'élever contre une loi votée par le parlement (cantonal ou fédéral). Le protocole (nombre de signatures sur des pétitions) est calibré en fonction des populations concernées (entre 2 et 15 %), selon qu'il s'agit d'un référendum de portée fédérale ou seulement communale.

3. L'initiative populaire, qui date de 1891 et permet aux citoyens d'initier une loi. Les calendriers de ces droits populaires sont remarquablement longs, lents, lourds. Il faut compter entre 60 et 80 mois entre le moment où se réunit un comité référendaire désireux de promouvoir une loi (contre la construction de nouveaux minarets, contre les rémunérations abusives des patrons, pour l'abolition de l'ar-

mée, etc.), et le vote sur l'objet en question. On voit donc que rien n'est décidé dans la foulée d'un fait divers, ou d'un crime odieux. L'émotion populaire n'a pas sa place au terme de la procédure.

Pourquoi cette démocratie directe fonctionne-t-elle ? D'abord parce que ces votations ne sont pas des « consultations », mais bel et bien des votes à valeur contraignante. Ce qui a été voté n'est pas escamoté au motif que le choix final des électeurs déplaît au Parlement ou à l'exécutif, mais est appliqué. Il n'y a pas de détournement du résultat, comme cela s'est produit, par exemple, à Notre-Dame-des-Landes ou après le vote sur le traité de Lisbonne. L'autre ressort du succès de ces votations est leur régularité : les Suisses votent tous les trois mois. Les dates des prochaines votations sont déjà calées sur les vingt prochaines années. Les résultats sont à majorité simple : peu importe que les gens s'abstiennent, seuls sont comptabilisés ceux qui ont voté. Retenons que le taux de participation, sur la dernière décennie, s'élève à 46 %. Manifestement, les citoyens s'intéressent donc aux votations et les suivent de près.

Ce modèle pourrait inspirer la France d'autant que ces votations sont multipacks. Le même jour, le 25 septembre dernier, les électeurs ont été appelés à se prononcer sur une initiative populaire contre l'élevage intensif (rejetée), un référendum pour porter l'âge de la retraite des femmes à 65 ans (accepté) et un référendum obligatoire pour porter le taux de TVA de 7,8 à 8,1% (accepté). Les électeurs votent en fonction de l'objet, de son intérêt, des enjeux qu'ils perçoivent, et non « contre » l'autorité en place. Ces votations ont fait la démonstration de leur efficacité. Entre 1848 et 2022, il y a eu 661 votations de portée fédérale et, entre 1990 et 2010, pas moins de 300 de portée cantonale.

Les Suisses livrent une information particulièrement riche sur le fonctionnement de la démocratie directe. D'abord, les râleurs en sont pour leurs frais : à peine 10 % des initiatives populaires trouvent grâce aux yeux des électeurs. Par ailleurs, on observe que démocratie directe et démocratie représentative sont parfaitement compatibles, contrairement à une idée reçue. Il n'existe pas un pays au monde disposant d'une plus forte densité de démocratie représentative : la chambre basse, à Berne, compte 200 parlementaires ce qui, rapporté à la démographie française, équivaut à 1 600 députés au palais Bourbon. À quoi s'ajoutent des centaines de parlementaires dans chacun des 26 cantons et des milliers d'autres élus dans les assemblées communales présentes dans au moins 500 des 2 000 communes que compte la Suisse.

Rien ne nous interdit, en France, de nous inspirer d'un tel modèle qui garantit une stabilité politique, sociale, fiscale, ainsi que des finances publiques saines. Les citoyens pourraient ainsi s'impliquer davantage dans la vie publique. Cette société inclusive, dont on peut rêver, devrait commencer au niveau communal. Il conviendra, pour réussir, de tout faire pour éviter d'associer ces votations à des référendums plébiscitaires. Ainsi, il ne faudra jamais poser une seule question, mais plusieurs,

sans liens entre elles : l'extension d'un préau d'école, la construction d'une nouvelle voie de tramway, la fermeture d'une gare SNCF, etc. En multipliant les questions, en évitant les questions-pièges, les électeurs ne pourront que s'intéresser à une politique qui les concerne directement et dont les effets leur sont visibles. Ainsi aurait-on pu demander leur avis aux Français lorsque les autorités locales, sans aucun contre-pouvoir, ont commencé à tapisser notre pays de ronds-points. Est-on certain qu'il fallait que soient construits 65 000 ronds-points, quand l'Angleterre et l'Allemagne n'en ont que 10 000 chacune ? Avec les 50 milliards d'euros ainsi économisés, on aurait pu consolider le logement social, le système de santé, construire des prisons dignes de ce nom ou encore baisser taxes et impôts.

Laurence de Nervaux[1]

Jean-Michel Lobry : Vous avez travaillé à la Fondation de France et notamment piloté les études sur l'isolement et la solitude en France. Quelle est la mission de l'organisation que vous dirigez aujourd'hui ?

Laurence de Nervaux : Destin commun est la branche française d'une organisation, *More in Common*, qui travaille aussi aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Allemagne et en Pologne. Ce nom est un hommage, une référence à une jeune députée travailliste, Joe Cox, qui a été assassinée en pleine rue, en 2016, quelques jours avant le Brexit. Notre organisation a été créée à la suite de cet événement. *More in Common* signifie que ce que nous avons en commun est plus fort que ce qui nous divise. Nous analysons les divisions qui traversent la société française pour chercher à les dépasser en identifiant des points de convergence. Nous le faisons à l'aide d'une méthodologie qui s'appuie beaucoup sur la recherche en psychologie sociale, pour chercher à comprendre et analyser la société non seulement avec un prisme socio-économique ou socio-démographique, mais en essayant de comprendre les systèmes de valeurs et les ressorts de la façon dont nous pensons et interagissons. Nous ne sommes pas seulement un think tank, dans la mesure où nous avons aussi une vocation appliquée, opérationnelle. En effet, nous accompagnons, formons et outillons différents types de structures, associations, syndicats, médias, entreprises dans la prise en compte des enjeux de cohésion sociale et de prévention de la polarisation. Comment faire pour ne pas arriver à une situation aussi dramatique que celle des États-Unis où l'on ne peut même plus entendre un point de vue différent du nôtre ?

Nous analysons la société française dans son ensemble et portons une attention plus particulière aux groupes les plus désengagés, défiants, désabusés. Cette grille de lecture nous a permis d'identifier six grandes familles de valeurs dans la société française, à partir de fondements moraux (où nous plaçons le curseur sur différentes dimensions de notre vision du monde et de notre rapport à l'autre). Ces six grandes

[1] Laurence de Nervaux est directrice générale du *think tank* Destin Commun.

familles sont : les Militants désabusés ; les Stabilisateurs ; les Libéraux optimistes ; les Attentistes ; les Laissés pour compte et les Identitaires.

Il est intéressant de prendre conscience, à travers cette grille de lecture, que certaines familles sont plus engagées que d'autres dans le débat public. Aux deux extrémités se situe la « France polémique », entre les Militants désabusés et les Identitaires, avec un effet de distorsion. Ces groupes sont, par exemple, très largement représentés sur Twitter et dans les batailles culturelles qui font rage sur divers sujets. À l'inverse, les Stabilisateurs vont être à la fois très engagés dans le débat et dans l'action locale notamment, mais seront dans la recherche d'une modération et d'un consensus. Ces familles ne répondent pas forcément à des critères socio-économiques ou socio-démographiques. Nous trouvons, chez les Libéraux optimistes, autant un chauffeur Uber qu'un trader ou un entrepreneur, qui ont une mentalité entrepreneuriale. Nous avons représenté en jaune les Laissés pour compte parce que c'est le profil le plus proche des Gilets jaunes, même si c'est un groupe très composite. Comme toute typologie, celle-ci reste imparfaite, elle n'a pas vocation à tout expliquer, mais possède une valeur heuristique parce qu'elle permet de comprendre les dynamiques et les tensions entre les groupes. Nous remarquons depuis quelques années un glissement des Laissés pour compte vers les Identitaires sur certains sujets.

Je vais partager quelques éléments de diagnostic général sur la cohésion sociale, qui est une conséquence de la fraternité, et sur la démocratie. Il y a aujourd'hui, en France, une perception de division très élevée : 70 % des Français disent que leur pays est divisé contre 54 % des Britanniques et 50 % des Allemands. On note un sentiment d'effondrement de la solidarité : en juin 2020, nous étions 55 % à penser que « Nous prenons soin les uns des autres » (c'est le premier effet Covid, avec la France des balcons) ; en décembre 2021, nous tombons à 13 %, contre 87 % qui considèrent que « c'est chacun pour soi ». Un des indicateurs que nous suivons de près à Destin commun est celui qui oppose « Nous pouvons dépasser nos différences » à « Nos différences sont trop importantes pour que nous puissions avancer ensemble » : nous sommes passés de 61 % en février 2019 pour la première proposition, la vision optimiste, à seulement 44 % en juillet 2022. Et, à propos de la démocratie, à l'affirmation « Les citoyens qui votent pour d'autres partis que celui que je soutiens partagent, au fond, les mêmes valeurs essentielles que moi », nous sommes passés de 63 % des Français qui partageaient cette opinion en janvier 2021 à seulement 36 % en juillet 2022. Le cycle électoral accentue probablement les tensions et les divisions, mais c'est préoccupant. Sur tous ces indicateurs, nous observons un groupe pessimiste qui se détache, associant les Laissés pour compte et les Identitaires.

Comment promouvoir une démocratie plus fraternelle ?

Je propose cinq pistes de réflexion, sous forme de défis, en mobilisant les travaux que nous avons menés, notamment sur l'abstention.

Le défi de l'écoute

Nous n'écoutons pas assez. En réalité nous sommes formés à parler, à nous exprimer, à défendre notre point de vue, mais moins formés, y compris les élus, à écouter l'autre, le faire exister en tant que personne. À Destin commun, nous pratiquons beaucoup l'écoute. Nous faisons beaucoup d'analyses qualitatives et nous écoutons les six familles, ce qui nous permet d'entrer dans la compréhension de ces groupes. Les Laissés pour compte se disent souvent invisibilisés, inaudibles avec un sentiment d'impuissance particulièrement fort : « Je me sens comme un pion. » La critique d'irresponsabilité que l'on entend parfois à l'encontre des abstentionnistes est inopérante face à des gens qui se disent perdus. Dans un groupe d'Identitaires, où nous demandions quelle personnalité ils admiraient le plus pour son engagement envers la société, la réponse a été : « Cyril Hanouna, parce qu'il écoute tout le monde. » Quand on sait que la recherche en psychologie sociale montre que l'autocensure sur des questions morales a tendance à renforcer la défiance, nous nous retrouvons face au défi de donner la parole, d'écouter chacun. Mais comment relever ce défi quand cette parole est faite de rejet de l'autre ?

Peur et confiance

La crise de la participation et celle de la confiance fonctionnent comme des vases communicants. Il faut travailler sur les deux bouts du spectre. Il faut stimuler en même temps la participation et la confiance. Les médias jouent un rôle clé dans ce domaine. Nous faisons des recommandations susceptibles de réactiver la confiance dans les médias.

Le défi de l'équité

Quand on demande laquelle des trois valeurs de la devise républicaine est la plus appliquée, la liberté arrive largement tête, alors que l'égalité et la fraternité sont au plus bas et très proches l'une de l'autre, ce qui n'est pas anodin, car il n'y pas d'égalité sans fraternité. La fraternité n'a pas beaucoup de sens si elle ne se préoccupe pas d'égalité. La question écologique est un lieu où cette équité doit être traitée de façon prioritaire. C'est un appel aux chrétiens de lier le message de *Laudato si'* et celui de *Fratelli tutti*.

Le défi digital

64 % des Français trouvent que les opinions extrêmes prennent trop de place sur les réseaux sociaux et 70 % sont inquiets de l'exposition de leurs proches à la désinformation. On est dans une jungle, dans Twitter city, on peut se faire égorger virtuellement au coin d'une rue virtuelle. L'enjeu de régulation est important. Nous pouvons, nous Européens, être fiers des avancées dans ce domaine pour lequel le monde entier nous regarde et nous admire, notamment avec le *Digital Services Act*, bien que cette régulation soit imparfaite et toujours en retard sur les usages. Mais les

usagers doivent aussi assumer leurs responsabilités dans cette optique de démocratie fraternelle dans l'espace numérique. Ce sont de simples règles d'hygiène : ne pas tenir des propos plus violents que dans la vraie vie sous prétexte de l'anonymat et de la distance, ne pas partager des contenus sans que la source soit fiable, etc.

L'éducation à la démocratie

Il faut être plus ambitieux dans l'éducation à la démocratie, qui inclut cette notion de fraternité. Quelle est ma conception de la place de l'autre ? Quelle attention porter à l'autre ? Je rejoins le propos de François Garçon sur le duo démocratie participative/démocratie représentative. Dans notre étude sur l'abstention, nous avons souvent entendu parmi les causes de l'abstention, « Je ne me suis reconnu à 100 % dans aucun des candidats ». Or, ce n'est pas cela le vote, c'est irréaliste. Il y a une illusion de la représentation-miroir, liée au paradigme de l'hyper-personnalisation de la société de consommation. On peut choisir toutes les options de sa voiture, les ingrédients de sa salade ou même toutes les caractéristiques de sa copine sur un site de rencontre. Pourquoi n'en serait-il pas de même pour la représentation, pour les élus ? Le principe de représentation n'est pas intuitif, pas inné, pas facile. Il demande des explications et une éducation pour en comprendre la richesse et la force.

Cédric Van Styvendael[1]

Jean-Michel Lobry : Vous allez nous raconter votre démocratie au quotidien, la façon dont vous l'exercez, votre méthode.

Cédric Van Styvendael : J'ai un parcours qui a précédé l'arrivée en politique. J'ai été élu pour la première fois en 2020 après avoir exercé auparavant dans l'éducation populaire, chez les Scouts et Guides de France, puis dans le logement social. Mon mandat d'élu est parcouru par cette expérience personnelle. J'ai été élu à plus de 70 % des voix en 2020, mais avec 24 % de participation. En 1884, première date de scrutin à Villeurbanne, on avait 72 % de participation. Je ne m'en satisfais pas. Cela met notre équipe dans une lecture de l'exercice du pouvoir politique prudente et humble. Nous gardons malgré tout nos convictions, mais nous n'oublions pas ces chiffres qui finalement ne créent pas suffisamment de légitimité, bien que l'élection soit légale en droit. Notre équipe est arrivée au pouvoir en 2020 sur un accord qui préfigurait un peu la Nupes, avec une gauche en commun, avec pour nom de liste « Villeurbanne en commun ». Cette liste formée de toutes les composantes de la gauche a construit un programme avec les habitants de Villeurbanne. À la fin de la campagne, nous sommes parvenus à réunir plus de 1 000 personnes qui se retrouvaient dans ce que nous faisions et ont participé à l'élaboration du programme et d'un certain nombre d'engagements politiques que nous avons mis en place dès le

[1] Cédric Van Styvendael est maire de Villeurbanne.

lendemain de notre élection. Cela nous permet d'avancer de façon assez volontariste. Nous avions organisé un grand atelier avec plus de 350 personnes qui devaient voter sur les dix propositions qu'ils voulaient absolument voir dans le programme. Dont la première était : « On veut un-e premier-e adjoint-e en charge de la transition écologique avec un pouvoir de coordination sur l'ensemble des autres adjoints. » C'était une décision portée qui a été appliquée dès le lendemain de notre élection.

Dans les éléments qui m'ont marqué au préalable, dans le logement social, nous avons tenté de retrouver des liens avec les locataires du parc social. Dans le logement social, on a parfois l'impression d'être assigné, on vous dit que vous avez de la chance d'avoir un logement, ce qui crée des rapports de conflictualité. Je m'étais inspiré d'un collègue à Londres qui imposait à tous ses collaborateurs d'aller tous les deux ans discuter, deux par deux, avec les habitants des logements sociaux, pour leur demander comment ça se passe, comment ils vivent dans le quartier. Cela a eu des effets incroyables. À la mairie, nous voulions retrouver ces moments.

La façon dont, en politique, on est capable d'avoir une véritable écoute, et pas simplement un propos discursif de conviction, me semble une base de renouvellement. Le précédent maire m'avait confié une mission d'accueil des migrants à Villeurbanne, terre d'accueil depuis 100 ans. Il m'avait dit que cela tenait jusqu'à présent, mais avait le sentiment que les choses se tendaient, avec des propos en séances publiques d'une grande violence, des « On n'est plus chez nous ». Il a voulu vérifier que notre logiciel politique était toujours en phase avec les citoyens et citoyennes de Villeurbanne, car il y a un récit collectif sur sa tradition de territoire d'accueil avec une devise de la ville qui serait « Tous venus d'ailleurs, devenus d'ici ».

Comment accueillir ? Comment faire ville ?

Nous avons mis en place un dispositif qui avait bien marché : un jury de citoyens, avec une moitié tirée au sort et l'autre composée de volontaires, qui avaient auditionné des gens (universitaires, militants) et formulé plus de vingt propositions pour renouveler l'accueil à Villeurbanne et accueillir décemment. Les propositions étaient simples – même si elles étaient parfois compliquées à mettre en place. La première proposition retenue avait été de réinstaller des bains-douches. Dans cette ville de 153 000 habitants, ville de migrations, vous n'avez pas accès aux besoins élémentaires, boire et se laver. Un an après, nous avons réouvert des bains-douches pour les personnes migrantes ou à la rue. Nos travailleurs sociaux s'étaient dotés d'une équipe renforcée pour aller à leur rencontre, dans les nombreux campements sur la métropole de Lyon, pour lutter notamment contre le non-recours, identifier les personnes qui avaient des droits ouverts et leur permettre d'y accéder.

Un deuxième élément déterminant est de faire confiance, dans un dispositif où les règles du jeu sont claires, ce qui produit de la décision publique pertinente. Quand nous sommes arrivés en fonction, nous avons mis en place un budget participatif,

une assemblée citoyenne avec des personnes tirées au sort, sans obligation. Ce budget participatif est à la main de l'assemblée citoyenne, donc sans intervention du politique. Il n'y rien de nouveau, le Brésil fait cela depuis 25 ans, même avec des gamins. Nous le mettons en place humblement à Villeurbanne.

Nous avons tenté des modalités pour arriver à des décisions acceptées et acceptables, notamment en testant la conférence du consensus. La première a porté sur la sécurité, en raison d'une augmentation du trafic de drogue. Nous avons fait travailler des citoyens pendant deux jours, la commissaire divisionnaire a passé le week-end avec eux sur la question des orientations en matière de politique publique sur la sécurité. Bien entendu, nous avions déjà posé un certain nombre de gestes, nous n'attendons pas tout des citoyens. C'est une autre expérience assez réussie.

La dernière brique que nous voulons mettre en place est une université populaire des transitions à conduire. Pouvoir proposer à tous la possibilité de se former, de se confronter avec celles et ceux qui ont envie de participer à l'avenir de Villeurbanne. Le terme ne sera pas université populaire. Nous voulons un endroit où se former et aussi se tenir chaud dans les moments où c'est difficile de faire changer les choses, un lieu cocon où se réassurer, où l'on est solidaires dans les changements indispensables que nous devons conduire, qui sont complexes et génèrent beaucoup d'insatisfaction.

Nous avons travaillé sur le thème Place aux jeunes avec 115 jeunes entre 12 et 25 ans qui ont organisé un festival du début à la fin. Ils avaient un budget, ont décidé de tout et ont pu faire ce qu'ils avaient décidé. Au départ, ils ne nous croyaient pas.

Qu'est-ce que j'en tire pour mon action ? Jo Spiegel dit que la démocratie doit être lente, interactive et édifiante. Elle doit petit à petit construire les capacités de son avenir. Nous devons bouger sur plusieurs points :

- Nous, élus, devons être moins préoccupés par notre place et notre réélection. Cela nuit à la qualité de l'action politique. Il faut trouver le moyen de sécuriser les élus en instaurant pas plus de deux mandats, par exemple. Nous devons nous concentrer sur ce que nous devons mettre en place sur nos territoires.
- Il faut faire rentrer des gens nouveaux, y compris des gens qui ne pensent pas comme nous, y compris des gens avec lesquels on a parfois du mal. Je pense à une association avec laquelle ça a été plus dur, mais qui est capable d'aller chercher ce que vous appelez les délaissés. Il faut trouver des moyens de les faire revenir dans le débat politique, même si c'est au prix de pleurs et de cris.
- Il faut se diriger vers un exercice du pouvoir renouvelé autour des délégations, la fin de la toute-puissance du politique. Il faut retrouver des processus de décision plus délégatifs et ne pas penser à des hommes ou femmes providentiels dans les institutions politiques, car elles sont actuellement verrouillées pour cette raison. Pour l'élaboration budgétaire nous avons mis en place un collectif de cinq élus qui reçoivent les autres élus pendant deux mois, c'est un arbitrage collectif. Bien sûr,

on me demande mon avis à un moment, mais cela change la manière d'élaborer les budgets et de diminuer la question des rapports de force.

Si nous voulons que nos démocraties soient plus fraternelles, il faut remettre un peu d'intelligence et d'espérance dans le propos politique. Il en manque sérieusement.

Débat

TABLE DES QUESTIONS : *François Garçon, quels sont les outils d'information donnés aux citoyens avant les votations ? Les plus favorisés votent-ils plus que les autres parce qu'ils sont mieux informés ? Des citoyens non formés sont-ils légitimes pour voter des lois nationales, sinon comment les former ?*

FRANÇOIS GARÇON : L'information fournie aux électeurs est déterminante, tant sur l'enjeu du scrutin que sur la crédibilité des autorités l'organisant. À titre d'exemple, pour la votation du 25 septembre 2022, les 254 000 électeurs du canton de Genève ont reçu à leur domicile un fascicule de 84 pages où étaient expliqués les enjeux de l'arrêt de l'élevage intensif, à quoi devait servir l'augmentation de la TVA ou encore pourquoi le régime de retraite des femmes devait être aligné sur celui des hommes. Ce matériel présentait les thèses en présence, validées par les partis en concurrence. Les électeurs ont pris l'habitude de recevoir ces explications appelées à fonder leurs choix. C'est une démarche vertueuse, car elle montre aux citoyens que les autorités élues les prennent au sérieux. L'enveloppe reçue à domicile est expédiée un mois avant le dépouillement de la votation et sert d'enveloppe retour pour le bulletin de vote : 90% des électeurs votent par voie postale, à peine 6% dans l'isoloir.

Au spectacle de ces protocoles, il se trouve des ricaneurs. Ils ont tort. La Suisse n'a certes « que 8,6 millions d'habitants ». Mais un peu d'humilité du côté français ne peut faire de mal, notamment lorsque nous nous comparons à notre voisin. J'ai lu quelque part qu'il y aurait un peu plus de 1 200 zones en France où la police ne mettrait les pieds que lourdement équipée, sauf à devoir se retirer sous les jets de parpaings. La Suisse nous montre qu'avec la démocratie directe, un pilotage en douceur et au plus près des attentes de la population est possible. Au final, la population concernée ne se plaint pas. En Europe, les jeunes Suisses se disent même les plus satisfaits des institutions de leur pays. Ces résultats ne devraient-ils pas nous pousser, nous Français, à être plus curieux, plus ouverts aux systèmes politiques qui fonctionnent bien ?

– Laurence de Nervaux, qui fait partie de Destin commun ? Quelles sont ses orientations ? Y a-t-il une analyse politique ou sociale sous-jacente ?

LAURENCE DE NERVAUX : Destin commun est une association loi 1901, a-confessionnelle, non partisane, mais éminemment politique dans le sens où nous sommes engagés dans le débat politique. On dit souvent que les corps intermédiaires seraient

démonétisés. Nous considérons que ce n'est pas une fatalité, mais que nous pouvons les accompagner pour faire évoluer leur logiciel et interagir avec la société pour qu'ils puissent continuer à jouer un rôle de stabilisateur, de contributeur à la cohésion.

Je reviens sur la peur, sujet crucial qui fait sans cesse surface. J'ai le souvenir d'une femme, dans une de nos enquêtes qualitatives, qui disait : « Les gens ont peur d'être agressés, alors ils agressent avant d'être agressés. » Cela dit bien cette spirale de la peur et de la défiance. Cette femme en disant cela n'était pas consciente qu'elle-même était à la fois sujet et victime de cette spirale. On peut mesurer le lien direct entre crise de la représentation et crise de la confiance, car les deux groupes de notre typologie qui sont le plus engagés, les Militants désabusés et les Stabilisateurs, sont ceux qui ont spontanément la plus forte confiance quand on leur demande s'ils ont confiance en la capacité des citoyens à changer les choses. Il y a un effet d'entraînement. Il faut agir sur cette capacité à être engagé, je rejoins Cédric Van Styvendael sur ce point. Si on le fait de manière passive, on aura toujours les mêmes plus engagés. Il faut aller vers les plus désengagés pour leur montrer qu'ils ont un rôle et qu'ils sont attendus. Sur la peur, j'insiste sur le rôle des médias. Qu'on le veuille ou non, notre rapport à la politique et à l'autre, plus largement, passe beaucoup par l'information. Quand on écoute les Identitaires, on entend cette angoisse immense, profondément liée à des contenus anxiogènes qu'ils entendent en boucle. Ils sont en même temps dans une défiance vis-à-vis des médias, ils disent qu'ils recoupent les informations, mais c'est parfois entre C8 et Cnews, donc des contenus de l'ordre de l'angoisse, de la tension, d'un sentiment du « eux contre nous ». Il faut favoriser les initiatives qui encouragent les journalistes à traiter l'information de manière plus positive, plus ouverte, tournée vers les solutions.

Jean-Michel Lobry : Nous, journalistes, avons une mission à assurer sur l'animation du débat public et nous ne faisons pas bien le travail du consensus ; nous ne savons pas animer le consensus. Si on travaillait avec les gens en les mettant autour de la table, il y aurait des pistes de consensus.

Laurence de Nervaux : La journaliste américaine Amanda Ripley a beaucoup travaillé cette question de la construction du consensus, y compris dans des contextes de guerre civile, comme, par exemple, au Rwanda. Elle a eu un choc de réalité au moment de l'élection de Trump, se disant que les journalistes n'avaient pas su voir venir et comprendre cette vague.

– Cédric Van Styvendael, quelles sont les limites et les faiblesses de la mise en œuvre de la démocratie participative telle que vous la pratiquez ?

Cédric Van Styvendael : Je me méfie toujours des modèles de rupture qui sont érigés en solutions. Je crois à beaucoup de choses qui se passent en Suisse qui sont très positives sur la question de l'exercice démocratique. Simplement la votation en

permanence conduit aussi à voter, en Suisse, en 2009, pour ou contre les minarets dans nos villes. Il faut être vigilants. J'ai utilisé sciemment le terme de conférence du consensus, un terme inventé par des gens qui voulaient trouver un chemin vers un consensus sur le nucléaire, ce qui est impossible en France depuis 30 ans. Si des processus démocratiques permettent de se mettre d'accord sur le nucléaire, on peut aussi se mettre d'accord sur les questions de sécurité ou de laïcité. Cette votation est très intéressante. La France et les partis de gauche s'en sont d'ailleurs inspirés dans leur référendum d'initiative citoyenne locale ou dans le référendum d'initiative citoyenne puisque c'est le même système, la possibilité à un moment de mettre au vote un certain nombre de propositions. Il n'y a une aucune volonté de ma part de minimiser l'intérêt de ce dispositif. Mais je suis maire en France avec un contexte législatif et électoral qui est différent et nous essayons donc d'inventer des choses localement. Nous apprenons en marchant, en notant ce qui rencontre de l'adhésion ou non. L'assemblée citoyenne est un dispositif un peu compliqué parce que les gens sont contents d'être tirés au sort mais, au bout d'un an, ils se disent qu'ils ont autre chose à faire. Nous sommes en train de construire des modèles un peu différents. Dans ce chemin que nous poursuivons, la question du délégatif est importante pour sortir de la toute-puissance qui empêche le consensus. En effet, si nous sommes tous persuadés d'avoir raison, nous n'arriverons pas au consensus.

UNE PLANÈTE VIVABLE ET PACIFIÉE

La décroissance est-elle l'avenir ?

Fabrice Boissier
Mathilde Szuba

Jérôme Chapuis[1] : La décroissance est un sujet très actuel et assez urticant, à un moment où il est question de « la fin de l'abondance », de prospérité, de sobriété heureuse dans un contexte de crise énergétique et de guerre.

Fabrice Boissier[2] : Pour aborder la question de la décroissance, je vais poser quelques bases afin de partir d'un socle commun. J'aborderai la crise écologique au travers du concept de limites planétaires qui nous permet de toucher du doigt la criticité du sujet et le point où nous arrivons. Ce concept a été développé par Johan Rockström, du Stockhöm Environment Institute, en 2009. Avec son équipe de chercheurs, il a identifié neuf grands processus à l'échelle de la planète, garants du bon fonctionnement d'une planète vivable. Ce sont des cycles chimiques, physiques, terrestres, océaniques, atmosphériques, qui garantissent que la planète puisse nous fournir tout ce qu'elle peut nous offrir gratuitement, de l'air pur, de l'eau, de la végétation, un climat agréable. Chacun des neuf processus peut être affecté par le dérèglement : le changement climatique ; l'acidification des océans ; l'appauvrissement de l'ozone stratosphérique ; la perturbation du cycle de l'azote et du phosphore (deux éléments chimiques essentiels, notamment en agriculture) ; l'utilisation de l'eau ; le changement d'utilisation des sols (déforestation, artificialisation des sols avec l'urbanisation croissante) ; l'érosion de la biodiversité ; l'augmentation des

[1] Jérôme Chapuis est directeur de rédaction de *La Croix*.

[2] Fabrice Boissier est haut fonctionnaire, ancien directeur général délégué de l'Ademe.

aérosols dans l'atmosphère (ces particules viennent changer l'absorption des rayonnements) ; et l'introduction d'entités nouvelles dans la biosphère (pollution chimique, radioactive). L'identification de ces processus et de leur dérive potentielle a permis d'établir des seuils à partir desquels on sortait de la zone de développement durable de nos sociétés. Les limites planétaires ne sont donc pas de simples bornes physiques, mais des seuils au-delà desquels le « système terre » commence à dérailler. En 2009, les équipes de Johan Rockström identifient trois processus sur lesquels ces limites sont franchies : le changement climatique ; la perturbation des cycles de l'azote et du phosphore (due à l'impact de l'agriculture intensive avec ses engrais chimiques qui se retrouvent dans les rivières et jusqu'aux océans) ; l'érosion de la biodiversité. À titre d'exemple, le critère retenu pour l'érosion de la diversité est le taux d'espèces qui disparaissent chaque année. On considère que le taux normal est d'une espèce sur un million qui disparaît par an. En 2009, le seuil de limite planétaire proposé était de dix espèces disparues par an. On en était déjà alors à cent par an et nous sommes aujourd'hui bien au-delà, donc hors des limites. Plus grave encore, en un an, trois autres limites ont été franchies depuis : en 2015, le changement d'affectation des sols est ajouté à la liste des processus qui ont dépassé la limite planétaire ; quant à l'introduction d'entités nouvelles dans la biosphère, des études publiées début 2022 ont montré qu'avec plus de 350 000 nouveaux éléments chimiques dispersés dans la nature à toutes les échelles mondiales, on avait perdu le contrôle ; enfin, sur le cycle mondial de l'eau, les études publiées par les équipes de Johan Rockström au printemps 2022 montrent que, là aussi, les limites planétaires ont été dépassées. Nous n'en sommes donc plus à trois limites dépassées comme en 2009, mais à six limites sur neuf (sachant que nous n'avons pas de seuil défini pour les aérosols).

Le message est donc clair, la maison brûle sur tous les sujets et c'est d'autant plus grave que tous ces processus sont reliés les uns aux autres. Il s'agit bien d'une crise systémique et nous ne pouvons nous contenter de régler l'un ou l'autre problème – ce n'est pas uniquement en réglant la question de l'énergie et des gaz à effet de serre que nous règlerons notre crise écologique. La biodiversité et l'artificialisation des sols sont tout aussi importants. Les interactions sont multiples : le changement climatique va accélérer l'acidification des océans, l'artificialisation de sols accélérer la perte de biodiversité. Il convient donc d'aborder la criticité de la situation dans son ensemble. Pour rentrer dans les limites, il n'y a pas d'autre solution que de ralentir, de renverser la vapeur. Pour en venir à la question de la décroissance, il est indiscutable que notre avenir ne peut s'imaginer sans décroissance de tous nos impacts sur l'environnement.

Pour être plus complet, il faut intégrer les limites planétaires dans la théorie du *donut* proposé par Kate Raworth : pour que l'humanité puisse se développer, il faut bien sûr qu'elle respecte ce plafond des limites planétaires environnementales, mais aussi un plancher en dessous duquel les besoins essentiels ne sont pas satisfaits,

comme se loger et se nourrir, mais aussi participer à la vie politique, avoir l'égalité homme-femme, recevoir une éducation, toutes choses qui doivent être garanties à tous les concitoyens. Ce deuxième impératif dessine un anneau en forme de *donut* au sein duquel la société peut se développer en répondant aux besoins fondamentaux tout en respectant les plafonds environnementaux.

Nous pouvons maintenant essayer d'imaginer ce à quoi peut ressembler une société qui respecte ces limites. Je vais pour cela m'appuyer sur les travaux menés par l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) ces trois dernières années, qui imaginent la France en 2050. Comment atteindre l'objectif de neutralité carbone fixé en 2050 ? Quatre scénarios d'une évolution sociale permettant de respecter cet objectif ont été élaborés[1]. Au travers de ces scénarios, on se rend compte qu'il nous faut changer radicalement nos modes de vie et de consommation pour être au rendez-vous. Nous avons pour cela deux leviers à disposition : celui de la technologie (privilégié dans les scénarios 3 et 4) et celui des changements de comportement (privilégié dans les scénarios 1 et 2). Ces leviers devront être déployés dans tous les secteurs : habitat, mobilité, alimentation, industrie, etc.

Dans les scénarios 3 et 4, on s'appuie sur le levier technologique, au travers de modèles qu'on peut appeler des modèles de croissance verte : on essaie de préserver au maximum nos modes de vie en utilisant l'innovation technologique pour baisser nos impacts sur l'environnement, consommer moins d'énergie, moins de matériaux, utiliser des énergies plus propres, tout en continuant à produire des biens de consommation dans le contexte capitaliste libéral. L'Ademe montre que l'on peut arriver à la neutralité carbone en 2050 avec ces deux scénarios, mais avec un bémol important, car ils présentent de fortes incertitudes. La première est de savoir comment piloter l'apport des technologies pour les orienter vers cette neutralité carbone. Dans un modèle capitaliste, on soutient un peu toutes les innovations sans vraiment les orienter où l'on veut. L'État s'y emploie depuis plusieurs années avec de grands programmes par exemple sur la voiture électrique, sur l'hydrogène, mais cela ne permet pas de gérer le foisonnement d'innovations qui ne vont pas forcément dans le bon sens. Par exemple, parallèlement à de gros efforts vers l'efficacité énergétique, on observe un développement à outrance dans le monde du numérique. Le projet de Metavers qui devrait nous faire consommer encore plus d'énergie en est un symptôme frappant. Il est donc difficile de gérer l'orientation de ces technologies. La deuxième difficulté est ce qu'on appelle l'effet rebond : quand on augmente l'efficacité d'une technologie, on a tendance à l'utiliser davantage. Quand on a augmenté l'efficacité énergétique des voitures, cela n'a pas fait baisser la consommation d'énergie, car on se déplace plus, plus loin, on fabrique des voitures plus lourdes. La troisième limite de ces modèles touche le principe même de ce levier technologique : ces technologies apportent des réponses partielles à un problème systémique. C'est comme

[1] https://www.ademe.fr/les-futurs-en-transition/les-scenarios

essayer de rentrer une couette dans un sac trop petit, si on appuie d'un côté, la couette ressort de l'autre. Si on se dit que le problème repose sur l'utilisation des énergies fossiles dans les transports, on fait des voitures électriques, mais, pour les fabriquer, il faut du lithium qui requiert une activité minière, un changement d'utilisation des sols, une grande consommation d'eau. Et si on ne maîtrise pas la demande, on va avoir un effet rebond avec des voitures plus grosses qui vont utiliser plus d'acier, d'aluminium, donc avec un impact sur les matières. On peut aussi se tourner vers les énergies renouvelables – solaires, éoliennes, mais aussi biomasse, biocarburants –, grâce à la nature qui nous offre de l'énergie sans gaz à effet de serre fossile. Mais on se heurte aux limites de ce que la nature peut nous offrir simultanément : nourriture, énergie, matériaux comme le bois pour utiliser moins de béton, molécules biosourcées pour remplacer la chimie du pétrole. En plus de tout cela on attend de la nature qu'elle stocke le carbone et qu'elle soit le réservoir de la biodiversité. Si on fait le total, cela ne rentre pas dans le sac. Cela se traduit très concrètement dans les scénarios de l'Ademe : si on veut s'appuyer sur les produits biosourcés et les énergies renouvelables, il faudra faire des concessions sur la nourriture. Ainsi, le scénario 3, appelé « technologies vertes » a dû supposer que l'on accepte de manger moins de viande, car il faut beaucoup de biomasse pour nourrir les animaux. Dans ce scénario, il faut baisser de 30 % la consommation de viande, seule solution pour rester dans les limites de ce que peut fournir la nature, ce qui n'est pas évident à mettre en œuvre dans un modèle libéral ! La quatrième et dernière difficulté de ces scénarios 3 et 4 est une question de temps, car nous n'en avons plus beaucoup. Or quand on développe une technologie, elle passe de la paillasse de laboratoire au prototype, puis à la première industrielle, avant d'être largement diffusée, processus qui demande du temps et de l'argent. Une technologie jeune est plus chère, nécessite de l'argent public, et sa diffusion à l'échelle mondiale prend souvent plusieurs dizaines d'années, le temps de remplacer les anciens équipements.

Les scénarios 1 et 2 jouent sur le levier du changement de comportement, en se fondant sur la logique de sobriété. Quand je parle de sobriété, ce n'est pas de privation que je parle, mais d'une démarche qui se passe en deux temps : tout d'abord, il s'agit de ré-interroger nos besoins, individuellement et collectivement. Ensuite, on cherche à satisfaire ces besoins réévalués, en limitant les impacts sur l'environnement. Cela, en jouant sur nos structures sociales comme sur nos modes de vie individuels pour changer notre manière de vivre tout en répondant à nos besoins.

Je prendrai deux exemples. Votre machine à laver le linge tombe en panne et vous en avez besoin. Le réflexe classique est d'aller acheter une machine neuve. Mais avez-vous besoin d'une machine neuve ? Pouvez-vous faire réparer votre machine ? Si oui, vous dépensez moins d'argent et baissez l'impact sur l'environnement, avec exactement le même service rendu, à savoir de laver votre linge. Autre exemple : jusqu'à il y a peu, pour aller au travail, il fallait prendre sa voiture le matin, se retrou-

ver dans des embouteillages et recommencer le soir. On a découvert qu'une partie d'entre nous pouvait télétravailler. A-t-on systématiquement besoin de se déplacer pour travailler ? Si on peut réaliser ses tâches de chez soi, on peut répondre à son besoin de travailler, en supprimant l'étape du déplacement, coûteuse en temps et en argent et qui provoque des nuisances à l'environnement.

Pour que cette sobriété fonctionne, l'organisation sociale doit changer. Le salarié ne peut pas télétravailler s'il n'y est pas autorisé, et si l'entreprise l'autorise mais continue à chauffer les bureaux, et que de l'autre côté, les salariés doivent agrandir leur logement, l'impact sur l'environnement s'accroît. Il faut donc réinterroger l'ensemble de notre organisation pour gérer le travail collectif différemment, faire des bureaux plus petits, des maisons organisées différemment. De même pour la réparation, cela nécessite un modèle économique qui tourne, des réparateurs formés en qui vous pouvez avoir confiance. La sobriété permet d'agir beaucoup plus vite que si on compte sur la technologie, à moindres frais, mais elle nécessite de changer les choses au niveau individuel et collectif, ce qui peut faire peur. Le défi est de trouver comment lever ces freins à la sobriété.

Nous ne pouvons donc pas échapper au questionnement de la sobriété. Mais la sobriété implique-t-elle la décroissance économique ? Je ne sais pas. Quand l'Ademe a élaboré les deux scénarios sobriété (1 et 2), dans le premier scénario, le revenu disponible des ménages croissait effectivement moins que dans les autres scénarios, mais dans le deuxième il était le plus croissant de tous. On est loin de la décroissance ! C'est peut-être contre-intuitif, mais cela s'explique car, si nous réinterrogeons toutes nos structures socio-économiques, nous pouvons arriver à faire de la croissance économique sans augmenter la consommation de biens matériels et d'énergie. C'est le fameux « découplage », réputé impossible, entre la production de « richesses » et la consommation de biens matériels et d'énergie. Cela marche dans ce scénario 2, car on ne compte plus alors la richesse en tonnes produites mais plutôt en service rendu. Tant que les services sont vus comme des accessoires de la production matérielle, nous n'atteindrons pas ce découplage. Seul un changement de modèle de société le permettra. En conclusion, seule la logique de sobriété peut garantir un avenir qui ne soit pas décroissant (puisque les scénarios 3 et 4 risquent fort de sortir des limites planétaires), mais, dans ce cas, la croissance sera bien différente de celle qu'on connaît aujourd'hui.

Mathilde Szuba[1]

Je fais partie de l'institut Momentum et je suis chercheuse. Je vais vous parler à partir de ces deux points de vue. Du point de vue de l'institut, nous nous sommes posé

[1] Mathilde Szuba est maître de conférences à Sciences Po Lille et au Ceraps (Centre d'études et de recherches politiques et sociales).

cette question de la décroissance, mais nous n'y répondons plus de cette façon. Pour nous, la décroissance de flux de matière, d'énergie, de consommation, est notre seul avenir, en raison des limites planétaires. Mais comment s'y prendre pour que cela se passe bien ? C'est donc sur ce sujet que nous travaillons à l'institut et que portent mes recherches en sciences politiques.

Pourquoi décroître ? Il y a des raisons impératives pour l'habitabilité de la terre en termes de climat et de biodiversité ainsi qu'un impératif plus éthique, de partage et de solidarité, car l'Occident a un niveau de vie qui n'est pas accessible pour tout le monde sur terre avec les ressources que nous avons à disposition. Il est donc impératif que, pour laisser de la marge et de la place de développement aux autres, nous réduisions notre consommation et fassions plus d'efforts.

De plus, face à l'actualité énergétique, nous avons un impératif économique à diminuer en urgence notre consommation en raison de la situation. L'énergie se rappelle à nous comme un bien de première nécessité sur lequel nous avons construit toute notre économie et dont nous dépendons étroitement. Se défaire de cette indépendance est aussi un impératif pour être plus solidaires et fraternels avec les Ukrainiens et se défaire de la dépendance avec la Russie.

Les recherches que je fais depuis une quinzaine d'années m'amènent à dire que nous devons avoir des politiques contraignantes et faire des progrès significatifs en termes de réduction de consommation d'énergie. Comment faire pour que cela se passe bien ? L'histoire récente nous montre que cela se passe bien quand plusieurs éléments sont réunis. D'une part, ces contraintes et ces partages doivent être justes et justifiés, sans privilèges énergétiques, d'autre part, il doit y avoir une confiance dans les autorités. Lors de la pandémie, l'existence et la réalité d'une menace pour la santé faisaient partie de la justification, avec certes une remise en cause sur la façon de la gérer, mais pas sur son existence. En revanche, la confiance dans les autorités est un point délicat, car elle est déjà très entamée.

Je vais insister sur le partage juste : quand on se situe dans un paradigme et une situation de pénurie, de manque de ressources, on bascule dans un jeu à somme nulle puisque, si les ressources sont insuffisantes pour satisfaire toutes nos demandes, les consommations des uns se font aux dépens des autres. Il s'agit d'un système de bien commun avec des consommations rivales et cela devient un enjeu politique de savoir qui va se servir de ces maigres ressources. En termes de climat, c'est la marge de manœuvre que nous avons à disposition pour continuer des activités émettrices de gaz à effet de serre avant de faire basculer la terre dans un régime de serre chaude et de sortir de l'holocène. Ce jeu à somme nulle est important, car il augure d'une ère de potentielle très forte conflictualité en raison des crises énergétiques auxquelles nous allons faire face. Donc l'enjeu de justice peut être un impératif éthique ou un enjeu de solidarité parce qu'on y croit et qu'on pense qu'il serait préférable de régler le problème de façon éthique et juste, mais, en fait, même sur plan pragmatique et

utilitaire, le partage est une condition pour que ces mesures de décroissance solidaire se passent bien.

Je vais l'illustrer avec quelques images de notre dernière expérience de décroissance énergétique en urgence, en Occident, le choc pétrolier de 1973. On l'a senti passer en France, mais pas autant qu'en Grande-Bretagne ou aux Pays-Bas où la crise énergétique était beaucoup plus forte avec des résonances assez nettes avec ce qu'on peut anticiper pour les mois qui viennent. À travers cet exemple, j'attirerai votre attention sur les enjeux de partage et de justice qui ont permis que les choses se passent bien, malgré l'objectif de forte réduction des consommations d'énergie.

Pourquoi ce choc pétrolier s'est-il produit ? En octobre 1973, la guerre du Kippour oppose Israël à ses deux voisins, la Syrie et l'Égypte, qui ont envahi des zones contrôlées par Israël pour récupérer les territoires occupés. Les pays de l'Opep sont alliés avec la Syrie et l'Egypte et utilisent l'arme du pétrole comme moyen de chantage et de pression pour affaiblir les alliés d'Israël. Cela nous rappelle quelque chose. L'Opep déclare une série de mesures : quadruplement du prix du pétrole, qui passe de 3 à 12 dollars le baril, et un embargo, donc une interdiction d'exporter vers certains pays (Pays-Bas, États-Unis, Portugal, Afrique du Sud, etc.) qui aident militairement Israël. C'était déjà un choc économique important, très mal anticipé comme maintenant. Nous parlons depuis longtemps de transition écologique, mais nous n'avons pas beaucoup avancé. En 1973, sur la lancée des trente glorieuses, c'est la croissance tous azimuts, de façon très visible et très matérielle, tout cela fondé sur le pétrole, une énergie à peine questionnée. Quelles ont été les réactions ? Aux Pays-Bas, la première décision politique, ce sont les dimanches sans voiture face à ce « désastre national », car le pétrole arrive en Europe via Rotterdam, où se trouvent les entreprises de raffinage. Tous les dimanches, de 3 h du matin à minuit, aucune voiture ne peut circuler. Beaucoup en profitent pour récupérer ces espaces et faire du vélo, du patin à roulettes, promener le chien, organiser des pique-nique, etc. La circulation est restreinte, mais on reprend possession de l'espace pour faire autre chose. En Grande-Bretagne, l'ambiance est différente. Il n'y a pas d'embargo, mais l'Union syndicale des mineurs du charbon fait une grosse grève pour demander une hausse des salaires et une amélioration des conditions de travail ; très peu de charbon est produit, l'objectif du syndicat étant de réduire de moitié la production de charbon qui approvisionne les centrales électriques. Des délestages électriques avec des coupures d'une durée de deux heures sont annoncés plusieurs jours en avance, on travaille et on fait ses devoirs à la bougie. Comme cela ne suffit pas, une des mesures les plus frappantes de cet hiver 1973-74 en Grande-Bretagne sera la réduction de la semaine de travail à 5 puis à 3 jours, pour lisser et réduire l'ensemble des consommations d'énergie. À travers cet exemple, nous voyons que nous avons déjà expérimenté la décroissance des consommations d'énergie, de façon spectaculaire, avec des mesures de réduction massive, mais aussi des mesures plus

symboliques ou emblématiques importantes pour la justice sociale. On ne chauffe pas les restaurants en Grande-Bretagne pendant ces mois-là, il serait injuste qu'en ayant les moyens de se payer un restaurant, on échappe à la rigueur de la réduction. En France, symboliquement, on interdit les rallyes automobiles, non parce qu'on y consomme énormément, mais parce qu'on brûle du pétrole pour le spectacle. Ce sont des mesures massives de réduction de la consommation d'énergie qui se déroulent pacifiquement. Donc, nous l'avons déjà fait, mais toujours couplé à un souci appuyé de justice quant à l'effort demandé.

Jérôme Chapuis : Vous nous avez parlé de la confiance dans l'autorité. Nous avons bien compris qu'il fallait aller vers la décroissance, mais politiquement c'est invendable. Comment fait-on pour répondre à cette difficulté ? Cela nécessite des dirigeants et des institutions qui inspirent confiance.

Mathilde Szuba : La question n'est pas si l'on veut ou pas la décroissance, mais puisqu'il faut réduire, comment s'y prendre ? Cela laisse un éventail assez large sur la façon de l'organiser collectivement ou politiquement ; de façon plus ou moins solidaire, plus coopérative, individuelle ou partagée à l'échelon local ou de manière plus centralisée. Nombreux sont les choix et les possibilités quant à la façon de mettre en œuvre ces politiques, c'est le grand chantier qui est devant nous. Il faut inventer des manières justes et souhaitables d'organiser cette réduction. Je travaille par ailleurs sur les quotas de carbone : préfère-t-on réduire les consommations d'énergie par des taxes – attention aux gilets jaunes, on a vu à quel point cela pouvait accentuer les inégalités – ou par un système d'allocations, chacun ayant la même part ? C'est une façon d'illustrer les alternatives possibles en matière de décroissance des consommations.

Le chantage de Poutine remet plus clairement la question de l'énergie sur la table, plus efficacement que les efforts vers la maîtrise des consommations que l'Ademe mène depuis des années.

Fabrice Boissier : Dans le champ politique et médiatique, il faut arrêter de parler de décroissance comme si c'était la clé de la transition écologique. Les gens ne font que s'anathémiser en se traitant les uns d'amish ou les autres de technophiles inconscients, ce qui ne mène à rien. Si nous voulons affronter cette crise nous devons penser et agir collectivement. Plutôt que de parler de décroissance, parlons de sobriété. Le gouvernement a justement fini par en parler cette année. Nous savions depuis le mois de février que nous aurions une crise énergétique cet hiver. Mais le gouvernement n'en parlait pas, sans doute par peur d'avoir des réactions du type : « Vous nous demandez de faire des efforts, mais vous n'en faites pas. » Mais finalement, quand on parle de sobriété, cela heurte-t-il vraiment ? Non, si on n'aborde pas la question sous l'angle de la privation, mais sous celui de la démarche de réinterroger les besoins puis de les satisfaire. Les gens comprennent alors l'urgence de la

situation, qu'il faut agir, mais qu'on a des marges de manœuvre. Il aura fallu attendre octobre 2022 pour que certaines communes admettent que l'éclairage public entre 2 h et 5 h du matin n'était pas indispensable. C'est du bon sens, mais jusqu'à présent le thème de la sobriété était mis sous le boisseau comme n'étant pas politiquement correct, trop subversif. C'est un progrès, mais il faut maintenant aller jusqu'au bout, réinterroger plus en profondeur nos besoins. Il faut donner sa chance au débat politique, au sens noble du terme, là où, politiquement, ensemble, on va construire du bien commun et le faire à différents niveaux, du citoyen au sommet de l'État, en passant par les collectivités locales qui sont au plus proche des citoyens, qui connaissent les contextes locaux et qui savent où il est possible d'agir et avec qui.

Débat

TABLE DES QUESTIONS : *Ne faut-il pas limiter drastiquement le transport aérien, la vitesse sur les autoroutes et réguler fortement la mobilité urbaine ? Quels leviers avons-nous pour réduire les activités très génératrices de CO_2 quand elles sont d'ordre privé ? On voit l'urgence des enjeux et la lenteur de la mise en place des consensus sociaux. Nous avons une contradiction entre l'urgence à court terme et la décision à long terme en restant dans un régime démocratique. Comment fait-on ?*

MATHILDE SZUBA : Les mesures pour amortir le choc pétrolier sont essentiellement, si l'on veut réduire massivement, des mesures de sobriété. L'efficacité et le report vers les renouvelables ou d'autres énergies demandent plus de temps pour être mis en place. Donc, de fait, les mesures en urgence sont à 95 % des mesures de sobriété, c'est-à-dire des usages revus à la baisse ou même supprimés. La réduction des vitesses sur autoroute se déploie dans presque tous les pays européens en 1973-74, ainsi que l'interdiction de circuler le dimanche aux Pays-Bas, en Allemagne, au Luxembourg, en Belgique. Le transport aérien est une consommation très génératrice de gaz à effet de serre – c'est le décollage qui compte pour l'essentiel, la distance étant plus négligeable. Cette quantité émise correspond à ce que chaque personne ne devrait pas dépasser en une année pour avoir un mode vie soutenable. Un mode de vie soutenable avec l'avion ne rentre donc pas dans l'équation. C'est un point très sensible de la réduction des consommations d'énergie et de l'objectif de soutenabilité. Certes, cela ne représente qu'une part infime des émissions au niveau mondial. En revanche, en Europe, les classes moyennes le prennent parfois plusieurs fois par an. C'est à la fois une décision individuelle très concentrée en effet de serre et une consommation socialement marquée, puisque 80 % des personnes dans le monde ne prennent jamais l'avion. Le niveau de vie d'une personne est plus prédictif du fait que cette personne prend l'avion ou pas. La répartition dans la société de l'usage de l'avion est très clairement du côté des classes supérieures. La proposition émise par Delphine Batho

et François Ruffin en juin 2020 qui proposait de rationner l'avion était provocatrice, mais porteuse de beaucoup de sens. Ne pas toucher à l'avion en faisant des économies de bouts de chandelle via le covoiturage, c'est partir perdant dans une stratégie de réduction de l'émission de gaz à effet de serre en termes de mobilité.

Jérôme Chapuis : À partir de quel moment est-on obligé de passer par la contrainte ?

Fabrice Boissier : Nous n'utilisons pas assez les leviers non contraignants. L'exemple de la limite de vitesse sur autoroute est intéressant. Si vous imposez la limite à 110 km/h, vous aurez une levée de boucliers de gens qui trouvent que c'est une atteinte à la liberté intolérable. Rappelons qu'en roulant à 130 km/h au lieu de 110 km/h, on consomme 25 % d'essence de plus et que cette essence est actuellement subventionnée par le gouvernement à hauteur de 30 centimes par litre. Pourquoi ne pas commencer par informer les gens de l'argent supplémentaire dépensé en roulant à 130 km/h au regard du temps qu'ils gagnent. Sur 500 km, vous pouvez dépenser une quinzaine d'euros de plus pour gagner une quarantaine de minutes. Cela en vaut-il la peine ? Beaucoup de gens se sont d'ailleurs mis à 110 km/h naturellement. On pourrait mettre sur les panneaux d'affichage la somme gagnée par heure en roulant à 110 km/h. Il faut informer les gens et ne pas faire du sujet une joute politique. On peut se dire qu'il est parfois légitime de rouler vite pour une urgence, mais pas forcément quand on part en vacances. On pourrait en débattre, mais avec sérénité et la volonté d'en parler fraternellement

– Vous utilisez tous les deux le terme de décroissance, mais cela implique que les critères de croissance restent les mêmes. Alors plutôt que de décroissance, pourquoi ne pas parler de changement de paradigme et encourager l'imagination ? Quel terme utiliser de manière à nous motiver un peu plus pour ces mutations ?

Fabrice Boissier : C'est pour cette raison que je préfère le mot de sobriété. Le terme de décroissance n'est pas bien défini, il fait peur, à juste titre, car depuis 70 ans, on affirme que la croissance, c'est de l'emploi. On a connu des crises économiques sources de chômage, donc quand on parle de décroissance, on pense chômage. Mais les scénarios de l'Ademe faisant appel à la sobriété peuvent fournir plus d'emplois et de revenu disponible que les scénarios technophiles. En effet, quand on investit dans la sobriété, qu'on isole sa maison, qu'on a une voiture qui consomme moins, qu'on fait plus de vélo et qu'on mange moins de viande, on a plus d'argent pour faire autre chose. Il est tout à fait possible d'avoir de la croissance et du confort avec de la sobriété. Ce terme de croissance évite de changer de paradigme. Au demeurant, nous savons que le PIB n'est pas un bon indicateur, bien qu'il soit l'idole du monde moderne. Depuis 2015, l'État français publie tous les ans dix « nouveaux indicateurs de richesse », beaucoup plus intéressants, qui font apparaître les inégalités, l'accès à l'éducation, l'espérance de vie en bonne santé, etc. Ils sont publiés dans l'indifférence générale et personne n'y prête attention.

Jérôme Chapuis Mais ce n'est pas là-dessus que vous construisez le budget de l'État !

Fabrice Boissier : Mais pourquoi pas ? On publie ces chiffres en octobre et quand le gouvernement parle au banc de l'Assemblée nationale, il ne parle que du PIB. C'est là que se trouve le problème. On peut développer tous les indicateurs possibles, si on ne les prend pas en compte comme objet politique, cela ne sert à rien.

Mathilde Szuba : J'appellerais un chat un chat. Je veux bien qu'on parle de sobriété, mais pas de la croissance sobre du Medef. S'il s'agit vraiment de réduire les flux de matière et d'énergie, que l'on parle de décroissance ou de sobriété ne me pose pas de problème à condition d'en parler vraiment et pas seulement des « petits gestes », auxquels on a tendance à les réduire. Ce n'est pas cela qui nous permettra de faire la transition énergétique, ni d'atteindre la neutralité carbone, ni de se rendre indépendant de la Russie. On communique sur les petits gestes depuis longtemps, mais il faut passer à une autre phase. Plutôt que de parler de décroissance énergétique, on pourrait parler de falaise énergétique, c'est une réduction comme on n'en a jamais vue dans l'histoire, un énorme chantier inédit. Les militants qui ont proposé le terme de décroissance dans les années 2000 l'ont fait en réaction au terme de développement durable, qui avait déjà tendance à devenir une soupe indigeste ne provoquant pas de changements, pourtant rendus nécessaires par la crise écologique. Ceux qui ont promu le terme de décroissance étaient des acteurs militants et universitaires du monde de l'après-développement, donc des critiques du mode de développement tel que l'Occident l'imposait aux pays du Sud, et qui proposaient un autre modèle que la croissance verte. Le terme était volontairement provocateur, décrit comme un mot obus qui ne serait jamais récupéré. La sobriété est bien passée à la moulinette du gouvernement, mais la décroissance bloque toujours. C'est provocateur, mais cela fait discuter alors que le terme sobriété entre par une oreille et ressort par l'autre. Nous risquons de passer à côté de ce gros chantier politique qui doit être mis sur la table et dont on doit débattre. Qui va faire les efforts et comment seront-ils répartis ?

– Qui dit décroissance dit mutation de l'organisation économique et sociale. Pensez-vous que nous les acteurs (privés, entreprises, États) allons pouvoir continuer à investir ?

Fabrice Boissier : Il faut faire les petits gestes, mais il faut surtout changer nos structures socio-économiques. Il faut rediscuter de l'aménagement des villes et des campagnes, des modes de transport, de production et de consommation, de la publicité dans les villes, de l'usage du numérique, etc. Cela représente des investissements énormes… et rentables pour la société !

Si tu veux la paix, prépare la guerre... ou la paix ?

Pierre Servent
Mario Giro

Jérôme Chapuis : « Si tu veux la paix, prépare la guerre » ; est-il réaliste de dépasser cette maxime ? Et cette question est-elle même audible en temps de guerre alors que des pays européens font le choix historique d'un réarmement massif ? Avons-nous un autre horizon que celui de la paix armée ?

Pierre Servent[1]

C'est un sujet complexe et subtil. Pour tenter d'y répondre, je vais poser certains aspects assez sombres du monde tel qu'il est aujourd'hui, qui montrent des tendances lourdes préoccupantes. Malgré les germes de fraternité visibles à travers le monde, malgré les personnes qui œuvrent pour la paix, je suis, au quotidien, confronté à la guerre, aux tensions, aux problèmes géopolitiques.

Avant d'esquisser des pistes de réflexion, quel constat pouvons-nous faire ? Je vais faire appel à deux auteurs du passé. Le premier est Antonio Gramsci, intellectuel marxiste italien, qui a dit dans les années 1930, à une époque où la montée des totalitarismes venait contester les démocraties française et britannique : « Le monde d'hier a disparu, le monde de demain n'est pas encore advenu et dans le clair-obscur de l'entre-deux, les monstres sont lâchés. » Je crains que nous ne soyons un peu dans cette période et qu'un certain nombre de monstres ne soient lâchés. Le deuxième

[1] Pierre Servent est journaliste, spécialiste défense et géopolitique.

auteur, plus ancien, est le maréchal prussien von Moltke, qui écrit, quelques années avant que la Prusse n'écrase l'Autriche à Sadowa, puis la France à Sedan : « La guerre est un rêve, la guerre perpétuelle est un mauvais rêve, la guerre est un don de Dieu. » Sur la boucle des ceinturons des soldats prussiens figure la devise *Gott mit uns*. Von Moltke ajoute : « Sans la guerre, les peuples se livreraient au matérialisme. Le mieux en matière de guerre est d'en finir le plus vite possible, y compris par des moyens peu recommandables. » Je pense que Poutine a dû l'inscrire au-dessus de son lit. Cela dit quelque chose d'assez terrible pour les chrétiens, le fait que l'idée de guerre, de violence, de prédation, de loi du plus fort, peut être considérée par certains comme une hypothèse raisonnable et raisonnée de travail en imposant à l'autre sa domination et sa prédation pour différents motifs.

Mon principe est de partir du réel tel que je l'observe depuis 40 ans en allant sur plusieurs théâtres de guerre. Depuis 15-20 ans, je vois la montée en puissance de l'envie d'en découdre même si, en vis-à-vis, l'envie de coudre existe aussi. Certains essaient de coudre la relation, mais la tendance penche du côté de cette volonté d'en découdre. Si je regarde le monde, je vois trois tendances fortes : un monde qui se tribalise, qui se « tripalise » ; un monde à personnages messianiques auto-proclamés ; un monde dans lequel les structures de dialogue sont en perte de vitesse.

Un monde qui se tribalise

Un monde qui se tribalise est un monde marqué par la peur (de l'immigration, des problématiques économiques, du terrorisme, de l'autre, etc.) et dans lequel les peuples vont avoir tendance à se replier sur une base tribale avec un phénomène explicite du côté des régimes totalitaires, qui recourt à un système de purification. Plus la tribu est homogène, plus elle peut se protéger des grandes menaces qui viennent de l'extérieur. Ce terme de purification apparaît dans le langage de Poutine, par exemple, ou dans la dynamique chinoise. L'idée est de ramasser le clan pour en faire un lieu clos qui va protéger des menaces de l'extérieur. Au milieu du clan, on va planter un totem, on va transformer la ou les religions en figures identitaires totémiques de protection. Cela n'a rien à voir avec la spiritualité, c'est un système de protection. Quand vous avez ce totem, les autres deviennent des personnages livrés aux mains de Satan. C'est d'ailleurs une nouveauté dans le discours poutinien, clamant que l'Occident est aux mains de Satan, tout en oubliant au passage que plusieurs de ses missiles balistiques nucléaires s'appellent Satan 1 et Satan 2.

Un monde à personnages messianiques auto-proclamés

Qui sont ces personnages messianiques auto-proclamés ? Quand les groupes humains sont fragilisés, qu'ils ont peur, ils dégagent une envie de barbarie et de tyrannie, ce qui peut paraître étrange. Ce besoin de tyrannie et de barbarie comme système de protection va permettre à des personnages qui se prétendent messianiques, ou sont désignés comme tels par d'autres, de s'ériger en chefs protecteurs du

groupe tribal. Ces personnages messianiques vont proposer au groupe humain qui veut se rassembler une approche du monde et des problèmes par le « tripal », « mes tripes parlent ». C'est un système savamment développé qui s'appuie davantage sur les croyances que sur la connaissance. Parmi ces personnages messianiques autoproclamés, on trouve Xi Jiping, Poutine, Bolsonaro, Erdogan, Trump, Mohamed Ben Salman, Bachar El Assad, etc. Le slogan de Donald Trump, *America first*, signifie « mon groupe tribal en premier ». En clivant drastiquement avec les autres, cela donne l'assaut d'une tribu trumpienne sur le Capitole, événement spectaculaire.

Un monde dans lequel les structures de dialogue sont en perte de vitesse

Ce troisième point est un phénomène en ciseaux par rapport aux deux précédents. Les instances qui font civilisation, altérité, volonté de coudre, de dépasser le conflit par l'accord et par le droit, sont en perte de vitesse depuis plusieurs années. Le Brexit est un élément négatif par rapport à la dynamique de l'Union européenne. L'ONU est en incapacité de faire face à un certain nombre de problèmes, notamment en Syrie, la Russie ayant opposé son veto 17 fois en 11 ans sur la crise syrienne. Bachar El Assad fait partie de ces personnages messianiques quand il affirme qu'il doit défendre son clan alaouite au prix des crimes les plus atroces, y compris par l'usage de l'arme chimique.

Cela débouche sur un monde qui se barbarise. C'est pourquoi je n'ai pas été surpris par l'irruption d'une guerre de haute intensité en Europe. Je fais partie des quatre ou cinq observateurs qui ont expliqué que Poutine attaquerait l'Ukraine parce que sa démarche s'inscrivait dans ce mouvement, reposant sur la négation de l'autre, sa chosification et la volonté de l'englober. L'Ukrainien doit appartenir à sa tribu et dès lors qu'il s'y refuse, il est puni.

Une fois ce constat posé, que fait-on ?

Ma démarche a été non seulement de réfléchir et de partager, parce que c'est à plusieurs qu'on est intelligent, mais je suis aussi parti de l'idée qu'il fallait observer ces zones de mal, de violence, de prédation, ce que j'ai fait en tant que journaliste au Liban pour *La Croix*, puis au *Monde* pour la première guerre du Golfe, et ensuite sur des théâtres de guerre comme officier dans les Balkans, l'Afghanistan, l'Afrique. J'ai porté une arme, j'ai été entraîné au tir de combat dans un régiment des forces spéciales. Même si ma première mission n'était pas une mission de combat, le fait de porter une arme, de se trouver sur des théâtres où l'on peut recevoir la mort ou la donner, cela pose des questions en tant que chrétien, mais c'est un choix que j'ai fait. Dans l'Évangile, j'aime beaucoup la figure du centurion romain, à qui le Christ, après avoir rendu hommage à sa foi et guéri son serviteur, ne demande pas de poser son glaive et son armure et de le suivre. C'est un choix personnel d'aller au bout du bout, de ne pas se payer de mots et de toucher cette réalité-là.

Concrètement que peut-on faire face à ce monde, à cette bascule historique ? Je n'ai pas la réponse. Quand je ne sais pas, je prie, parce que je ne suis pas tout seul, nous ne sommes pas tout seuls ; le Seigneur n'abandonne pas son humanité, même dans le noir le plus absolu. Dans les tableaux de Soulages, la magie vient du fait qu'il y a de la lumière dans le noir, c'est l'espérance chrétienne.

Pour répondre à la question initiale, il faut à la fois préparer la guerre parce qu'elle a commencé à arriver et en même temps préparer la paix. J'écarte le terme de guerre juste, tout en reconnaissant l'importance de bordurer la violence. Mais quand on est démocrate et a fortiori chrétien, la guerre juste n'existe pas, parce que c'est une insulte faite à Dieu. Pour autant, je considère qu'il faut faire la guerre à certains moments. Même quand on est militaire et qu'on fait la guerre, parce qu'on estime que c'est important, pour des valeurs supérieures, on ne peut pas se conforter avec l'idée de guerre juste. Il faut être en permanence dans l'inconfort. Ce n'est pas juste, en soi, de tuer d'autres êtres humains, même s'il faut le faire. Hélie Denoix de Saint Marc, officier de la Légion étrangère, a combattu en Indochine, en Algérie, et quand il notait qu'un de ses légionnaires aimait tuer, il le virait. Tel chef maquisard, pendant la Seconde Guerre mondiale, alors que les maquisards voulaient exécuter des prisonniers allemands, les a empêchés de le faire. Je ne sais pas s'il était chrétien ou pas, mais il manque d'être submergé par l'envie de tuer ces maquisards qui lui demandent pourquoi il protège ces salauds. Il leur réplique : « N'oubliez pas que c'est avec ces frères que nous devrons bâtir la paix demain. » J'écarte donc la notion de guerre juste pour le risque de confort qu'elle contient, mais aussi par risque d'être avalé par le mal. Quand vous êtes en opération sur le théâtre de guerre, les comportements changent. Il faut une discipline, des règles d'engagement, une conscience que, même si on agit pour « défendre la veuve et l'orphelin », le fait d'avoir à déployer la violence n'est pas juste aux yeux de Dieu, malgré son éventuelle nécessité.

Je nous appelle collectivement à la révolution des 4 C :

• Caractère. Face à ce monde dangereux, nous devons faire preuve de caractère. Pas question de pleurnicher à l'idée d'avoir un peu froid cet hiver sachant que plus de 1 000 enfants ukrainiens ont été tués ou blessés depuis huit mois. Essayons d'avoir du caractère, de Gaulle en a beaucoup parlé dans ses livres.

• Citoyenneté. On ne peut pas nous réduire au rôle de consommateur, ce que nous faisons depuis des décennies. Nous sommes des citoyens qui avons la chance extraordinaire de vivre en démocratie, ce qui est un privilège.

• Courage. Pour défendre cette citoyenneté et les conditions de la démocratie, il faut faire preuve de courage.

• Connaissance. Battons-nous pied à pied contre les croyances totémiques, magiques ou barbares, par de la connaissance. Les réseaux sociaux passent leur temps à briser la connaissance pour la remplacer par des croyances qui débouchent

facilement sur des *fake news*, des fausses informations. Ce monde parallèle virtuel représente un défi. Mais, pour rendre hommage à Soulages, malgré le noir, c'est la lumière qu'il faut y voir.

Mario Giro[1]

A peste, fame et bello, libera nos Domine[2], comme dit la liturgie latine est la meilleure réponse au *si vis pace para bellum*[3] des Latins. Pour ces derniers valait ce qu'écrivait Tacite : « Ils font le désert et ils l'appellent paix. » Pour les chrétiens, paix est synonyme de vivre ensemble. Tout comme la guerre, la paix aussi est un chantier toujours ouvert, selon les mots de Jean-Paul II à Assise en 1986. La guerre tend à devenir permanente, et le point fondamental de mon propos est que sur ce terrain de la permanence, de la durée, il faut la contrer et la défier. Le travail pour la paix est un chantier ouvert à tous, car chacun de nous peut faire quelque chose pour la paix. Mais il faut avant tout avoir une conscience claire, comme chrétiens, comme croyants, comme démocrates, de la nature de la guerre.

Le pape François a écrit que la guerre est « un échec de la politique et de l'humanité, une reddition honteuse, une défaite devant les forces du mal ». Notre ennemi, c'est la guerre et non l'autre. C'est pourquoi il a déclaré le 25 octobre dernier devant le Colisée : « Nous ne sommes pas "neutres", mais nous défendons la paix. Nous invoquons donc le *jus pacis*, un droit à la paix pour tous, ce qui signifie régler les conflits sans violence. »

Il est aussi possible de comprendre le pape François à travers un simple constat que même celui qui n'a pas d'expérience géopolitique peut saisir : les guerres sont devenues inutiles. Ce fut déjà le cas lors des guerres du Golfe et du Moyen-Orient, ou lors du conflit afghan ou des guerres en ex-Yougoslavie. Il est facile de constater que les conflits armés ne résolvent pas les crises internationales, au contraire, ils les aggravent. Khadafi était un tyran, mais la Libye aujourd'hui est un enfer pire encore que sous sa coupe. Les guerres ne résolvent pas les problèmes pour lesquels elles ont été initiées. Tout a changé et il n'y a plus de vainqueur. Dans les guerres contemporaines, les parties les plus faibles savent désormais comment éviter la victoire des plus forts : ainsi les conflits se perpétuent et personne ne sort définitivement vainqueur, comme on le voit en Afghanistan ou en Irak par exemple. Si l'on examine attentivement les leçons de l'histoire, en particulier de l'histoire récente des trente dernières années, il saute aux yeux qu'aucun conflit ne se termine rapidement ou ne résout quoi que ce soit. Il devrait être évident que la guerre (même humanitaire) est devenue un outil obsolète et nuisible et que l'alimenter ne donne aucun résultat. Il s'agit d'un constat objectif auquel on ne peut échapper. Là où des conflits se sont

[1] Mario Giro est conseiller et médiateur Sant'Egidio.

[2] De la peste, de la faim et de la guerre, libère-nous, Seigneur.

[3] Si tu veux la paix, prépare la guerre.

développés, il n'y a aujourd'hui ni ordre, ni stabilité, ni réconciliation, ni démocratie ; seulement la haine, le ressentiment et l'esprit de revanche. Pensez à la Libye, à la Syrie, à l'Irak, au Yémen, aux Balkans, au Haut-Karabakh, au Sahel, etc. Ce sont des États perdus et quand on perd un État, il est quasiment impossible de le reconstruire. Tous les changements de régime, tant invoqués par les Américains et nous aussi Occidentaux, ont été un échec.

Lorsqu'elles éclatent, une des caractéristiques des guerres est précisément d'occuper tous les espaces de réflexion, les dévitalisant en tentant de rendre le discours sur l'avenir sans objet. La pensée même se paralyse et chacun se dispute pour savoir qui a tort et qui a raison. Telle est la méthode mimétique de la guerre : détourner l'attention de soi pour la porter sur les combattants et leurs raisons. Il en résulte des conjectures sans fin sur les arguments de l'un ou de l'autre, ainsi qu'une déformation de l'histoire selon ses propres convictions. Pendant ce temps, la guerre continue – camouflée – et tente de créer les conditions (matérielles et psychologiques) de sa continuation, jusqu'à ce qu'elle devienne permanente. La guerre en Syrie, qui est terminée pour nous, continue, de même qu'en Libye ou au Sahel, le Mali n'existe plus, le Burkina est à risque. C'est son ambition ultime : un monde toujours en guerre, secoué par des affrontements, des crises ou au moins des confrontations. Comme croyants, nous devrions le savoir, c'est l'esprit de division du mal qui sépare.

La guerre est réhabilitée culturellement dans l'opinion publique à travers cette méthode efficace : discuter des torts et des raisons et perdre de vue sa véritable nature. Il faut revenir au « Plus jamais ça » de la fin de la Seconde Guerre mondiale, le rêve des pères de l'Europe. Il est donc nécessaire de concentrer l'attention sur la guerre elle-même, sur son essence atroce : elle n'est jamais seulement un instrument pour affirmer quelque chose (une idée, une politique, un dessein stratégique juste ou injuste), mais elle est surtout un rouage qui prend possession de la destinée humaine en la privant du libre arbitre. La preuve est que celui qui la déclenche ne peut plus la terminer, il est pris dans l'engrenage, on le voit en Ukraine.

Nous devons comprendre que la guerre est le véritable ennemi : elle représente la folie du mal qu'il faut arrêter au plus vite. Plus le conflit dure, plus les conditions sont réunies pour le prochain, le cycle sans fin de la vengeance. Il n'y a pas en ce sens de guerre juste. Bien entendu, nous devons porter notre jugement sur l'agresseur (Russie) et l'agressé (Ukraine) : mais, cela dit, il faut trouver tout de suite la manière d'en sortir. Chaque guerre prolongée crée les conditions de la suivante. Il suffit d'un peu de psychologie humaine pour le comprendre. C'est pourquoi il faut l'abréger et y mettre fin le plus rapidement possible. L'interruption des processus de désarmement entamés dans le passé nous a conduits à cette situation.

La guerre défigure les âmes des peuples qui la font ou la subissent, même de ceux qui se défendent. Nous, Occidentaux, en savons quelque chose puisque nous avons provoqué deux guerres mondiales. L'expérience enseigne que les pays qui y sont

entraînés en ressortent détériorés, exacerbés, pire qu'ils n'y sont entrés. La guerre est toujours fratricide, ennemie de la vie humaine, de tout être vivant et de la nature, en un mot de la planète entière : un mal à endiguer au plus vite et à tout prix. Mais même les laïcs peuvent être d'accord avec les croyants à ce sujet. Emmanuel Kant l'a dit simplement, mais efficacement : « La guerre élimine moins de malfaiteurs qu'elle n'en crée. »

Lorsque des conflits éclatent, prendre parti est une impulsion compréhensible, surtout en cas d'agression injustifiée comme celle de la Russie contre Kiev. Nous sommes du côté du peuple ukrainien attaqué et nous respectons sa résistance. L'armer et soutenir sa défense est politiquement légitime. Plus problématique est l'idée de prolonger la guerre vers une victoire improbable ou se mettre à vouloir « punir » la Russie : en plus de multiplier les souffrances des civils, le risque est de tomber entre les mains de ceux qui veulent rendre cette guerre pérenne et manipuler le chaos. La narration de la résistance héroïque ukrainienne est une chose, la narration de la victoire en est une autre. Un tel engrenage est à éviter : il n'existe aucun argument convaincant pour la prolongation, pas même celui de la défense de la démocratie ou de l'ordre international. La démocratie est en effet défendue en assurant les raisons (et le caractère raisonnable) de la paix même face à l'agresseur, en contenant puis en éteignant son revanchisme victimaire infondé. En fin de compte on ne peut pas penser vivre dans un état de conflit perpétuel. Les démocraties vivent mal dans la guerre permanente, ce sont les régimes autoritaires qui y vivent bien. C'est la leçon de l'histoire européenne et la raison profonde de la naissance de l'Union européenne. Enfin, il y a la menace nucléaire : pouvons-nous prendre ce risque ?

Par conséquent, il faut tout de suite penser à la paix, qui n'est pas un état, mais un chantier difficile. Il faut déjà maintenant penser à la paix de demain. La différence entre les guerres des démocraties et celles des tyrannies réside dans ce qui se passe après. Il est urgent de penser à l'après dès maintenant, de penser à la fin de la guerre, à la manière d'en sortir, de négocier une trêve maintenant et une paix plus tard. L'après nous définit : fixer notre regard déjà vers l'après, quand la paix régnera et que la cohabitation sera reconstruite, ce qui amène tout le reste avec elle : la justice, la reconstruction, la réconciliation. C'est pourquoi il faut hâter l'après. Quand l'autoritarisme vise la victoire (ou, à défaut, la destruction), les démocraties visent la paix. La victoire écrase tout et tout le monde, créant souvent les graines des prochaines guerres. Les Européens l'ont appris des erreurs commises à la fin de la Première Guerre mondiale et ont essayé de ne pas les répéter après la seconde. C'est ainsi que le rêve de l'unité européenne est né et il ne doit pas être perdu. Hâter la paix dès aujourd'hui en imaginant la paix de demain est donc de notre devoir.

Jérôme Chapuis : Comment peut-on entendre cette injonction à préparer la paix quand l'idée de guerre est devenue comme une « hypothèse raisonnable » pour un certain nombre de régimes, alors que nous sommes un peu comme des ours en peluche

face à des ours polaires, comme l'a dit Jean-Louis Bourlanges ? Comment penser la guerre quand on est une démocratie ?

Pierre Servent : En le reformulant, c'est le problème des herbivores face aux carnivores. Je me retrouve sur quelques points avec Mario Giro, sur la nécessité de penser l'après-guerre très vite, mais je suis en désaccord sur de nombreux autres points, car ce même discours aurait pu être tenu en 1935-36, avant les Sudètes et les accords de Munich. Or, c'est notamment ce discours qui a permis à Hitler de développer sa politique. Certes l'histoire ne se répète pas. Mais nous sommes confrontés à des carnivores qui considèrent structurellement que le droit est l'arme des faibles. Lors d'une conférence de presse avant la guerre, Poutine a cité une strophe bien connue en Russie d'une chanson à boire de soudard : « Que tu le veuilles ou non, ma jolie, il faudra que tu t'y fasses. » Cette chanson est tout à fait identifiée par le monde slave comme étant un appel au viol. Zelensky a répondu, toujours avant l'invasion de l'Ukraine : « Je ne serai pas la jolie de Poutine. » Cela pose le problème du mal, de la volonté de détruire et du fait que jusqu'à présent Poutine a anéanti toute possibilité de diplomatie et de négociation. Pour revenir sur les propos de Mario Giro, je ne vais pas défendre toute une série de guerres qui ont causé plus de mal que de bien. Mais certaines guerres ont eu des effets positifs : la destruction du proto-État de Daech à cheval sur la Syrie et l'Irak est plutôt un mieux, un grand mieux quand on interroge les Irakiens. Les Occidentaux qui se sont battus avec les Kurdes ont construit une guerre intelligente qui créait moins de dégâts qu'elle n'en produisait.

Par ailleurs, vous ne trouverez jamais en France un militaire d'active qui dira que la solution est militaire. Le général de Villiers, chef d'état-major des armées, a publié nombre de tribunes dans la presse pour dire que la solution n'est jamais militaire, pas uniquement militaire. Elle est là pour œuvrer à la réconciliation, au développement, à l'entente, c'est ce que la France a essayé de faire au Mali où nous avons accompli beaucoup de choses, y compris avec les Allemands, en termes de développement. En Afghanistan, cela a été très dur de voir le retour des talibans. Néanmoins, je pense que, pendant cette période de contact entre les armées occidentales et les Afghans ou les Maliens, les militaires ainsi que les civils de l'Union européenne, les formateurs, ont semé des graines de démocratie et j'espère qu'elles pousseront.

Sur le plan militaire, ce n'est pas du tout la même chose d'être un soldat d'une démocratie ou d'un régime autocratique et totalitaire. Dans les plans de frappe, en Syrie, les Russes frappaient systématiquement les objectifs civils, les écoles, les antennes médicales. Les Russes ont détourné les coordonnées fournies par les antennes médicales à l'Onu pour éviter les frappes, et les ont transmises à leurs aviateurs. Les avions de combat étaient bénis par les popes et allaient frapper les civils grâce aux données GPS collectées. Côté occidental, les pilotes de guerre reviennent souvent avec leur armement qu'ils n'ont pas délivré, considérant qu'il y avait un doute sur la cible, un risque de frapper des civils. Dans les démocraties, il y a un encadre-

ment, des règles d'engagement, une formation des soldats. Dans les démocraties, comme il n'y a pas l'idée que la guerre est juste et qu'on peut tout faire, il existe cette retenue dans le comportement des soldats au quotidien, ce qui est très différent des régimes poutiniens ou autres où le principe de von Moktke prévaut : en finir vite, y compris au prix de méthodes non recommandables.

Mario Giro : Le problème ce n'est pas le militaire, mais la politique. Concernant les dommages collatéraux, y compris de la part des Occidentaux, je vous renvoie à ceux qui écrivent à ce sujet, comme les rapports de Médecins sans frontières. Ce qu'il m'intéresse d'affirmer, c'est que la guerre a changé de nature en août 1945 avec l'arme atomique, il n'y a pas de comparaison possible avec avant.

Il s'agit d'un problème politique. Ce sont les politiques qui décident. À la fin du XVIIIe et au début du XIXe siècle, pour les questions d'ordre public, on utilisait l'armée, puis on a compris que c'était une erreur. L'armée a été de moins en moins utilisée, on a davantage eu recours à des forces intermédiaires, la gendarmerie ou les *carabinieri*, qui sont des corps militaires adaptés, puis on a changé. Aujourd'hui, nous n'avons plus de morts dans les rues lors des manifestations, même violentes, car nous utilisons des armes non létales. Nous devons accomplir le même processus au niveau international.

Débat

Table des questions : *La traduction moderne de* si vis pacem para bellum *serait-elle « dissuasion nucléaire » ?*

Pierre Servent : La dissuasion nucléaire nous prépare-t-elle à la paix ? Ce concept, tel qu'il a fonctionné dans l'entre-deux guerres en Europe a empêché le retour de la guerre classique conventionnelle en Europe. Le paradoxe est que cette arme d'apocalypse, dite arme d'anticité, qui était censée frapper les Soviétiques si les Soviétiques attaquaient, a tué la possibilité de déclencher une guerre conventionnelle. En 1994, l'Ukraine a donné ses armes nucléaires à la Russie par le memorandum de Budapest en échange de quoi la Russie reconnaissait le caractère intangible des frontières de l'Ukraine, Crimée comprise. Aujourd'hui, l'Ukraine se retrouve sous le coup d'une attaque conventionnelle de haute intensité sous couverture et sous menace nucléaire. C'est un concept nouveau mis en place par Poutine, qui consiste à attaquer, en menaçant de l'arme nucléaire un pays qui ne la possède pas, tout en empêchant ses alliés d'intervenir.

Depuis 2014, Poutine passe son temps à menacer explicitement de l'arme nucléaire. Sur la Crimée, si on n'avait pas accepté l'annexion, il aurait utilisé la menace nucléaire. C'est donc un dévoiement terrible qui fait saliver, pour reprendre les termes de Kamel Daoud qui parlait des « salivations barbares ». En Iran, malheureusement,

Trump a démoli l'accord qui avait été monté au prix de bien des efforts sur le programme nucléaire iranien. L'Arabie Saoudite, la Turquie, la Corée du Nord ou d'autres pays peuvent se sentir autorisés à envahir leur voisin, sous couvert de la protection qu'offre l'arme nucléaire. Si elle a été plutôt créatrice de paix dans l'entre-deux-guerres, elle est devenue aujourd'hui un facteur de déstabilisation.

– Quel rôle auraient pu ou dû jouer les religions pour éviter cette guerre ?

Mario Giro : On nous a souvent dit que la guerre mondiale serait venue du choc de civilisations. Or, nous voyons qu'au contraire, elle nous vient d'un choc à l'intérieur d'une civilisation. La guerre ne tient pas compte des civilisations. Paradoxalement, les religions se sont rapprochées plus que les nations ces derniers temps, parce que défiées par le risque d'être manipulées. Le fait que l'imam Taieb, le grand imam de Al Azhar, soit venu devant le Bataclan après les attentats est un geste très impressionnant, de rupture. Il subsiste des différences de raisonnement avec nous, sur la morale de la famille et des droits civils, par exemple, mais quelque chose a changé, tandis que les nations se retournent vers la guerre froide, s'éloignent les unes des autres. Le seul ressort semble être d'en découdre. Par exemple, pour nous, le nucléaire est dissuasif, alors que pour les Russes, c'est la dissuasion mais aussi une arme d'ultime instance. S'ils utilisent la bombe, nous entrerons dans un autre monde. Tous nos raisonnements sur les raisons ou les torts vont disparaître. Nous ne devons pas arriver à ce point-là.

– Nous sommes dans une phase de réarmement, quel est le lien avec le commerce des armes ? Le commerce des armes entraîne des conflits répartis dans le monde entier. Que peut-on faire à ce sujet ?

Pierre Servent : Je ne suis pas anti-armement, mais, quand on voit que l'année dernière on a dépassé les 2 000 milliards de dépenses mondiales d'armement et qu'on va battre des records dans les années et mois qui viennent, c'est préoccupant. Je suis partisan du soutien de l'Ukraine, mais le volume d'armements qui se promène actuellement là-bas se retrouvera un jour ailleurs. Les Occidentaux qui les fournissent l'anticipent déjà. La seule chose positive de l'histoire russe, ironiquement, est que toute une série d'acheteurs d'armements russes se disent qu'ils se sont fait fourguer des trucs qui ne marchent pas, puisque les Russes ne sont même pas capables de les faire fonctionner pour leur armée. Cette question de l'armement est cruciale.

– La guerre n'est-elle pas la conséquence d'un échec de la diplomatie ? Une mauvaise peine n'entraîne-t-elle pas la guerre ? Pour l'Ukraine, n'est-ce pas une question qui devrait être abordée ? Peut-on faire la paix avec la barbarie ? Comment arriver à tenir ses positions, c'est-à-dire se battre, tout en maintenant un dialogue ?

Pierre Servent : Il faut regarder une réalité. L'alliance entre la Chine et la Russie se fait autour d'un vrai projet politique, d'une vraie analyse qu'il faut étudier pour constater qu'il s'agit d'une vraie vision du monde, partagée. Nous projetons souvent sur eux notre envie de diplomatie, notre culture de gentils bisounours. Nous nous disons que nous avons raté quelque chose pour qu'ils soient aussi méchants. Je ne le crois pas. L'hypothèse raisonnable et raisonnée de la violence et de la prédation est un vrai penser, notamment chez les Chinois et les Russes. Vous avez à leur suite d'autres pays, d'autres chefs d'État qui se disent que les dirigeants de ces pays ont tout compris. Ils sont au pouvoir pour l'éternité, Xi Jiping va faire sauter toutes les barrières, Poutine est au pouvoir depuis 20 ans et il est programmé jusqu'en 2034. Ces dirigeants peuvent se dire que la démocratie est un truc de tordus, très compliqué, dans lesquels se mettent en place des groupes LGBT, ce qui n'a aucun intérêt. C'est donc un vrai projet. J'ai vécu la même chose avec Daech et Al-Qaïda quand la thématique était développée en Occident. On se disait que, s'il y avait des attentats, c'est parce qu'on n'avait pas été gentils avec les immigrés de deuxième et troisième génération. Je ne dis pas qu'il ne faut pas traiter le sujet, mais, là aussi, on a refusé à la nébuleuse djihado-salafiste une vraie pensée, une vraie articulation. J'ai fait l'effort de lire leurs textes de doctrine, c'est construit, ce n'est pas un accident de l'histoire, ce n'est pas parce qu'on n'a pas été gentils ou qu'on n'a pas fait de diplomatie. Paradoxalement, il faut respecter la pensée de l'autre dans ce qu'elle a de structuré, d'enraciné dans l'histoire et qui aboutit à une vision, une politique et une offre qui sont à des années-lumière des nôtres.

Mario Giro : Je ne pense pas que les autres soient forcément méchants et que nous, les démocrates, devrions avoir peur. Il ne faut pas avoir peur, ni créer notre politique sur la peur. Les autres ne sont pas méchants, l'histoire est plus complexe. La Chine et la Russie ne sont pas sur le même plan, la Chine ne se réjouit pas de cette guerre. Daech est le résultat de la guerre du Golfe précédente qui est le résultat de la guerre précédente encore. Nous avons bien fait de détruire Daech, mais nous avons commis une erreur auparavant. L'histoire est complexe, on ne peut la décrire comme un affrontement d'herbivores encerclés par des carnivores. En politique, c'est plus compliqué. La diplomatie a ses défauts, ainsi que la politique qui la gouverne, car aux diplomates, il faut donner une vision. En Occident, nous avons eu trop longtemps une politique sans vision, nous nous sommes surtout occupés de nous-mêmes, comme des somnambules, nous n'avons pas vu les processus de guerre à l'œuvre. Au Sahel, cela fait dix ans que nous avons ce problème, nous intervenons très tard. Nous avons commencé à y penser en 2007, nous sommes revenus militairement en 2012 et c'était déjà tard.

Avec les accords de Minsk, les Donbassiens devaient désarmer ou Kiev leur donner une autonomie renforcée (Minsk 2). Personne n'a commencé : la politique n'a

pas agi et on est arrivé à la guerre. Mais la guerre n'est jamais obligatoire, même quand vous avez un régime autoritaire en face, parce que ces régimes ont leurs faiblesses politiques. L'histoire l'explique bien. Il faut avoir une lecture plus historique, plus lucide, ne jamais raisonner sur la vague de la peur. C'est la même chose avec l'immigration, on fait de l'alarmisme, on parle de grand remplacement, ce n'est pas parce que nous sommes méchants, au contraire, mais parce que nous sommes parfois des somnambules, nous nous endormons dans notre zone de confort et nous nous réveillons seulement quand arrivent les problèmes. Nous sommes en train de discuter de guerres du passé alors que nous devrions discuter d'environnement, car c'est l'avenir.

Une planète vivable et pacifiée : les pistes d'espérance

Cécile Duflot[1]

Allons-nous nous sortir du dérèglement climatique ? Normalement, la réponse est non, mais nous sommes souvent surpris par ce qui nous arrive. En 2018, les scientifiques du MIT parlaient d'une échéance à la fin du siècle. En 2022, Évelyne Dhéliat a dû actualiser son bulletin météo hypothétique pour 2050, qui datait de 2014. En effet, la situation évolue beaucoup plus vite que ne l'annonçait le scénario du Giec. Nous savons qu'une température au-delà de 35° associée à un fort taux d'humidité rend un territoire inhabitable pour l'être humain. Notre biologie nous permet de survivre à 50° à condition de transpirer. Si le taux d'humidité dépasse 80 %, on meurt, même avec la climatisation. Cette situation s'est déjà produite autour de Djibouti. L'un des territoires les plus menacés est la grande plaine de la Chine du Nord, Shanghaï et Pékin. Les Chinois, qui savent regarder à moyen et long termes, en sont tout à fait conscients. Comme le rythme s'accélère, et que nous n'avons pas agi assez tôt, nous allons devoir aller beaucoup plus vite que prévu, en raison de contraintes biologiques, parce que nous n'avons pas le choix.

L'espèce humaine a besoin de ces contraintes, elle agit plus efficacement sous contrainte. Prenons l'exemple de la ceinture de sécurité trois points, qui, grâce à un simple geste, fait baisser la mortalité. Volvo, qui l'a mise au point en 1959, dépose un brevet « ouvert » permettant aux constructeurs de voitures de s'en emparer librement. Curieusement, les constructeurs n'installent pas ces ceintures parce que cela fait peur aux conducteurs. On en impose donc l'installation, mais les gens

[1] Cécile Duflot est directrice générale d'Oxfam France.

ne bouclent pas leur ceinture. Il a fallu les obliger à le faire, sous réserve d'amendes et de perte de points de permis, pour que le taux du port de la ceinture s'envole.

En tant qu'êtres humains, nous n'avons pas de gros avantages biologiques. Nous ne savons pas creuser des terriers, ni monter aux arbres, ni nager sous l'eau, ni courir très vite, mais nous adorons trouver des solutions à des problèmes qui ne se posent pas. Prenons l'exemple des noisettes, certains animaux les cassent avec deux pierres. Nous, nous utilisons des machines pour les ramasser, les casser, les mettre dans des petits sachets, que nous mettons dans des gros cartons, qui s'entassent sur des palettes qui remplissent des camions, qui prennent la route vers des magasins, pour ensuite ouvrir les cartons et accrocher les sachets. Enfin, un humain achète ce petit sachet pour l'emmener chez lui où, dans son jardin, il y a peut-être des noisettes qui tombent de l'arbre. Et nous pourrions multiplier les exemples à l'infini. Notre présence ici, à vous et à moi, ne répond à aucun besoin biologique. Nos besoins biologiques de base n'impliquent pas de s'asseoir sur une chaise pour écouter des gens vous raconter des problèmes sur lesquels vous n'avez pas vraiment barre, en n'étant pas sûrs d'être d'accord avec eux. Vous avez peut-être un peu faim, mais vous préférez rester ici à écouter.

Alors j'émets, un peu de façon ironique, une hypothèse farfelue : le dérèglement climatique, c'est peut-être parce qu'on s'ennuyait. Nous avons accompli des choses formidables, nous avons réussi à nous arracher à la Terre. Et nous avons été capables de construire suffisamment d'armes atomiques pour détruire plusieurs fois notre planète. Quelle espèce réfléchit à détruire plusieurs fois son lieu de vie sans lieu de secours ? Le principe même de la dissuasion nucléaire repose sur le fait que l'on ne va pas utiliser quelque chose qu'on a créé. En fait, nous ne sommes pas rationnels. Nous aimons la coopération et les contraintes.

Nous sommes parvenus à inventer un problème majeur, très compliqué, mettant en cause l'habitabilité de notre planète pour notre propre espèce. Car la planète peut vivre sans l'espèce humaine, le climat se régénérera, la biodiversité renaîtra, sans être humain. Certains pensent que ce serait une bonne chose, pour ma part, je trouve intéressante cette espèce désireuse de se retrouver ensemble, de se poser des questions, il y a quelque chose de sympathique dans cette vie. Je suis une écologiste non désespérée, parce que les solutions techniques existent. Le dernier rapport du Giec montre l'aggravation de la situation mais aussi un scénario d'ultra sobriété qui permettrait de rester sous les deux degrés d'augmentation. Nous n'allons pas éviter le mur, mais nous pouvons le prendre de biais en ralentissant, ou frontalement en accélérant. Sous cette contrainte, nous sommes capables d'être très inventifs et de trouver des solutions à des problèmes que l'humanité ne s'est encore jamais posés.

Jérôme Chapuis : Par où commence-t-on ?

Cécile Duflot : La question est éminemment politique au sens de la prise de décision. J'ai entendu Pierre Servent parler de l'importance d'avoir du caractère

– que je ne mettrais pas sous l'acception uniquement gaullienne du terme –, il ne faut pas avoir peur de la difficulté et tenir bon. On affirme souvent que l'écologie est punitive. Tenons donc le discours inverse : rendons les choses sympathiques. Certaines solutions sont moins désirables que d'autres, mais les êtres humains sont capables de comprendre qu'entre deux choix désagréables, l'un des deux l'est moins. Soyons honnêtes, je ne dirai à personne que prendre le RER entassé à Paris est plus agréable que d'être seul dans sa voiture à écouter de la musique. Mais prenons l'exemple de la carie : il faut la soigner. L'anesthésie permet que le traitement de la carie ne soit pas douloureux, et si la petite piqure dans la gencive n'est pas vraiment désirable, il faut bien l'avouer, c'est mieux que de soigner la carie à vif. Certaines contraintes sont plus pénibles que d'autres, mais pensons à ce que cela nous évite.

Nous sommes très fiers de nos progrès technologiques, par exemple, le canon César qui envoie un obus à 40 km, avec une précision de 4 à 5 mètres. Au XIIe siècle, le mangonneau envoyait 100 kg à environ 150 mètres, à raison de deux tirs par heure et l'aide de 12 personnes. En dix siècles, on a gagné 39,850 km. Qu'on ne m'explique pas que les progrès sont immenses ! J'aime les humains qui se pensent hypermodernes avec leurs canons César alors que ceux du XIIe siècle faisaient la même chose avec leur mangonneau. Le seul vrai progrès, c'est la bombe nucléaire, ce qui est un vrai problème parce qu'on ne sait pas résoudre ses conséquences.

Est-on capable de penser cette contrainte collectivement, est-elle libératrice ? Oui. Je reprendrai les propos de Mathilde Szuba disant qu'il fallait qu'elle soit juste, justifiée et suscite la confiance en ceux qui décident. La question est, en effet, la capacité pour les dirigeants politiques d'assumer leurs tâches dans des périodes difficiles et de considérer les gens, dont ils sont en partie responsables de l'avenir, comme des adultes doués de raison. Concernant le débat sur la limitation à 110 km/h sur autoroute – sachant qu'on y roule en moyenne à 118 km/h –, je crois à une écologie « remerciative ». Dans un premier temps, certains pourraient s'engager à rouler à 110 km/h et seraient remerciés par une baisse de leur part de péage par exemple. Nous devons réfléchir à la façon de mettre en scène un changement de modèle.

Jérôme Chapuis : Vous dites qu'il faut des dirigeants politiques courageux. Comment faire quand on aborde des sujets politiques explosifs, comme l'éolien, le nucléaire, la voiture électrique, le minage du lithium dans l'Allier, sur lesquels il y a assez peu de compromis possible ?

Cécile Duflot : Nos dirigeants ont été nourris au virilisme. La fermeté n'est pas toujours une bonne méthode, la conviction est nettement préférable. On utilise souvent la fermeté et l'autorité par manque de temps passé à convaincre ou à être soi-même convaincu. Si on parle de l'éolien en soulignant les inconvénients, qu'on dit la vérité, il est peut-être possible de désarmer certaines oppositions. J'ai été marquée par un reportage d'une antenne France 3 régionale qui filmait une manifestation contre l'installation d'un centre d'accueil de réfugiés, s'accompagnant d'un discours

assez raciste de personnes aux propos violents. On voyait ensuite un couple qui accueillait chez eux deux jeunes. La femme leur apprenait à écrire le français et disait qu'au début elle allait les voir au centre parce que son mari n'était pas très partant. En fait son mari était ce monsieur qui tenait des propos très violents dans la manifestation. Quand la journaliste l'interroge, il répond : « J'étais très con. En fait ils sont comme nous. » On peut avoir été contre les éoliennes et changer d'avis. À propos du nucléaire, si le nucléaire pouvait être un outil décisif pour sauver le climat, je pourrais nuancer mon avis. Greta Thunberg a dit récemment qu'on ne peut pas fermer immédiatement les usines nucléaires existantes ; elle a raison. S'il y avait une présidente de la République écologiste, elle ne fermerait pas toutes les centrales nucléaires demain, car on hérite des choix faits auparavant et on doit les gérer. En revanche, même en relançant un programme électro-nucléaire conséquent en France, on ne résoudrait pas le problème des dix prochaines années. Le nucléaire a servi et sert encore de doudou pour se rassurer face aux difficultés en niant ses inconvénients, ses coûts et le risque de son exploitation, qui est sans commune mesure avec tout autre risque industriel.

En revanche, bien penser et organiser la sobriété, c'est possible. Je prendrai deux exemples. J'avais un collègue qui adorait le café au lait qu'il se faisait avec des dosettes en plastique de lait concentré. Je lui ai fait remarquer que ce n'était pas génial, il m'a répondu que c'était pratique. Mais si ça n'existait pas, il ferait autrement. Nous sommes très forts en optimisation. On ne peut pas, en France, acheter des jouets qui risquent d'empoisonner les enfants quand ils les portent à la bouche parce que c'est dangereux pour la santé. Cela ne choque personne qu'on interdise de vendre des jouets dangereux. Aujourd'hui le plastique jetable à outrance empoisonne notre vie de la même manière. Il n'est donc pas aberrant de l'interdire, mais il faut que ce soit juste et égal. Le gros problème est que l'aggravation des inégalités fait que ceux qui ont plus d'argent sont libres de détruire la vie des autres, non seulement en possédant des choses que les autres n'ont pas, mais en étant libres de brûler plus de pétrole. Voici pourquoi je suis très réservée sur l'outil fiscal comme seul outil. Aujourd'hui, en proportion de leur revenu, les 10 % les plus pauvres payent 2,7 % de plus de taxe carbone que les 10 % les plus riches alors qu'ils sont moins émetteurs de CO_2.

Un des éléments qui me rendent optimiste est que la pandémie a ouvert trois trappes dans notre cerveau. D'abord a commencé à naître une conscience de terrien, car nous avons vécu la même expérience du nord au sud de la planète, même si ce n'est pas la même chose dans un appartement avec terrasse à Lille que dans un bidonville au Caire. Près de 70 % des enfants ont été privés d'aller à l'école en même temps. Une deuxième trappe s'est ouverte quand des choses impossibles avant sont devenues possibles. On a développé le télétravail, on a cloué des avions au sol, on a confiné des gens, tout cela dans un laps de temps très court. On a ensuite mobilisé

de l'argent au niveau européen, alors que c'était impossible du fait des règles de Maastricht. Et enfin ces « choses impossibles », nous avons été capables de les faire très vite et très collectivement. Nous serions donc capables de prendre des virages tout aussi serrés sur beaucoup d'autres sujets, c'est même parfois plus facile. Pour la transition écologique, c'est la même chose.

Jérôme Chapuis : Vous avez dit être une écologiste radicale. On oppose souvent les actions radicales, comme le lancer de soupe sur une œuvre d'art ou le blocage d'une autoroute et la responsabilité politique. Est-ce si opposé ?

Cécile Duflot : Je nuancerais sur ceux qui se collent la main sur l'autoroute, car nous n'avons pas besoin d'un nouveau martyr de l'écologie ; après Rémi Fraisse, je serais dévastée qu'un jeune perde sa vie. Les actions de désobéissance qui créent une telle conflictualité nécessitent d'être très organisées et très massives. Jeter de la soupe sur les vitres des œuvres d'art ? Spontanément, je ne suis pas très convaincue. Mais qui suis-je pour juger ? Je suis écologiste depuis vingt ans et je constate que ce qu'on a fait n'a pas marché. Je ne suis pas certaine, cependant, que cela fasse avancer les choses, ni que cela pousse au débat. Certains avancent que cela ne fait pas sens par rapport au combat lui-même. Quand Act-up déroule un préservatif sur l'obélisque de la Concorde, tout le monde comprend que le sujet est de faciliter l'accès au préservatif. Là, c'est moins clair. Mais je comprends que l'on puisse avoir des réactions brutales. En revanche, la radicalité est indispensable, car il ne s'agit pas de faire quelques petits gestes, ce n'est pas une posture, mais une nécessité scientifique à l'égard de la catastrophe en cours.

Notre-Dame-des-Landes est un cas particulier, le projet était absurde, inventé dans les années 1960 et soutenu par un élu qui considérait que c'était la représentation du développement du territoire. Pourquoi ce projet a-t-il été abandonné ? C'est une conjonction de plusieurs facteurs, mêlant des zadistes en bottes qui campaient au milieu de la boue, des agriculteurs qui mobilisaient leurs amis de la Confédération paysanne et leurs tracteurs, des salariés de la DGAC qui donnaient en cachette des documents montrant que cela n'avait aucun sens sur le plan aéronautique, des élus locaux mobilisés et aussi deux écologistes au gouvernement. La tension n'était plus possible et tous ces modes d'actions allaient dans le même sens et étaient complémentaires. Il n'y a pas un mode d'action unique, mais je ne crois pas à l'action individuelle. Le cabinet de conseil indépendant Carbone 4 avance que si nous étions tous exemplaires en France sur notre alimentation et nos modes de transport, nous atteindrions 25 % des objectifs de l'accord de Paris. Donc, 75 % des efforts dépendent des politiques publiques et il y a besoin d'organisation collective.

Oxfam a lancé cette semaine une assignation de la BNP, car c'est aujourd'hui le principal financeur européen du développement des industries fossiles, et financeur mondial d'Exxon, de Total Energies, de Mobil et de huit des plus grandes compagnies pétrolières. Il est nécessaire que les banques décident de changer car la finance

est en partie la clé du changement d'un modèle prédateur de notre environnement. Avec la réforme Bâle 3, à la suite de la crise de 2008, on les a encadrées sur des règles prudentielles. On pourrait les encadrer de façon aussi stricte sur la manière dont elles utilisent leurs fonds pour financer des projets de développement susceptibles de nous mener vers un scénario de plus de 5°C de hausse des températures.

Jérôme Chapuis : Ce levier de la finance et surtout la contrainte sont-ils parmi les leviers les plus puissants ?

Cécile Duflot : Oxfam se tient aux côtés des plus pauvres et des plus vulnérables face aux conflits et aux catastrophes naturelles qui sont de plus en plus issues du dérèglement climatique. Quand on remonte à la cause de ce dérèglement, nous trouvons trois grands responsables. S'ils sont aujourd'hui coupables, ils peuvent devenir très utiles s'ils changent : les États, les milliardaires qui possèdent des entreprises et les financeurs, donc les banques. Ce que je vais dire est un exemple pas encore réaliste techniquement, mais qui peut montrer la capacité de changement : si la famille Saadé, propriétaire de la compagnie CMA-CGM décidait de convertir tous ses bateaux naviguant au fuel lourd en voiliers, elle aurait un impact décisif sur les émissions. Les milliardaires sont à la fois des responsables, mais surtout des acteurs possibles. Les banques sont des robinets qui déversent de l'argent sur tel ou tel scénario. Elles sont les principales responsables dans une logique de rentabilité. La BNP nous a répondu qu'elle agissait pour soutenir l'économie et le bien-être des citoyens. Or, l'économie dans un monde à plus 3°C va s'effondrer et le bien-être des citoyens n'existera plus. Elles devraient prendre le chemin de la Banque postale, par exemple, qui a fait un virage très significatif et a montré qu'une banque pouvait se désengager du financement des énergies fossiles.

Débat

Table des questions : *Quid de l'impact de l'utilisation du numérique dans la crise climatique ?*

Cécile Duflot : Le numérique a un impact positif et négatif, ils sont parfois différenciés. Une réunion en visio a un bilan carbone positif, mais si vous ne faites que cela, vous pouvez avoir une fragilisation de l'organisation.

– Comment penser les solutions, les pistes d'espérance, sans rester dans son propre pays, sans travailler uniquement à notre échelle. En quoi le travail multinational peut-il permettre de dépasser les contraintes et d'espérer ?

Cécile Duflot : Certains ne croient qu'à la solution par la technologie, d'autres à ce qu'on appelle les lowtech. Pour moi, l'idée de progrès du XXIe siècle doit permet-

tre de réparer les erreurs de l'idée de progrès du XXe siècle. À l'échelle de l'humanité, ce moment où on aura brûlé nos ressources fossiles, est très court. On peut faire différemment. Il n'y a pas de solution avec un « s » majuscule, il y a des pistes à utiliser de manière opportune, sans oublier les trois principaux postes d'émission de gaz à effet de serre que sont les transports, le bâtiment, l'agriculture et l'alimentation. Ceux qui font face au dérèglement climatique, ce sont les 50 % de la population mondiale les plus pauvres, qui n'émettent que 10 % des émissions. Ils sont déjà dans l'adaptation et aimeraient ne pas recevoir de leçon sur le fait que c'est la technologie qui va les sauver alors qu'ils ont compris qu'une grosse partie de la résilience repose notamment sur des modèles robustes et locaux, où on utilise une ingénierie factrice de progrès, celle de la nature.

Prenons l'exemple des giga-bassines. On sait que ce qui conserve le mieux l'eau, c'est le couvert végétal, pas le sac plastique. Il faut être capable d'être ouvert à l'option des solutions possibles. Si la recherche scientifique permettait de découvrir un moyen efficace de stocker le CO_2, pourquoi pas, mais c'est aujourd'hui un fantasme, tout comme nous n'avons pas de solutions technologiques pour supprimer la radioactivité des déchets nucléaires. Il faut continuer de chercher, mais élargir le spectre.

Le meilleur moyen de réparer les machines, c'est de limiter l'électronique dans tout l'électro-ménager. Ce n'est pas utile, cela favorise l'obsolescence programmée car vous ne pouvez pas le réparer vous-même. De jeunes ingénieurs s'engagent sur le sujet, cherchent comment être dans l'invention robuste avec moins de technologie.

Jérôme Chapuis : Faut-il savoir arrêter certaines innovations ?

Cécile Duflot : Il y a 30 ans, il fallait un ordinateur de la taille de cette scène (300 m^3 soit environ 800 machines à laver) pour avoir la même capacité de puissance, de mémoire et de rapidité qu'un téléphone portable aujourd'hui. Comme on a plein de capacité à disposition, on développe des applis de plus en plus voraces, qui demandent de plus en plus de données. Il faut appliquer au numérique la même logique qu'aux machines à laver, chercher à rendre les objets moins consommateurs de stockage, plus réparables et durables. L'obsolescence programmée est aussi celle des systèmes d'exploitation, et il est possible de faire autrement. La question n'est pas de refuser les innovations, mais de déterminer celles qui sont utiles, nécessaires, efficaces. J'espère que nous découvrirons des solutions technologiques qui nous feront franchir un cap.

– Pourrait-on créer des mécanismes d'attribution individuelle de quota carbone ?

Cécile Duflot : Je vais élargir le propos, un reporting carbone pourrait-il être possible ? Oui. Quand on veut analyser une entreprise, on prend son bilan et son compte de résultat. On peut s'arranger avec les chiffres, mais c'est globalement fiable. On

pourrait tout à fait imaginer un reporting des entreprises et de différents acteurs sociaux. De la même manière qu'une entreprise qui dépense plus que ce qu'elle reçoit est déclarée en cessation de paiement puis en faillite, on pourrait imaginer qu'une entreprise qui ne respecte pas les termes de sa trajectoire pour rentrer dans une neutralité carbone collective est en faillite aussi. C'est tout le travail sur tous les indicateurs, qui doivent prendre une part à peu près équivalente à celle des indicateurs financiers. Cela vaut également pour les individus.

Nous vivons dans un système qui nous a conduits à gaspiller, notamment l'énergie. En 1989, j'étais avec mes parents chez des amis en Pologne et je vois qu'un brûleur est resté allumé sur la gazinière. Je leur dis qu'ils ont oublié d'éteindre le gaz. La dame me répond qu'ils laissent allumé parce que les allumettes sont payantes, mais pas le gaz. Nous faisons pareil avec l'électricité. Pourquoi, dans ma cuisine, il y a trois pendules, une sur le four, une sur le micro-ondes, une sur la cafetière… Si je n'y réfléchis pas, ça ne me choque pas. Ce qui est arrivé cet automne va nous pousser à revoir les choses différemment.

Le scénario sur lequel le gouvernement travaille actuellement, ce sont des tranches de coupure de deux heures dont vous serez prévenus la veille par sms. C'est original pour nous, mais d'une grande banalité pour d'autres pays. Et cela nous permettra peut-être de prendre conscience de notre chance.

Si cela arrive, on s'adaptera. À partir du moment où les règles sont claires et fermes, c'est bien toléré.

Jérôme Chapuis : Que pensez-vous de l'option charbon du gouvernement allemand ?

Cécile Duflot : Pour une écologiste, c'est difficile de constater que brûler du charbon européen vaut mieux que de consommer du gaz liquéfié, issu des couches schisteuses, qui a traversé l'Atlantique à bord de super-tankers car le bilan carbone du gaz liquéfié qui a traversé l'Atlantique est moins bon que celui du charbon. C'est désagréable, mais il faut objectiver les choses sur une base scientifique. Il faut gérer la transition, mais on ne peut pas tout faire de manière idéale. On ne peut pas du jour au lendemain dire qu'on arrête les voitures ni qu'on les transforme toutes en voitures électriques. Le système des ZFE, zones à faibles émissions, est positif contre la pollution, mais va exclure les véhicules des plus pauvres, la seule solution étant d'acheter un véhicule récent. Si leur vieille voiture n'a pas le droit de rouler alors qu'un SUV d'1,8 tonne bénéficie de la pastille CRITair 1, cela n'apparaît pas juste.

Par ailleurs, il faut du caractère et du courage pour faire appliquer les règles : quand on dit qu'à telle date ça s'arrête, eh bien ça s'arrête à cette date. De même qu'avec les enfants, il faut de la rectitude et de la constance, c'est un préalable et une nécessité. Nous avons besoin de dirigeants en qui nous avons confiance. Bruno Le Maire avait raison de mettre un col roulé, un coup de com bien vu, mais on ne peut pas mettre le col roulé et dire qu'il faut chauffer à 19°C tout en défendant la BNP, en demandant aux banques d'être sympathiques sans prendre aucune mesure

de régulation alors que cela fait cinq ans qu'il en annonce. Il faut être cohérent, c'est fondamental.

Jérôme Chapuis : Ne sommes-nous pas trop nombreux sur terre ?

Cécile Duflot : Non. D'ailleurs, en général cette question ne vise pas les Européens blancs, mais les Nigérians qui ont plein d'enfants avec un sous-entendu raciste et d'évitement de notre responsabilité historique dans la catastrophe climatique. Nous produisons entre 30 et 50 % de plus de calories que ce dont nous avons besoin pour nourrir l'ensemble de la planète. Or, simultanément, la faim a augmenté dans la région sahélienne. Nous avons donc un problème de répartition et de gaspillage. La transition démographique vers un simple renouvellement des générations se fait avec une seule clé : l'éducation des filles jusqu'à la fin du collège, ce qui permet aux femmes qui ne veulent pas d'enfant de ne pas en avoir, ou à d'autres, écolos comme moi, d'en avoir quatre si ça leur chante, parce que cela aboutit à deux enfants en moyenne. Cette nécessité absolue de donner aux femmes et aux filles la capacité de leur propre émancipation suffit pour que notre espèce bizarre qui aime se poser des questions et résoudre des problèmes insolubles s'adapte à son propre environnement dans la joie, la bonne humeur et le plaisir des sens.

– Face aux enjeux de plus en plus importants, n'allons-nous pas vers des actions de plus en plus dures ? Faut-il aller jusqu'au boycott des banques dont l'impact écologique est négatif ?

Cécile Duflot: Cela pose la question de l'action individuelle. Chacun peut savoir où il met ses économies. Aujourd'hui 7 700 000 personnes ont de l'argent à la BNP, qui sert au développement des énergies fossiles. Pour certains, c'est la seule banque proche de chez eux, c'est parfois trop compliqué de changer. Il ne faut pas seulement dire aux gens de changer de banque, mais faire changer toutes les banques. C'est la nature de l'action d'Oxfam dans laquelle je me reconnais; il ne s'agit pas de culpabiliser les individus en disant que c'est à eux seuls de se transformer individuellement. Mais il faut créer les conditions pour que ce soit facile et qu'il soit obligatoire de laisser les fossiles dans le sol. C'est ce que disent les chercheurs, de manière très circonstanciée, qui ont travaillé sur le rapport du Giec ; il n'y a pas d'autre option. Il faut être dans cette logique d'encadrement de l'activité des banques qui ont un impact si décisif sur notre vie et notre futur.

Quant à la dureté des actions, quand il n'y pas de débouchés politiques, il n'y a que des actions brutales, ce qui ne me satisfait pas. Cela fonctionne quand il y a des actions de désobéissance civile massive. Un certain nombre de personnes réfléchissent à des actions de sabotage. Je ne crois pas à l'efficacité de ces méthodes, mais je suis très désarmée quand un jeune me reproche de ne rien faire et met en cause l'inefficacité des écologistes. Les jeunes du collectif Dernière rénovation, par exemple, se collent la main sur les autoroutes pour demander simplement un plan de rénovation

thermique des bâtiments, ce qui n'est pas vraiment révolutionnaire et reste à un niveau de revendication accessible. Car la seule question est d'y allouer suffisamment d'argent pour faire levier et exécuter les travaux, produisant de l'emploi durable et non délocalisable. L'écart entre la radicalité de l'action et la sociale-démocratie de la revendication me conduit à penser qu'on ne peut pas le leur reprocher. La demande est minime, très facile à réaliser avec un peu de volonté politique parce qu'on a les moyens budgétaires si on le décide.

Jérôme Chapuis : Où vous sentez-vous la plus utile, aujourd'hui ou quand vous étiez ministre ?

Cécile Duflot : On est bien là où on se sent bien. La politique est un exercice abrasif, qui n'est pas fait pour tout le monde, c'est compliqué, violent, parfois douloureux. Il faut le faire quand on y croit, qu'on est prêt, qu'on est solide. Je ne voulais pas devenir une vieille femme politique aigrie, un peu blasée. Ce qui ne signifie pas que je ne crois pas à l'action politique, au contraire. Je suis partie du gouvernement en ayant la conviction que le discours défaitiste est faux. On aurait pu réorienter le budget européen, il y avait une marge de manœuvre plus importante que celle qu'on a coutume de dire. Je pense aussi que l'action dans les ONG est très utile. D'abord sur le quotidien, se battre pour la transition écologique est un combat de longue haleine où l'on peut vite déprimer. Le travail que je fais à Oxfam avec d'autres permet que, dans certains cas, les enfants aient à manger le matin, même si cela ne résout pas tous les problèmes de l'humanité. Et dans d'autres cas, le travail est plus structurel : sans le travail qu'Oxfam a produit sur la finance avec Reclaim Finance, le Crédit mutuel et la Banque postale n'auraient pas réagi si vite. En 2019, les dirigeants de la Banque postale se sont sentis piqués parce qu'ils n'avaient pas une assez bonne note. Ils ont travaillé dans leur coin et ont sorti une politique qui, après l'avoir expertisée, vaut qu'on puisse dire que c'est la meilleure politique d'une banque de cette taille au monde jusqu'à présent.

Cette capacité à faire bouger des acteurs qui sont également des décideurs est aussi permise par la mobilisation citoyenne que représente une ONG. J'ai depuis quatre ans le sentiment d'avoir été utile. On est utile aussi quand on est chercheur, tout le monde peut être utile, en changeant son mode de vie, en découvrant une solution à tel problème technique, en travaillant sur une autre manière de produire l'alimentation, en faisant bouger son entreprise. Si on arrive à rendre cela plutôt sympathique, les choses bougeront plus facilement. La motivation collective est la plus intéressante. Enfin, cette aventure, c'est ce que j'aime et que j'ai cherché dans la politique. Je remercie les féministes des générations précédentes qui ont permis qu'une petite fille née en 1975 dans ce pays puisse avoir un amoureux, plusieurs amoureux, des enfants, divorcer, travailler, ouvrir un compte bancaire, être ministre, ne plus être ministre, merci à elles !

DES RELIGIONS ACTRICES DE LA CITOYENNETÉ

Dans une France laïque, les religions peuvent-elles être ferment de fraternité citoyenne ?

Xavier de Verchère
Fatima Fetouhi
Didier Leschi

Xavier de Verchère[1]

Pascale Tournier[2] : Quelles ressources le christianisme et le scoutisme possèdent-ils et quelles réponses concrètes peuvent-ils apporter ?

Xavier de Verchère : Je vais partir d'un événement important pour les scouts du monde entier. En 1920, à Olympia Hall en Angleterre, un petit homme de 70 ans avec un short beige, Baden Powell, prononce son fameux discours de clôture du premier rassemblement scout mondial devant 8 000 jeunes : « Frères scouts, je vous demande de faire un choix solennel. Entre les peuples du monde, il existe des différences dans la pensée, dans les sentiments, comme il en existe dans la langue et l'aspect physique. La guerre nous a appris que si les nations cherchent à imposer leur volonté égoïste aux autres, il est inévitable qu'une réaction cruelle s'ensuive. Le jamboree nous a appris que si nous pratiquons l'indulgence réciproque et si nous sommes ouverts à l'échange avec les autres, la sympathie et l'harmonie s'installent naturellement parmi nous. Telle est votre volonté en partant d'ici avec la ferme détermination de développer parmi nous et nos garçons cette camaraderie par l'esprit

[1] Le père Xavier de Verchère est aumônier général des Scouts et Guides de France, salésien.

[2] Pascale Tournier est rédactrice en chef adjointe au journal *La Vie*.

mondial de la fraternité scoute de façon à pouvoir contribuer au développement de la paix et du bonheur dans le monde et de la bonne volonté entre les hommes. »

La guerre de 14-18 a transformé ce général à la retraite, fondateur du scoutisme, qui n'était alors qu'une association d'éducation populaire. Au sortir de la guerre, il s'est dit qu'il fallait militer pour la coexistence pacifique, pour la paix. Lors de ce rassemblement, il remarque que, parmi ces jeunes, se trouvent des chrétiens, des musulmans, des hindous et que tout se passe très bien entre eux. Il en conclut que l'idéal du scoutisme est de construire une fraternité mondiale pour promouvoir la paix. Dans son esprit, il oppose le jamboree, le rassemblement, à la guerre, comme si l'un pouvait être l'antidote de l'autre. Il est fils de pasteur anglican et, pour un chrétien, la fraternité n'est pas très difficile à fonder puisque la révélation chrétienne, révélation trinitaire, nous parle d'un Dieu qui est père, ce qui fait que nous nous reconnaissons tous comme ses fils et que nous devons construire cette fraternité. Qu'est-ce que c'est que d'être fils et d'être frère ? Il suffit de regarder Jésus à travers les Évangiles et de se mettre à son école pour apprendre à être fils et fille, à être frères les uns des autres. Ce n'est pas acquis, c'est toujours une éducation. Nous n'avons jamais fini d'apprendre. En outre, Dieu est Esprit et, dans l'Évangile, il est dit que l'Esprit souffle où il veut. Cet esprit de vie dépasse nos petits cercles, dépasse même le cadre de notre Église et nous emmène dans une aventure humaine qui fait parfois déborder nos petits groupes, enclins à se refermer naturellement. Cela paraît facile à dire, mais cela reste à faire ; ce programme est devant nous. La foi que nous avons est une foi sociale, engagée, et ce discours que Baden Powell s'est senti amené à prononcer garde toute sa pertinence aujourd'hui. Les jeunes sont sensibles au fait qu'on vienne les chercher dans leur dynamique profonde qui, quelle que soit leur religion, est ce qui meut la jeunesse d'aujourd'hui. Nous avons quelques éléments statistiques, car, après les grands rassemblements, nous leur demandons ce qu'ils ont préféré. Lors d'un rassemblement mondial au Japon, les jeunes avaient préféré l'espace « croyance et religion», car ils se rendaient compte que se rencontrer les amenait à se découvrir différents et à s'interroger sur leurs propres convictions religieuses. Quand nous nous rassemblons chez les Scouts et Guides de France, ce sont souvent ces moments de vie spirituelle qui les touchent le plus parce qu'ils sentent que là se joue en eux ce que disait Baden Powell de cet engagement. C'est l'ADN du scoutisme : comment j'ai envie de m'engager avec ce que je crois le plus fort pour moi, Dieu, ma vie spirituelle, des convictions très fortes qui vont donner du sens, ouvrir un horizon. L'expérience du rassemblement permet de découvrir que des jeunes de ma génération, d'une autre tradition religieuse, ont envie comme moi de bâtir une fraternité. Nous avons le même foulard, la même méthode, nous sommes pressés par les même enjeux. Ces enjeux concernent les questions écologiques, les questions de paix et de vivre ensemble, les questions d'inégalités et de pauvreté encore présentes dans nos sociétés.

Tous les ans, des camps se déroulent dans le sud de la France, appelés Nature Environnement, où 800 jeunes de 14 à 17 ans passent deux semaines à surveiller les feux de forêt. Quand nous pratiquons avec eux ce temps de relecture, que nous leur demandons pourquoi ils vont faire ces vigies avec des jumelles, en plein soleil, ils répondent qu'ils le font car leur pays a besoin d'eux pour protéger les massifs des Calanques autour de Marseille. Le scoutisme recèle cette richesse d'être un mouvement multireligieux visant à éduquer des citoyens heureux, utiles, actifs et artisans de paix. Cela répond à ce besoin d'utilité, de sentir que, quand on a 14, 15 ou 16 ans, on peut prendre des responsabilités qui coïncident avec des convictions profondes. Notre mouvement d'éducation populaire offre un idéal citoyen, de fraternité, qui peut se vivre dans un pays laïque, parce que les jeunes se sentent respectés et même encouragés à vivre au nom de leurs convictions des engagements qui ont du sens et sont au service du bien commun. Cet enjeu de fraternité déborde les frontières de notre pays. Au début de la guerre en Ukraine, nous avons observé la détermination déployée par nos jeunes pour aider des scouts qu'ils ne connaissent pas, mais avec qui ils sentent ce lien très fort, du fait que nous avons une même promesse et une même loi. Le christianisme ne doit pas rester au bord de la route, car la fraternité est dans le projet de Dieu. Saint François de Sales disait que, quand Dieu crée, il crée un univers uni-divers, à la fois unique parce qu'il y a une intention et divers en raison de la diversité, de l'harmonie. C'est cet univers que nous devons, nous éducateurs, promouvoir dans le respect de chacun. Cette diversité est une richesse et la citoyenneté fraternelle ne serait pas ce qu'elle est si on ne respectait pas les différences des uns et des autres. Nous avons la chance, dans le scoutisme, d'avoir un idéal, un projet, celui que le fondateur a donné et qui perdure 100 ans plus tard, ainsi qu'une pédagogie. C'est au croisement de ce grand rêve et de cette pédagogie qu'on peut affirmer que le succès d'une fraternité qui se tisse avec des jeunes de tous horizons continue à nourrir les énergies d'une jeunesse qui se veut plus que présente dans une société où les responsabilités sont parfois données un peu tardivement, alors qu'ils veulent apporter leur pierre maintenant.

Fatima Fetouhi[1]

Pascale Tournier : Entre interprétation et incompréhension, quelles sont les pistes existantes pour mieux se comprendre ?

Fatima Fetouhi: Je reprendrai à mon compte le terme d'uni-diversité proposé par le père Xavier de Verchère, car il me permet d'introduire mon propos. Une société fraternelle est un projet de nature collective, mais la fraternité ne se décrète pas, elle se reconnaît et s'authentifie dans des relations interpersonnelles. Parler de fraternité est déjà un sacré défi et réussir à la définir est un challenge. La fraternité est une

[1] Fatima Fetouhi est directrice territoriale du Réseau Canopé Occitanie, secrétaire générale adjointe de l'émission TV « Vivre l'islam ».

notion ambiguë, que nous avons le sentiment de bien connaître, mais qui est en partie indéfinissable. La définition universelle parle de liens de sang entre des frères et sœurs issus d'une même famille. J'ai fait le choix de vous parler de la fraternité issue de notre socle des valeurs républicaines. Si la liberté et l'égalité trouvent une traduction concrète dans les textes de loi, la fraternité, quant à elle, est difficilement transposable en droit ; on la qualifie plutôt de valeur morale. Une société fraternelle étant un projet de nature collective, il s'agit donc ici d'identifier les composantes de cette société dans laquelle nous vivons tous ensemble. Je me dois à ce stade d'utiliser mes références et notamment les travaux de Patrick Weil qui, dans ses ouvrages relatifs à la France et ses étrangers à partir du XXe siècle, montre que les populations issues des différentes vagues d'immigration – et pour partie d'un passé colonial – n'ont fait l'objet que de très peu de considération par les dirigeants successifs et ont quasi systématiquement été installées aux périphéries de nos agglomérations.

Entre interprétation et incompréhension

On voit au tournant des années 1970-80, des revendications remonter de ces territoires avec des expressions plus ou moins violentes. Elles portent sur la dénonciation de discriminations, elles expriment un souhait d'égal accès aux droits, de reconnaissance par les institutions de ce sentiment d'appartenance, autrement dit de fraternité. Aux émeutes des Minguettes, le rapport Dubedout, qui a fortement inspiré les décisions prises par le gouvernement d'alors, répond par une politique d'exception, la politique de la ville – certainement portée par un esprit bienveillant, mais il s'agit encore une fois d'une interprétation suivie d'une incompréhension. À la revendication de fraternité, on répond politique d'exception. En 1983, la marche pour la Fraternité et l'Égalité, communément appelée marche des beurs, revendique là encore l'appartenance à la même Nation et les mêmes droits. De nouveau, les dirigeants répondent par une politique d'exception. Encore une fois, interprétation, incompréhension, dialogue de sourds. À l'entrée dans ce XXIe siècle, le développement exceptionnel des moyens de communication, de l'Internet, diffuse de l'information à la vitesse de la lumière et très souvent sans filtre.

Septembre 2001, nous avons tous à l'esprit ce phénomène mondial qui a transformé l'ordre international où l'islam politique revendiqué, à travers ces moyens de communication sans filtre, met en péril la plus grande puissance mondiale. Nous voyons sortir de nos quartiers populaires des jeunes gens avec des barbes de plus de 20 cm et des tenues issues de cultures très éloignées de leurs origines, de leurs parents et de leur histoire, avec une appropriation d'un discours et d'une posture venus d'ailleurs. Ces jeunes se sont projetés : « Vous ne nous reconnaissez pas, eh bien, maintenant, vous nous voyez. » Je pense que c'est à ce stade que nous avons collectivement failli. Les parents n'ont pas su réagir non plus à cette transformation fondamentale, les établissements scolaires n'ont pas su s'adapter à cette

transformation et à cette projection. Restant sourds à ces revendications, à ce souhait d'appartenir à la même société et d'écrire une histoire commune, nous avons répondu politique d'exception. C'est à cet endroit précis que l'on peut mesurer l'impact de l'efficacité redoutable de cette information sans filtre. On voit que nos enfants se sont projetés sur ces images, ces enjeux internationaux sans forcément de lien avec leur existence, mais qui ont fait écho à l'absence de réponse de notre part. Il n'y a pas de fatalité, je suis inconditionnellement positive. Nous pouvons et nous devons combattre ensemble les extrémismes de tout bord pour faire cette République une et indivisible à laquelle nous aspirons tous. Je crois fondamentalement que la force de l'exemple, pour aider à retisser les fils distendus entre les citoyens et cultiver notre appartenance à une même nation, peut et doit s'inscrire dans cette projection.

Préparer une société fraternelle est pour moi une mission qui se prépare dès l'école et qui repose également sur l'action des services publics en général. Je vais vous proposer quelques axes de réflexion et d'amélioration et d'en devenir acteurs si vous le souhaitez.

- Il y a lieu de repenser nos fondamentaux, en construisant des ouvrages, des programmes scolaires permettant à notre jeunesse, où qu'elle se trouve, de s'identifier et de se reconnaître au travers de références historiques ou contemporaines. Celui qui pour moi symbolise le plus cet élan de modernité est l'émir Abdelkader, éminent représentant de notre histoire commune ; les travaux d'Eric Geoffroy et Ahmed Bouyerdene en font leur fer de lance ; les femmes en islam dont pourrait parfaitement parler Karima Berger ou encore les actions de Latifa Ibn Ziaten – symbole de tolérance, de dialogue pour le mieux vivre ensemble. Ces supports pédagogiques construiront la connaissance commune à chacun de nos enfants. S'ils se reconnaissent dans ce qu'on leur enseigne, ils se reconnaîtront dans l'avenir dans lequel ils peuvent se projeter.
- La formation des enseignants est un axe essentiel, notamment en matière d'éducation aux médias et à l'information. Cet axe doit être renforcé pour les aider à déconstruire les fausses informations et développer des outils individualisés pour se forger leur propre opinion, qu'ils puissent se projeter avec une idée qui leur appartient et construire leur propre libre arbitre, qu'ils n'aillent pas chercher ailleurs un idéal qui n'existe pas. Le réseau Canopé et le Clemi œuvrent dans ce champ depuis quelques années et développent de nombreux supports, en présentiel ou en distanciel.
- La force de l'exemple notamment au sein du service public de l'audiovisuel, c'est également le champ que s'est choisi la nouvelle ligne éditoriale de l'émission « Vivre l'islam » que j'accompagne dans mes fonctions de secrétaire générale adjointe, où, outre l'aspect cultuel qui est à transmettre, nous avons fait le choix

de mettre en lumière des portraits de personnes qui comptent dans notre société, qui sont des acteurs de l'avenir de notre nation et sont aussi des musulmans.

- Les crises sociale, crise sanitaire, climatique, nous rattrapent et la fraternité interreligieuse se transcende dans des actions concrètes : la déclaration commune signée par le Pape et le grand imam d'Al Azhar le 4 février 2019, un document portant très haut la fraternité humaine pour la paix dans le monde et la coexistence commune ; autre événement plus récent, le discours du grand recteur de la Mosquée de Paris, lors du lancement des universités d'été en septembre dernier, illustre également cette volonté clairement affichée de prendre part à la construction incontournable de notre société fraternelle. Je terminerai mon propos en citant l'article 1er de la déclaration des droits de l'homme de 1948 : « Tous les êtres naissent libres et égaux en dignité et en droit. » On oublie souvent la deuxième phrase : « Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. »

Didier Leschi[1]

Pacale Tournier : Didier Leschi, reconnaître la religion de l'autre comme une croyance légitime peut-il aider à construire une société plus fraternelle ?

Didier Leschi : Oui, bien sûr, d'autant que nous sommes dans un contexte difficile puisqu'aux marges de l'ensemble des mondes religieux nous observons des durcissements qui excluent les autres de manière plus ou moins violente. L'idée qu'à partir d'une autre conception de Dieu, on peut tuer son voisin et aller directement au paradis a été un traumatisme pour la France laïque. Tuer un prêtre au nom d'une autre conception de Dieu, on ne l'avait pas fait depuis les guerres de religion entre catholiques et protestants. En réaction, l'ensemble des responsables religieux a fait œuvre pour préserver la paix civile. Souvenons-nous de ces invitations dans les églises des représentants des communautés spirituelles pour prier ensemble et éviter que les ennemis de cette fraternité arrivent à nous précipiter les uns contre les autres, ce qui se pratique à travers le monde et qui rend les choses difficiles. On a même découvert que le bouddhisme pouvait être violent, en Birmanie, par exemple, alors que nous en avions une vision quelque peu irénique. La question qui se pose est la reconnaissance réciproque : les religions, dans leur travail interne, sont-elles capables de donner une place à l'autre en fonction de sa foi ? C'est tout l'enjeu actuel.

La France laïque a fait la démonstration sur la longue durée qu'elle était capable de donner une place institutionnelle à l'ensemble des courants religieux. Notre pays est d'une immense diversité religieuse, dans des proportions que peu de pays

[1] Didier Leschi est directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII), ancien chef du Bureau central des cultes.

connaissent en termes de nombre de pratiquants. Cet exemple est mis en danger par les dynamiques que connaissent d'autres mondes dont la particularité est d'exclure les autres. Ces mondes qui nous sont proches historiquement parce que nous avons été une puissance coloniale, que nous avons des liens particuliers avec les pays de l'autre côté de la Méditerranée, ont une dynamique d'exclusion de la diversité religieuse, de plus en plus inscrite dans le droit. Ce qui pose problème en France est la répercussion de ce qui se passe de l'autre côté. Nous avons réussi dans cette France laïque à donner une place à chacun, à permettre à l'islam de s'inscrire dans le paysage urbain avec ses lieux de culte ou de consommation. Dans d'autres pays, c'est exactement l'inverse qui se produit. Une partie de la population s'interroge avec angoisse : si nous acceptons cette réciprocité, pourquoi n'existe-t-elle pas ailleurs ? Pourquoi quelqu'un qui mange pendant la période du ramadan de l'autre côté de la Méditerranée va se retrouver en prison parce que l'on considère qu'il trouble l'ordre public ?

La question se pose d'autant plus que ce qui a été longtemps un facteur puissant dans nos sociétés pour la fraternité citoyenne et ouvrière s'est effrité ou affaibli. Il y avait la Jeunesse ouvrière chrétienne, le Mouvement rural de la jeunesse catholique. Le rôle joué par de nombreux chrétiens dans le soutien à l'indépendance algérienne montre qu'à partir de sa foi on était capable de comprendre la diversité de l'autre, de l'accompagner et de lui rendre de la dignité. Globalement, c'est ce que continue à faire notre société mais dans une tension qui est pour nous d'autant plus vive que l'on sent que la pression externe finit par remettre en cause notre volonté interne. Se rajoute à cela le fait que toutes les religions n'ont pas fait ce travail interne théologique pour donner une place, en tant que spiritualité, à la diversité de l'autre, à l'idée que un vaut un. La France laïque a un rôle particulier, elle le démontre ; il pourrait certes être accentué, mais en réalité ce qui se fait ici est ce qui se fait de mieux. En tant que fonctionnaire, j'ai peut-être tendance à défendre ce qui se fait ici, parce que nous avons une histoire de la laïcité qui défend le fait que le droit est égal pour tous, indépendamment de l'identité qui vous est assignée ou que vous revendiquez. Nous l'avons débutée avec la Révolution française en sortant l'état civil des mains du religieux pour le transférer à des communes. Ce faisant, nous l'avons désacralisé. Nous n'enregistrons plus un sacrement, mais un acte juridique. Tout l'enjeu pour la France est de parvenir à poursuivre cette dynamique malgré les difficultés. Nous avons des interlocuteurs faibles, parce que, pour discuter de cette fraternité à partir de sa foi, il faut être en capacité d'échanger, de se lire, de traduire les œuvres des uns et des autres. C'est cela qui manque. Certains travaux fondamentaux y aident, comme les études accomplies autour du Coran par des historiens, ce qui est une œuvre de fraternité puisque cela déconstruit de la rigidité. Notre problème dans la fraternité est de passer d'une conception des identités rigide à une autre qui ne soit pas exclusive et admette l'existence de l'autre. Certains travaillent la foi des autres

et cela fait partie de l'élan de fraternité, mais c'est assez rare, il ne faut pas se voiler la face quant aux difficultés.

La France laïque peut continuer à être le lieu de la fraternité, ce qu'elle a démontré de manière évidente. Même si tout n'est pas rose, nous avons travaillé à donner à l'islam une place à la table de la République. Nous avons eu la volonté de dissocier la question sociale de la question religieuse face à ceux qui veulent casser l'idée de fraternité et ramener la question sociale à l'idée que nous ne prenons pas en compte les identités religieuses. Il faut continuer le travail pour démontrer l'inverse, en luttant contre les discriminations. Si un sub-saharien est discriminé, par exemple, ce n'est pas forcément parce qu'il est musulman, c'est surtout parce qu'il est sub-saharien et que son identité n'est pas automatiquement plaquée sur celle que voudraient en permanence leur assigner ceux qui ont une volonté impérialiste et sectaire de leur religion.

Pacale Tournier : Le mot fraternité parle-t-il beaucoup aux jeunes ? Quel serait le message que vous leur donneriez pour construire un avenir meilleur ?

Didier Leschi : La notion de fraternité est effectivement moins simple que celles d'égalité ou de liberté. Il n'y a pas de discours unique vis-à-vis des jeunes, car il existe des jeunesses très différentes. La manière dont les jeunes vivent leur vie ou les aspirations qu'ils peuvent avoir pour construire leur vie sur la durée est plus facile ici qu'ailleurs. Comparer ce que nous vivons ici par rapport à ce que nous vivons ailleurs est peut-être le plus sûr moyen de défendre la fraternité. J'ajouterai que ce qui se passe ailleurs, nous n'en sommes pas, ou plus, absolument comptables.

Fatima Fetouhi : Pour faire passer ce message, les religions du livre ont un défi à relever parce que, quand nos jeunes se projettent dans des sociétés qui ne leur appartiennent pas, qui ne font pas partie de leur identité, c'est une vraie responsabilité qui revient au sachant de transmettre cette culture commune et de faire en sorte que chaque jeune puisse se reconnaître dans cette société multiculturelle qui nous compose. C'est complexe de définir la fraternité car, concrètement, ils vont attendre de notre part qu'on leur dise qu'être frères et sœurs dans une communauté de vie, dans un destin commun, cela ne se décrète pas.

Xavier de Verchère : Qu'avons-nous d'enthousiasmant à proposer aux jeunes ? Si on ne leur donne pas la parole, il ne faut pas s'étonner que ce soit compliqué. C'est assez abstrait, la fraternité. On voit qu'après la Révolution, la construction de la nation avec l'État moderne s'est en partie faite avec des guerres. Les guerres ont pu souder les gens. Pour nous sentir frères aujourd'hui, il faut nous unir dans un projet. Le pape François, dans *Fratelli tutti*, parle d'amitié sociale, de projet commun. Nous devons définir quel projet nous mobilise pour que la fraternité soit concrète, opérationnelle et pas seulement inscrite au fronton des mairies.

Débat

TABLE DES QUESTIONS : *Pourriez-vous revenir sur les leviers, les apprentissages, les pédagogies qui permettent de favoriser ce pas vers l'interculturel ?*

FATIMA FETOUHI : C'est le sujet que je souhaitais aborder dans mon propos liminaire. Je propose d'accompagner la base, nos ouvrages, nos référentiels autour d'une projection d'une existence commune et d'une histoire commune. C'est au sein des écoles que nous devons co-construire ensemble ces références qui permettent aux enfants, quand ils apprennent à lire et écrire, de se projeter dans ce qui a existé auparavant et qui fait partie de l'histoire de leurs parents, voire de leurs grands-parents et qu'au sein de cet établissement scolaire, nous puissions co-construire les éléments fédérateurs d'une histoire commune.

– Comment les religions peuvent-elles se positionner face à la neutralité, qui implique un effacement des différences plus qu'un respect des diversités ?

DIDIER LESCHI : Il me semble que c'est le contraire. Le cadre laïque en France est un cadre où l'État ne méconnaît aucune religion, il n'en reconnaît aucune au sens juridique du terme parce qu'il ne les finance plus directement – tout en les finançant indirectement et même parfois directement dans les services d'aumônerie. Je rappelle que la majorité des mosquées construites en France ces dernières années l'ont été avec l'aide des collectivités locales dans le cadre d'un mécanisme juridique qui a d'abord été utilisé pour l'Église catholique avec les baux emphytéotiques, dans le cadre des Chantiers du cardinal dans les années 1930, ce qui a permis d'inscrire la dignité des fidèles dans l'espace urbain à partir des lieux de culte. La neutralité n'est pas la méconnaissance. En tant que chef du bureau central des cultes, j'ai passé, pendant plus de quatre ans, la moitié de mon temps à m'occuper d'une religion qui n'est pas majoritaire en France en termes de fidèles. La mobilisation des pouvoirs publics pour donner une place aux derniers arrivants était importante : c'est l'inverse du refus de la reconnaissance.

– Xavier de Verchère, en reconnaissant et en respectant les différences notamment religieuses de chacun, ne les enferme-t-on pas dans un individualisme qui est l'opposé de la fraternité ?

XAVIER DE VERCHÈRE : Si on parle de pédagogie, toutes les associations qui adhèrent à l'organisation mondiale ont ce principe d'être des associations ouvertes. On peut être confessant et parce qu'on fait partie de cette organisation mondiale, on doit accueillir des jeunes d'autres religions en jouant le jeu, c'est-à-dire qu'on participe à toutes les activités tout en respectant quelques particularités. Quand on est un mouvement majoritairement catholique et qu'on a quelques musulmans dans notre unité, on prévoit un temps pour eux. Les jeunes sont attentifs à ce que chacun puisse

avoir un temps où il se sent respecté et le dialogue se fait assez vite. Cela n'enferme pas tellement dans l'individualisme parce qu'ils ont le sentiment, comme ils font leur promesse, de s'engager dans un même mouvement, de partager une même base morale qui crée le lien. Ils comprennent assez facilement que nous avons des expressions de foi diverses et une sorte d'éthique commune un peu universelle qui nous habite tous. Éthique que l'on retrouve dans les grands monothéismes, tout comme dans les grandes sagesses. Un travail fait en 2008 par la commission théologique internationale a conclu que la règle d'or, la règle de réciprocité – vouloir faire à l'autre ce que je voudrais qu'il me fasse et ne pas lui faire ce que je ne voudrais pas qu'il me fasse – se retrouve dans les grands monothéismes. Cela peut nous aider à fonder cette éthique universelle que nous expérimentons facilement.

– Fatima Fetouhi, pourriez-vous nous parler plus concrètement des réalisations que vous avez faites dans le réseau Canopé Occitanie ?

Fatima Fetouhi : Le réseau Canopé est un opérateur public à qui a été confiée par le ministère de l'Éducation nationale la formation continue des enseignants. Au sein de ce réseau Canopé et en particulier en Occitanie, nous avons développé de nombreuses actions répondant à des problématiques précises puisque nous partons des besoins identifiés par les enseignants. Nous les accompagnons sur la connaissance des valeurs républicaines qu'ils ont déjà acquises et leur montrons comment parler à tous nos enfants un langage courant afin qu'ils s'approprient cette devise républicaine et qu'ils s'inscrivent dans quelque chose qui leur appartient. Nous avons travaillé sur la fraternité en particulier, qui a des difficultés à être clairement identifiée. Volontairement, je n'ai pas abordé la mort de Samuel Paty parce qu'il me paraissait intéressant non pas de partir d'un événement dramatique, mais de s'inscrire dans une dimension plus positive. C'est pourquoi j'ai fait allusion au fait de co-construire ces outils. Je fais référence au travail réalisé par de nombreux auteurs en ce qui concerne l'islam, pour les aider à co-construire les arguments nécessaires pour déconstruire les fausses informations. Ce sont ces axes que nous avons choisi de développer en Occitanie.

– Fatima Fetouhi, comment travailler avec ces jeunes qui sont abreuvés du discours islamiste par les réseaux sociaux, qui nient la République et ses valeurs ?

Fatima Fetouhi : Il faut poser un préalable avant de répondre. Je souhaite éviter les amalgames. Je tiens à préciser que tous les mouvements violents, que je condamne fermement, sont l'objet des islamistes, ce courant politique – et non de ma religion – et que je ne me reconnais dans aucun de leurs actes et de leurs messages. Mais, dans ces quartiers circonscrits de la politique de la ville, là où il fallait envisager une réponse globalisée, nous avons envoyé une réponse localisée. Comment les jeunes pourraient-ils se projeter dans un avenir commun, alors qu'une population a été mise à la périphérie de la vie politique ? Ils sont allés chercher ailleurs un avenir meilleur,

une identification, un endroit où on les reconnaît, où ils entendent parler la même langue, où ils pratiquent la même religion. Ils peuvent se dire qu'ils se reconnaissent en eux, alors que dans la société française dans laquelle ils sont nés, dans laquelle ils apprennent à lire, à écrire et à poser leurs premiers pas, ils n'existent pas. La politique de la ville a fait son office, elle a répondu localement par des actions d'accompagnement à la scolarité, par un programme de réussite éducative, par différents outils, mais ces dispositifs ont leurs limites car ils sont circonscrits à ces territoires. À une revendication de sentiment d'appartenance, on répond : « Restez là où vous êtes, on sait ce qui est bon pour vous, on va continuer à vous aider. »

Didier Leschi : Je ne suis pas tout à fait d'accord. Il y a certes des difficultés sociales, mais la difficulté que nous avons, c'est l'effondrement des espérances laïques, qui a fait place à des espérances tout sauf fraternelles. Concrètement, en Seine-Saint-Denis, dans les années 1930, les ouvriers ne vont pas à l'Action française, les gens en difficulté ne vont pas dans des mouvements qui excluent les autres. Dès lors que ces espérances laïques se sont effondrées, on observe une résurgence des identités et on est face à la force de l'islam politique. Les gens se revendiquent de ce livre-là comme d'autres ont revendiqué d'autres livres pour faire des atrocités. Quand on parle des Khmers rouges, on ne peut pas ignorer le fait que le génocide est né au sein d'une pensée communiste qui n'a pas réfléchi à la question de la démocratie avant de liquider son propre peuple. De même pour l'islam qui n'a pas su faire émerger une pensée alternative à même de juguler ce qui est en train de l'emporter au sein de ce monde musulman, de l'emporter dans le conservatisme, dans le refus de l'autre et dans la violence, avec des degrés différents.

Bien évidemment, les difficultés sociales peuvent amplifier l'adhésion à ce type de courant, mais elles ne l'amplifient que parce que les autres mouvements se sont physiquement effondrés et ont disparu des quartiers. L'effondrement du parti communiste est aussi terrible que celui du christianisme social dans des banlieues où un nous collectif et une espérance collective étaient basés sur une idée de la fraternité. Je pense que les identités laïques et la friction entre identités laïque et religieuse est plus porteuse de progrès que l'affrontement entre identités religieuses, que l'affrontement entre le capital et le travail est plus porteur de progression sociale que l'affrontement entre juifs, musulmans, chrétiens et même bouddhistes.

– Didier Leschi, en tant qu'ancien chef du Bureau central des cultes, nous aimerions en savoir plus sur la délicatesse de l'exercice qui consiste à organiser des relations entre des religions ayant des structurations internes tellement différentes.

Didier Leschi : Le Bureau des cultes n'est pas chargé d'organiser les relations entre les religions. J'ai constaté dans mes fonctions qu'il y a un effort, en particulier du monde chrétien, pour organiser un dialogue inter-religieux et qu'il a parfois du mal à trouver des interlocuteurs – et ce sont souvent les mêmes –, et à faire venir les

adeptes des autres confessions. Ce qui a été fait par la politique publique ces dernières années, c'est particulièrement vrai pour l'islam, est justement de faire profiter l'islam d'un cadre juridique, avec bien des difficultés. En réalité, la *oumma*[1] n'existe pas, et les identités nationales et les luttes de pouvoir entre ces identités ont empêché l'émergence d'une structure qui soit à l'image de la dignité des fidèles. Les enjeux de pouvoir l'ont emporté et la faiblesse de la politique publique a été d'accepter l'intervention directe d'États étrangers dans l'organisation de l'islam de France, dans des proportions qui n'ont cessé d'augmenter. L'enfer est parfois pavé de bonnes intentions. À partir de 1981, nous n'avons pas cessé de faire augmenter la présence de gouvernements extérieurs dans l'organisation interne d'une religion pratiquée non seulement par des étrangers mais aussi par des Français. Ces difficultés se sont accentuées à partir du moment où ces mêmes pays se sont eux-mêmes durcis dans le rapport aux autres, la Turquie, par exemple. La politique du gouvernement turc est clairement définie par le président Erdogan qui proclame que l'intégration est un crime contre l'humanité. Il envoie donc, de manière systématique, des fonctionnaires, mais aussi des programmes culturels, et finance la construction d'écoles – parce que notre régime juridique le permet –, pour empêcher cette dilution qui est pour lui un problème presque existentiel sur le plan politique. Quand des élections en Turquie ont mobilisé les Turcs de l'étranger, il a réussi ce tour de force que le poids politique de son parti soit plus fort à l'étranger qu'en Turquie. Le Bureau central des cultes a essayé de faire au mieux. Mais on a le sentiment que c'est Sisyphe. Cela fait 20 ans qu'on parle de la formation des imams, mais qui seront les formateurs, avec quelle pensée ?

Fatima Fetouhi : Je vais citer Antoine de Saint Exupéry : « Si tu diffères de moi, mon frère, loin de me léser, tu m'enrichis. » Je ne partage donc pas votre opinion, Didier Leschi. À travers les différentes sources de communication, quand on s'adresse non pas à des personnes éclairées comme ici, mais à toutes les personnes qui vivent dans notre société française, ce discours n'est pas audible, car il est le terreau des amalgames. Quand on souhaite gérer un culte, il est déjà question d'ingérence. Le culte se gère par lui-même. Ce qui peut poser problème avec l'islam, c'est que les références ne sont pas tout à fait les mêmes qu'avec la religion chrétienne. Il y a une absence de clergé en islam, donc l'identification de personnalités en charge de la formation des imams ou d'une personnalité plus légitime qu'une autre n'est pas le choix de la religion musulmane. L'islam a privilégié le lien direct entre le croyant et son créateur. L'islam est une religion porteuse de grandes valeurs, spirituelles, éthiques, que les musulmans ont le devoir de traduire dans leur quotidien. Le premier verset du Coran dit : « Ikra », qui a été traduit par « Lis, apprends, connais » ; tu ne pourras t'exprimer qu'au moment où tu auras la connaissance. Toutes les manifes-

[1] La *oumma* est la communauté des musulmans, indépendamment de leur nationalité, de leurs liens sanguins et des pouvoirs politiques qui les gouvernent.

tations très violentes qui ont eu lieu, portées par des islamistes de courants politiques venus d'ailleurs, les jeunes qui sont partis, qui sont morts, ne savaient pas. Ils n'auront pas les vierges qui les attendent ailleurs, c'est bien évidemment un discours politique pour mobiliser et manipuler nos jeunes. Ce discours doit être entendu et il faut expliquer à nos enfants ce qu'est l'islam. Je ne demande pas qu'on enseigne le culte dans les écoles, mais l'histoire des religions, qui apportera un éclairage à nos enfants, qu'ils soient chrétiens, juifs, musulmans ou sans religion. Leur choix doit être respecté. Je citerai un autre verset, auquel je tiens particulièrement, qui parle de la liberté de conscience. C'est le verset 99, sourate 10 : « Si ton Seigneur l'avait voulu, tous ceux qui sont sur terre croiraient en lui dans leur totalité. Est-ce à toi de contraindre les hommes à être croyants ? » Si ce verset n'est pas l'illustration pure et parfaite de la tolérance d'esprit et de la connaissance de l'islam, alors c'est que je me suis trompée de religion.

Didier Leschi : L'islam n'est pas la seule religion qui n'a pas de clergé. Les évangélistes n'en ont pas, ils ont créé une institution avec des interlocuteurs pour les pouvoirs publics. Dans le monde juif, il n'y a pas de clergé, mais un consistoire. Le problème avec l'islam, c'est l'intervention de gens qui ne devraient pas intervenir dans les affaires franco-françaises. Je ferai remarquer que le culte le plus discriminé aujourd'hui concerne les évangéliques. Aucune mairie n'a accordé un terrain à bail emphytéotique pour construire un temple évangélique.

– La loi de 2021 sur les séparatismes ne trahit-elle pas certains principes de la laïcité ?

Didier Leschi : Cette loi, comme d'autres, avait un aspect déclamatoire. Il y a un problème de contrôle des associations cultuelles et du travail accompli par d'autres cultes pour s'inscrire dans un cadre juridique qui soit une garantie pour les fidèles et pour l'ensemble de la société, en particulier autour de l'argent. La question des flux financiers – même si je ne crois pas qu'un flux financier organise le contrôle de ce qui est dit dans un lieu de culte – est un sujet de tension au sein des fidèles. Donc le renforcement des obligations comptables des associations cultuelles ne me semble pas un mauvais principe. D'autres éléments de la loi renvoient à des problèmes d'exemplarité, à des pratiques qui n'apparaissent plus légitimes en raison de notre évolution collective, parce qu'elles appartiennent à nos acquis sociaux. Cette loi aborde le problème des certificats de virginité, de l'égalité de traitement dans l'héritage, qui fait partie des éléments de réciprocité. En effet, certaines personnes ont la double nationalité, et quand il y a une différence de traitement entre garçons et filles pour l'héritage, c'est un problème qui a des répercussions non seulement dans les pays d'origine, mais aussi des répercussions sociales en France. La loi me semble aller dans le bon sens, cela fait partie des choses discutables, mais c'est ma conviction.

– Xavier de Verchère, l'esprit de Tibhirine est-il présent dans le mouvement scout ? Vous avez écrit un texte sur « Chrétiens et musulmans pour un projet commun de société ».

Xavier de Verchère : Je ne sais pas pour l'esprit de Tibhirine, mais la figure de François d'Assise continue à nous porter et le pape François nous aide beaucoup en ce sens. Le devoir envers Dieu a été réaffirmé à la conférence mondiale de Bakou, en Azerbaïdjan, en 2017. Les mouvements se sont demandé s'ils gardaient le devoir envers Dieu, et ce sont les mouvements chrétiens et musulmans qui ont permis un vote massif. On sent l'enjeu d'une perspective de paix et de fraternité mondiale. Il y a une attente très forte et à la suite de cette conférence, le formateur religieux du scoutisme a décidé la création d'un programme, le brevet de dialogue inter-religieux. Nous, les Scouts et Guides de France, sommes les premiers à le porter en Europe au niveau du réseau catholique. Les grandes figures qui ont permis la rencontre entre le christianisme et l'islam sont inspirantes. Nous préparons un camp en Tunisie, inter-religieux avec nos jeunes de 14 à 17 ans. Nous avons des points de contact avec des scouts tunisiens et libanais. La rencontre entre chrétiens et musulmans est quelque chose que nous avons à l'horizon.

– Les catholiques se sentent appelés à exprimer leur point de vue de catholiques sur des sujets éthiques, mariage homosexuel ou fin de vie. Ces combats sont-ils fraternels ?

Xavier de Verchère : Nous sommes traversés par beaucoup de questions, par l'enjeu d'intégrer des jeunes qui viennent avec leurs particularités d'orientation ou de genre, par exemple. Les chefs et cheftaines prennent le micro en assemblée générale et posent la question devant les 1 200 participants et interpellent le conseil d'administration. La parole est très libre, nous sommes parfois bousculés, mais attentifs. Est-ce le lieu de tension ? Nous essayons d'apporter la bonne réponse au bon endroit, sans modifier notre anthropologie chrétienne. Nous sommes attentifs aux particularités tout en restant dans le cadre de la loi.

– Que pensez-vous de la mise en place d'un enseignement scolaire du fait religieux obligatoire dans tous les établissements scolaires ?

Didier Leschi : Mais il existe et s'est même développé. Régis Debray avait fait un rapport à ce sujet. La difficulté est que, malheureusement, certains parents ou élèves dénient à l'enseignant de parler, même sur le plan historique, des éléments de leur religion, ce qui pose problème. L'École pratique des hautes études et l'Institut d'étude des religions et de la laïcité que je préside ont fait un travail sur l'évolution des manuels scolaires. Beaucoup de choses ont été faites, mais cela ne résout pas tout.

Fatima Fetouhi : Avec le réseau Canopé, nous organisons des formations sur la co-éducation, qui prend en considération l'ensemble des acteurs concernés par l'édu-

cation, y compris les parents. Nous ne pourrons pas co-construire un programme scolaire, une base de connaissances communes en faisant abstraction du parcours individuel de ces familles issues des diversités.

Xavier de Verchère : Nous avons une résolution qui s'appelle « scoutisme et école ». Les questions autour des religions et du fait religieux intéressent une bonne partie de notre jeunesse. Nous pouvons travailler ensemble pour découvrir l'histoire des différentes religions et connaître mieux l'autre à travers des temps de célébration où l'on s'invite. J'ai une expérience à Yamoussoukro où nous avons assisté, pour la première fois de notre vie, à un culte musulman, puis nous les avons invités à notre célébration. Cela participe de cette connaissance mutuelle qui n'est pas que théorique, mais aussi pratique. Je pense que nous en avons besoin.

Citoyenneté : un défi brûlant pour les religions

Adrien Candiard[1]

La thématique proposée pourrait m'amener, tout naturellement, à défendre la place des religions. En m'appuyant sur la précédente table ronde et sur les éléments positifs de la contribution des religions à une saine citoyenneté, je pourrais m'en faire l'avocat et répondre ainsi à ce besoin de reconnaissance que nous avons généralement vis-à-vis de la République. Je commencerai par préciser que ce n'est pas exactement le thème qui m'a été donné. Car, quand on parle d'un défi brûlant pour les religions, il ne s'agit pas de comprendre que les religions sont un défi brûlant pour la citoyenneté, mais l'inverse : « Vous, les religions, que faites-vous face à la citoyenneté ? » Par ailleurs, rien n'est jamais simple. Quand j'ai reçu l'invitation, j'étais au Caire, où j'habite et où je retourne dès ce soir, et quand vous mettez en Égypte les mots citoyenneté et religion côte à côte, j'ai de prime abord envie de les séparer le plus possible. En effet, dans ce pays, comme dans d'autres, votre religion apparaît sur votre carte d'identité, ce qui crée un lien assez fort entre votre citoyenneté et votre religion. Cette présence des questions religieuses dans la citoyenneté ne me paraît pas être quelque chose de violemment positif, pour dire le moins. En effet, cela pose des problèmes de liberté individuelle d'abord – quand vous n'avez pas de mariage civil, vous êtes obligé, pour vous marier, de passer par les autorités religieuses dont vous relevez. Si vous estimez ne relever d'aucune, vous ne vous mariez pas. Cela pose problème à un certain nombre de gens, des problèmes pratiques quand il s'agit de mariages mixtes. Cela pose aussi problème à des communautés qui se retrouvent à défendre des intérêts communautaires, des sortes de syndicats chargés de défendre

[1] Le frère Adrien Candiard est dominicain, membre de l'Institut dominicain d'études orientales.

leurs ressortissants. Ce n'est bon ni pour les sociétés ni pour les religions. En tant que chrétien, je ne me satisfais jamais quand l'Église se sent chargée de la défense des intérêts des chrétiens, car on ne discerne plus où se trouve le royaume de Dieu. S'il est parfois besoin que les intérêts des chrétiens, souvent minoritaires comme c'est le cas en Egypte, soient défendus, cela oblige les communautés religieuses à endosser un rôle d'intermédiaire entre la cité et les personnes, ce qui est problématique d'un point de vue religieux. Ma logique première serait donc que les religions n'aient pas à se mêler de citoyenneté et qu'elles la laissent tranquille. Malheureusement, rien n'est simple, puisque l'Occident se confronte à l'inverse avec ses propres religions. Lors des guerres de religion du XVIe siècle, les désaccords sur les questions religieuses ont fini dans le sang. L'Occident n'avait pas l'habitude de la diversité religieuse et l'apparition en force, avec la Réforme protestante, de la diversité religieuse a provoqué les plus grands massacres de l'histoire occidentale pendant de longues années. Considérant alors que les religions étaient un objet dangereux, nous avons construit des formes de citoyenneté détachées de la religion, ce qui a pris plusieurs siècles. Nous les avons pensées et accompagnées philosophiquement et politiquement. Mais, au final, ces citoyennetés libérées des appartenances religieuses, renvoyant les questions religieuses au domaine du privé – qui n'interfère pas avec la vie de la cité –, ont simplement permis aux croyants de croire à condition que cela reste chez eux. Les questions religieuses sont sorties des questions susceptibles d'être discutées pour être renvoyées dans le domaine intime de l'identité personnelle, de la conviction morale. C'est finalement assez confortable pour les croyants, puisque la foi ainsi comprise devient inattaquable. Tout irait bien si ce modèle n'avait pas depuis quelques décennies montré ses limites, après avoir obtenu certains résultats. Nous avons démontré, au XXe siècle, qu'on pouvait se massacrer pour de tout autres raisons que religieuses. Sans renoncer à la violence, on a sorti les questions religieuses du champ des violences. Ce modèle a montré ses limites avec ce que Didier Leschi a appelé l'effondrement des espérances laïques et fait face à deux défis, dont le premier est l'apparition en Europe d'une nouvelle religion, l'islam, avec des croyants qui, pour la plupart, ne sont pas issus de l'univers culturel européen et ne sont pas des traumatisés des guerres de Religion du XVIe siècle. Par ailleurs, ils ne sont pas habitués à la gymnastique que les croyants en Europe connaissent par cœur, à savoir de dire « je crois que j'ai raison » et, en même temps, « je ne crois pas que j'ai raison » : on ne dit pas que notre religion est plus vraie que les autres, mais on le pense. Nous sommes rodés à cette attitude et affirmons que nous ne sommes pas hégémoniques.

La visibilité dans l'espace public est bien différente selon que vous êtes minoritaire ou majoritaire. L'Église de France a longtemps été portée par l'enfouissement, avec la notion de « levain dans la pâte », notamment dans les années 1950 et 1960, alors qu'elle était très majoritaire dans la société. Quand les pratiquants réguliers ne représentent plus que 3 % de la population, cela change le rapport, et le modèle traditionnel

se retrouve un peu remis en question. Or, on parle infiniment plus de religion qu'il y a 30 ans, alors même que le nombre de croyants est moindre et que les religions sont objectivement plus faibles. On parle d'elles, pas toujours pour le meilleur, précisément parce qu'elles traversent des crises. Contrairement à ce que certains pouvaient espérer il y a un siècle, les religions n'ont pas disparu avec le progrès social et la connaissance. Elles n'ont pas dépéri, existent encore et cherchent leur place. À ce sujet, les pouvoirs publics ont compris qu'il ne suffisait pas de revenir à un modèle issu de la IIIe République, avec une laïcité pur jus. Ils cherchent à inclure les religions dans des modèles de citoyenneté, mais j'estime qu'on ne s'y prend pas de la bonne façon. On peut discerner deux terrains sur lesquels les pouvoirs publics essaient d'inclure les religions dans la discussion nationale. Il y a d'abord l'approche institutionnelle : on va inviter des représentants des cultes, leur donner la parole, les écouter un peu, on va faire des instances de dialogue, ce qui va peut-être calmer les croyants qui s'agitent. C'est une bonne idée, mais cela pose le problème du choix des interlocuteurs musulmans. L'islam a des hommes de religion professionnels, mais pas de hiérarchie claire. On essaie donc de construire désespérément une hiérarchie catholique de l'islam de France, ce qui a toujours échoué pour de bonnes raisons, puisque ce n'est pas leur domaine. La difficulté pour la France de prendre en compte les religions repose sur le fait qu'on veut toujours les traiter comme des catholiques. Par exemple, les questions alimentaires n'étant pas importantes pour les catholiques, elles ne le sont pas non plus pour les autres. En cherchant à traiter tout le monde de la même manière, on n'écoute pas ce que les gens peuvent avoir à dire, ce qui pose une question vertigineuse, celle de la pertinence de la notion même de religion, qui me paraît problématique à plusieurs points de vue. Dans la psyché française, religion égale catholicisme : « Alignez-vous et on vous donnera tout ce qu'on donne aux catholiques. »

Il est paradoxal de demander aux musulmans d'avoir des évêques au moment où l'autorité des évêques, même chez les catholiques, recule légèrement. Pour des raisons d'évolution des mentalités, les constructions d'autorité ne fonctionnent plus, et les catholiques ne sont pas le doigt sur la couture du pantalon pour obéir à leur évêque, même parmi les plus fidèles des fidèles. Cette autorité est discutée partout par d'autres autorités qui apparaissent parfois sur Internet et qui, pour les croyants, vont compter davantage. On observe une remise en question de cette verticalité traditionnelle catholique sur laquelle les pouvoirs publics ont pourtant compté désespérément en se disant que les musulmans allaient faire la même chose. Mais si ça ne marche pas chez les catholiques, comment fait-on ?

L'autre tentative d'inclure les religions est de le faire par la question de l'identité, ce qui n'est pas absurde. On s'est bien aperçu que le citoyen qui n'a pas d'appartenance autre que nationale est une vue de l'esprit assez pauvre, et on s'est dit qu'on allait l'enrichir culturellement. Puisque les enfants ne vont plus au catéchisme, et

que, globalement, la culture traditionnelle de ce pays est devenue incompréhensible à la plupart des habitants, on va faire de l'enseignement du fait religieux, ce qui sera important pour la culture locale et pour l'accueil d'autres cultures. On traite la religion comme un fait culturel, ce qui n'est pas aberrant, mais recèle un certain nombre de limites. En parlant de fait religieux, on réduit les religions à des éléments de folklore, mais ce n'est pas là que se trouve l'enjeu principal des religions. Le fait d'intégrer le folklore religieux n'a jamais suffi à lutter contre quelque extrémisme que ce soit.

Le défi brûlant pour les religions en matière de citoyenneté doit consister à déplacer le débat sur un autre terrain. Ne pas placer la participation du religieux à la citoyenneté sur les deux modes que sont l'institution ou l'identité, mais sur un troisième, celui des convictions. En effet, il y a une distinction simple, mais fondamentale, à établir : une bonne partie de nos soucis vient de la confusion que l'on fait entre identité et conviction. Une identité est indiscutable, on ne peut pas avoir tort ou raison d'être français, ou tort d'être myope, cela ne peut pas faire l'objet de discussions ou de débats. Les religions font également partie de l'identité : vous avez plus de chance d'être catholique si vous êtes né en Italie que si vous êtes né en Afghanistan. Mais les religions sont aussi des questions de conviction, qui, elles, sont discutables. On peut légitimement me reprocher de croire à la Trinité. On doit pouvoir en discuter. L'enjeu de la citoyenneté n'est pas l'uniformité, mais le discutable. Ce qui fait des citoyens, ce n'est pas qu'ils sont tous pareils, mais qu'ils peuvent discuter entre eux. Le défi que nous avons est de poser les convictions religieuses sur la table du discutable. Nous les avons enfermées dans une sorte de boîte noire, faisant partie de notre identité, donc indiscutables. Ce faisant, le risque est d'accepter d'avoir des humanités parallèles qui ne se rencontrent pas. Le défi est bien de tenir dans la cité un discours intelligible et religieux. Une autre possibilité consisterait à dire qu'on ne va pas ennuyer nos concitoyens en leur parlant du Bon Dieu, mais de justice ou d'autre chose, ce qui n'aide pas la communauté nationale à entendre un discours religieux. Notre défi comme religion est aussi de rendre le discours religieux compréhensible, et donc discutable, par les autres citoyens.

Le commun qui sert à la citoyenneté est le langage rationnel. Il ne s'agit pas d'échanger des témoignages intimes, mais de rendre les choses compréhensibles rationnellement, ce qui ne signifie pas les démontrer. Cet effort pour rendre le discours religieux compréhensible par tous part du principe que le commun entre les citoyens est le langage et non le contenu du langage. On doit bâtir une grammaire commune qui rend les discours des uns et des autres intelligibles. C'est ce qui se fait en politique et dans le débat public et que nous avons oublié en matière religieuse, ce qui est problématique. Quand on ne laisse pas cette place au religieux, il ne disparaît pas. Or le religieux, c'est du nucléaire, au sens où, quand vous parlez de Dieu, d'absolu, de sainteté, du sens de la vie, ce discours a une puissance de mobilisation incroyable. On a tenté la sortie du nucléaire, mais cela ne marche pas. On n'a pas

réussi à s'en débarrasser, et j'en suis heureux. En revanche, on a à apprendre collectivement à s'en approcher, à ne pas le laisser en de mauvaises mains. Si, collectivement, nous n'apprenons pas à parler du religieux, à le comprendre, à le penser, nous nous rendons vulnérables, collectivement, à des discours au mieux ineptes, au pire dangereux, catégorie dans laquelle s'inscrit le djihadisme. Pour l'Église catholique, non seulement ce serait renoncer à annoncer Jésus-Christ, mais aussi négliger son devoir d'état vis-à-vis de la communauté nationale, laisser exister dans la société des boîtes noires susceptibles de devenir des trous noirs. Nous ne pouvons pas nous résigner à avoir des humanités parallèles qui, sur des choses essentielles comme la foi en Dieu, n'ont pas les mots pour se parler. C'est un défi pour les religions parce qu'il y a quelque chose de confortable à ne pas le faire. En effet, se rendre intelligible, c'est se rendre discutable et donc se mettre à portée de la critique, sur le fond. Le devoir citoyen pour les religions aujourd'hui est de prêcher, non pas pour sa paroisse, ni pour allécher le passant, mais prêcher au bon sens du terme, c'est-à-dire être capable de rendre intelligible aux contemporains l'idée même de Dieu. Parler de Dieu est la seule raison qui justifie l'existence de cet objet compliqué, bizarre, parfois utile à la société, souvent décevant, qu'on appelle une religion.

Pascale Tournier : Emmanuel Macron a fait un discours devant Sant'Egidio où il a tendu la main aux religions, comme lors de son discours aux Bernardins, saluant l'esprit de résistance des religions face à la folie des temps. Il a rendu hommage à la dignité, valeur cardinale pour les religions, et insisté sur l'importance des religions dans la cohésion sociale. A-t-il eu raison de tendre la main aux religions ?

Adrien Candiard : J'ai écouté avec attention et intérêt ce discours – d'autant plus que j'étais dans la salle –, mais également avec une certaine prudence qui me paraît nécessaire face au discours politique. La politique fait de la politique parce que c'est ce qu'on lui demande. Elle fait feu de tout bois, car c'est sa manière d'être. On ne peut pas prêcher auprès de la politique en lui demandant de se convertir. On peut défendre et obtenir des choses dans l'arène publique, mais un responsable politique va faire son métier, c'est-à-dire chercher du consensus. Les catholiques en France sont très demandeurs de paroles de reconnaissance de la part des responsables politiques et sont en général très contents quand on leur dit qu'ils comptent. Cela ne coûte pas cher de le faire et je le ferais si j'étais responsable politique. Mais il ne faut pas être naïf sur le rapport au politique. Il ne faut pas trop vite se contenter de bonnes paroles, mais poursuivre ce que nous avons à poursuivre, à savoir le Royaume de Dieu, sans imaginer une complicité avec le pouvoir politique qui a ses propres finalités. On peut se rencontrer sur la route, mais la finalité n'est jamais la même. La finalité de la politique est d'abaisser le niveau de violence, la finalité de l'Église est le Royaume de Dieu. Ce n'est pas totalement sans lien, mais ce n'est pas la même chose. Tant mieux si on nous dit qu'on nous aime, mais ce n'est pas le sujet.

Débat

Table des questions : *Vous parlez de prêcher, mais qu'en est-il de la place du témoignage ?*

Adrien Candiard : Quand j'utilisais le mot prêcher, je le faisais avec un brin de provocation, mais le témoignage peut avoir sa place. Pour la plupart des gens, la manière de parler de sa foi ne consiste pas en un discours théorique sur la Trinité ou la périchorèse hypostatique, mais à partir de sa propre expérience. Le mot témoignage peut recouvrir deux acceptions assez différentes. On peut, à partir de sa réalité, rendre raison de ses raisons de croire. Dire pourquoi on croit est déjà plus qu'un simple témoignage : on accepte de s'engager et de se mettre en un sens en danger. En effet, si j'expose à quelqu'un mes raisons de croire, il peut les discuter. C'est bien différent d'un témoignage qui se contenterait d'une expérience impossible à partager. Si je viens vous dire que j'ai vu la Vierge qui m'a dit ce qu'il fallait faire, vous pouvez en être édifié et accepter directement ce que je dis, ou rester sceptique, et vous n'êtes pas plus avancé. Le témoignage est la manière première de parler de Dieu, à condition de faire l'effort de ne pas en faire une pure affirmation personnelle, mais d'accepter de le rendre discutable.

– *Quels peuvent être les lieux de dialogue et de rencontre des convictions dans l'espace public ?*

Adrien Candiard : Je dirais tous les lieux. On a toujours un peu peur de parler de religion, au moins en France où c'est aussi tabou que le salaire. En Égypte, la première question qu'on vous pose, c'est « chrétien ou musulman ? » Les Français qui arrivent au Caire en sont un peu surpris. Cela oblige les gens à se poser des questions fondamentales. Je pense qu'on peut parler de Dieu sans être agressif et il ne faudrait pas laisser le discours sur Dieu à ceux qui le font de manière agressive. Le rendre présent dans la vie quotidienne et ne pas l'enfermer dans des lieux précis me paraît être un bon service à lui rendre.

– *Certains suggèrent que, pour mieux faire connaître le christianisme, il faudrait oser diffuser davantage la pensée sociale de l'Église. Qu'en pensez-vous ?*

Adrien Candiard : Évidemment. Et pourtant, présenter la pensée sociale de l'Église n'est, paradoxalement, pas si simple. Je suppose que tout le monde ici en a fait l'expérience. Cela peut provoquer une forme de désintérêt. On a beau affirmer avoir une boîte à outils formidable, la disproportion entre l'intérêt que suscite la boîte à outils chez les gens et la richesse qu'elle contient est flagrante. Alors comment fait-on pour y parvenir ? Je n'ai pas la solution magique et je peux me tromper, ou parler d'un passé déjà révolu (je ne vis plus en France depuis dix ans, et beaucoup de choses ont pu changer sur ce terrain). Il me semble que nous avons parfois adopté une stratégie

peu confessante en supposant que les gens s'intéresseraient naturellement à ces outils apparemment non religieux, les trouveraient formidables et arriveraient à Dieu. Je crains que cette stratégie ne soit pas très efficace, parce que, globalement, on ne s'intéresse à l'Église que quand elle est capable de parler de Dieu. On le voit dans les aumôneries de lycéens, si on essaie de les avoir par le *fun*, on est perdu, car il y aura toujours plus *fun* ailleurs. Ils viennent, même en râlant, pour qu'on leur parle de Dieu. La doctrine sociale de l'Église a vraiment des choses à apporter et doit être présentée, mais plus on le fera de manière directement confessante, plus on rendra ces outils utilisables par le plus grand nombre. C'est un peu contre-intuitif, mais cela vaut la peine d'essayer.

– Quelles peuvent être les bases d'un dialogue théologique avec les musulmans en France et ailleurs ?

Adrien Candiard : La raison humaine et l'amitié, deux piliers du dialogue interreligieux, en tout cas islamo-chrétien. Ce que nous avons réellement en commun, ce sont des capacités rationnelles de construire ensemble un langage. Les références communes de nos Écritures sont une fausse piste, car elles ne le sont pas vraiment. Si on prend l'exemple d'Abraham et Ibrahim, ils sont en fait très différents dans la Bible et le Coran. Nous sommes tous fils d'Abraham, mais l'Ibrahim du Coran est essentiellement occupé à détruire les idoles, alors qu'Abraham dans la Bible n'y est jamais confronté. Beaucoup de groupes interreligieux se fondent en décidant de partir de ce qu'ils ont en commun : on s'émerveille par exemple de constater que la Vierge Marie est présente aussi dans le Coran ! Mais une fois qu'on a remarqué cela, on ne sait pas très bien ce qu'on peut en faire. On souligne un point de rencontre, mais cela veut-il dire que les croyants sont identiques, ou que les croyances sont les mêmes ? Pas du tout ! Ce qu'il est intéressant de découvrir, c'est la différence, et certainement pas des illusions de ressemblance !

Nous nous apercevons que nous sommes différents, que nous n'avons pas un contenu commun, mais un langage commun, qui n'est pas donné et qu'il faut construire. Il faut admettre que les gens en face de nous sont différents, ce qui est vrai également dans le mariage par exemple. Il faut accepter que l'on ne se comprend pas. À partir de là, il faut écouter l'autre, sa manière de voir le monde, de s'y placer, qui ne correspond pas à la nôtre. Tant qu'on est convaincu que son conjoint voit le monde de la même façon que soi, on a le sentiment que l'autre ne recherche que l'affrontement. La base des relations humaines est d'accepter qu'on ne se comprend pas, que les gens sont des mystères. Il faut accepter et contempler ce mystère. Il faudra un effort pour se comprendre, accepter que toutes les compréhensions évidentes et premières sont des illusions, et construire du dialogue. C'est parfois la chance des couples inter-religieux ou inter-culturels, car ils savent d'emblée qu'ils ne se comprennent pas. C'est également vrai pour les religions : si on veut partir de ce qu'on a en commun, si on a le

sentiment qu'on est pareils et qu'on se comprend, on fait fausse route. Si on se dit que les musulmans ont une Bible qui s'appelle le Coran, un Jésus qui s'appelle Mahomet, un prêtre qui s'appelle un imam et une église qui s'appelle une mosquée, on n'a rien compris à l'islam. Le dialogue inter-religieux doit se fonder sur cette évidence qu'on ne se comprend pas et qu'on a besoin de bâtir un langage commun.

L'amitié compte beaucoup, car parler à quelqu'un de Dieu nécessite des efforts. Je vois souvent des couples catholiques pratiquants qui ont du mal à échanger entre eux sur leur foi. Parler de sa foi est quelque chose de très intime, même pour un couple. Se mettre suffisamment à nu pour exposer à l'autre quelque chose de très important, pour lequel on estime qu'on n'a pas les mots, requiert du courage et de la confiance en l'autre. Si c'est difficile pour des gens partageant la même foi et qui s'aiment suffisamment pour se marier, imaginez ce que c'est pour des gens qui ne partagent pas la même foi, n'ont pas l'intention de se marier et ont sur leurs épaules quatorze siècles de polémiques et de guerres dont ils ne peuvent pas totalement se défaire. Cela nécessite de bâtir une amitié qui permette de se faire confiance et d'oser parler de Dieu sans craindre que ce soit utilisé et retourné contre soi. Ce n'est pas évident, mais c'est une chose que nous pouvons tous faire, chacun à notre niveau.

– Dans son histoire, l'Église de France, en choisissant l'enfouissement, ne s'est-elle pas rendue vulnérable ?

Adrien Candiard : Parler de choix de l'enfouissement est un peu rapide, car l'Église de France a toujours été très diverse dans ses approches spirituelles et politiques. Il est certain que des figures spirituelles majeures, comme Charles de Foucauld ou Thérèse de Lisieux, ont eu sur le catholicisme français du XXe siècle une influence considérable, encourageant cette idée du levain dans la pâte et ayant à solder un certain nombre de comptes avec le triomphalisme ecclésial dont on a voulu se détacher. Il ne faut pas juger hier avec les yeux d'aujourd'hui. Certains choix cherchant à sortir l'Église de cette position triomphante ont été nécessaires. Mais ce qui était nécessaire hier ne l'est pas forcément aujourd'hui et réciproquement. Il est essentiel, pour dépassionner les choses, de se dire que les choix ne sont pas éternels et qu'on doit discuter des orientations pastorales selon les circonstances. Le changement immense de la situation de l'Église en France, passée d'une écrasante majorité dans la société française à une minorité, a des répercussions importantes, ce qui modifie nécessairement le rapport que vont avoir les jeunes catholiques à leur visibilité dans la société. On aurait tort de renvoyer ce besoin de visibilité uniquement à une question d'identitarisme ou d'identité, au contraire. Un des défis de l'Église de France est de prendre en compte cette demande de visibilité sans en faire une revendication identitaire.

Comment fait-on aujourd'hui pour annoncer l'Évangile ? Il faut simplement se demander quels sont les besoins du jour. Je suis reconnaissant aux frères dominicains qui ont eu, dans les années 1960, la liberté d'enlever leur habit. Ils avaient senti que

le port de l'habit pouvait induire une distance et qu'on leur parlait avec un respect qui avait peu à voir avec l'Évangile qu'ils souhaitaient annoncer, sachant que cela pouvait avoir un sens symbolique très fort pour les gens qu'ils rencontraient. Aujourd'hui, l'habit peut être, au contraire, l'occasion de faire le lien. Si je suis en habit dans le train après cette conférence, il y a deux chances sur trois que mon voisin m'adresse la parole et une chance sur deux qu'il me raconte sa vie. Il ne l'aurait jamais fait si j'étais en jean et t-shirt. Quel est le meilleur moyen d'annoncer l'Évangile ? Il y a un temps pour enlever l'habit et un temps pour le mettre, sans idéologie. La seule question qu'on doit se poser est : « Quels sont les besoins pastoraux du moment précis ? »

Conclusion

Isabelle de Gaulmyn

Manifeste de la Fraternité

Merci, à l'équipe, à Béatrice, Marie et Jocelyne. À Éric, Pierre-Yves et Denis.

Merci à vous : ceux d'ici et ceux en ligne. À vous qui avez accepté de venir, ou de vous brancher, d'écouter, de participer, de poser des questions. Et qui avez ici fait vivre un authentique esprit de fraternité : « Ceux qui sans être frères se traitent en frères » selon la définition du Littré.

Nous avons eu des exposés, des discussions, des présentations extrêmement riches, et je ne vais pas ici tout rappeler. Au début de cette session, je vous avais dit que nous étions, ensuite, responsables de porter ce que nous avons découvert, travaillé. Que nous n'étions pas là pour que cela reste entre nous. Il serait difficile de tout résumer en quelques minutes. Il n'y a pas de recettes miracles de fraternité, on l'a bien compris, mais on a bien vu un chemin, ou plutôt des chemins, durant tous ces débats. Désormais, je vous propose de rassembler tout cela, et de travailler ensemble à un Manifeste de la fraternité, qui nous aide et nous inspire. Dans les prochains jours, nous allons reprendre tranquillement les différentes interventions, vos questions aussi, pour proposer dix engagements à la fraternité, pour nous, pour nos lieux associatifs, mais aussi pour la société.

Ce qui m'a le plus frappée, c'est l'urgence de l'enjeu de fraternité pour nous, chrétiens ou non. Comme si c'était notre existence même qui était en cause. Une fraternité qui va de moins en moins de soi. Nous avons vu comment, dans la Bible, la fraternité est d'emblée placée sous le signe de l'épreuve, de la violence. Donc c'est plutôt rassurant d'une certaine manière. La fraternité n'est pas donnée, et voilà longtemps que cela dure.

Nous avons vu combien notre société française était divisée, 70 % de Français le ressentent ainsi, depuis le Covid. L'enjeu, c'est d'éviter une évolution à l'américaine, avec une société complètement atomisée, où, pour reprendre Régis Debray cité par Jean-Marc Sauvé, « notre société du "moi-je" doit retrouver toute la force du nous ».

Nous avons aussi évoqué cette forme de guerre permanente dans laquelle nous risquons de rentrer, avec le conflit ukrainien, et tous les conflits qui se prolongent (Sahel, Afghanistan, Syrie, Libye, etc.), ce que le pape appelle la « troisième guerre mondiale par morceaux », un monde où tout le monde veut en découdre, et où il sera de plus en plus difficile de recoudre.

Notre terre qui souffre… On voit que, déjà, dans la Bible, « la fécondité de la terre est le baromètre de nos relations de fraternité ». L'enjeu climatique et environnemental est en réalité, d'abord, un enjeu de fraternité, c'est-à-dire de notre capacité à concevoir une « maison commune » habitable. La violence entre frères mène au déluge de Noé. La fraternité est donc un impératif pour nous tous, une conversion spirituelle et collective.

Pour ce manifeste, je vous propose ici, en guise de brouillon, quelques pistes qui se sont dégagées. Une manière fraternelle d'être au monde.

- Partir des marges, des périphéries : ce n'est pas un slogan creux. Identifier les situations de rupture, d'exclusion. Il est frappant de voir que, dès le premier Testament, la fraternité vis-à-vis du prochain est surtout demandée d'abord à l'encontre des plus pauvres. C'est vers les plus pauvres, marginalisés, que l'on jugera de notre capacité à la fraternité.
- L'écoute : nous en avons beaucoup parlé, Écoute Israël, Écoute Villeurbanne, écouter l'autre, dans les conflits, celui qui n'est pas d'accord. Écouter et dialoguer pour aller vers un changement de paradigme par rapport aux enjeux environnementaux colossaux. Écouter, ce n'est jamais du temps perdu. Nous devons promouvoir une éthique de l'écoute (Ricœur). Nous avons des ressources spirituelles dans notre tradition chrétienne. Un jeune m'a même dit que nous devions pratiquer une sorte de chasteté dans notre rapport aux autres. J'ai bien aimé cette image, qui peut, dans notre société débridée, sembler provocante. Mais non, il y a bien une éthique de la relation, qui commence sans doute d'abord par se maîtriser, et se taire.
- La fraternité doit être inclusive : « justice et équité » ont répété tous nos intervenants. Il faut être capable de donner la place à tous.
- Nous devons faire preuve d'imagination fraternelle : Cécile Duflot a montré que beaucoup était possible. À condition que nous soyons capables de rejeter nos modèles, nos idées préconçues. Comme Solen, étudiante en médecine, et qui nous demande de revisiter de fond en comble notre modèle de soins.

- Le courage, la fraternité en demande : là encore, le terme est souvent revenu. Le courage qu'il a fallu à Jacob, après une nuit d'épreuves, pour se réconcilier avec son frère.
- La joie : Paul nous a dit que « c'est l'idée du futur qui doit inspirer nos actes, et non la catastrophe du présent ».

Alors qu'en tirer ?

Pour nous chrétiens, c'est une responsabilité énorme

- Il nous faut mieux écouter ceux qui ne sont pas comme nous : est revenue à plusieurs reprises la difficulté de parler aux laissés pour compte, à ceux qui se sentent déclassés, qui ne sont pas d'accord. On ne fera pas la fraternité « entre nous ». Il faut avoir aussi la capacité de sortir de notre bulle, même si cette bulle est pleine de bonnes intentions. Sinon, on risque un fossé entre ceux qui sont engagés auprès des plus pauvres, des migrants, et une partie de la société qui n'est pas d'accord avec cet engagement. On l'a bien vu dans les difficultés que rencontre le maire de Villeurbanne avec sa population.
- Des lieux de fraternité : c'est une demande des plus jeunes. Un besoin, car le monde est dur. Des lieux comme cet établissement, l'université catholique de Lille, comme des mouvements (scoutisme ou tout ce que l'on a vu dans les tables inspirantes). C'est de plus en plus le cas dans les éco-lieux, les colocations solidaires, les lieux intergénérationnels. Nous avons besoin de ces lieux pour souffler, et vivre de manière très concrète la fraternité. Nos paroisses sont-elles des lieux de fraternité ? Ne devons-nous pas réapprendre à vivre aussi une fraternité au sein du catholicisme ? Je regrettais qu'il n'y ait pas plus de clercs, ici. Des clercs et laïcs, des religieux et religieuses, des évêques et des fidèles : les Semaines sociales doivent aussi mieux veiller à faire de la place à toutes les sensibilités dans l'Église.
- Un engagement dans la cité : la fraternité, qui est plus que la solidarité, résulte de la collaboration des services publics et du monde associatif. Importance pour les chrétiens de s'impliquer, de participer à la construction du bien commun, car nous avons vu que l'État, ou les institutions administratives, à tous les niveaux, ne pouvait pas « produire » de la fraternité. Il faut un « supplément d'âme ».

Pour la société

- La première urgence est de demander au monde politique de se mettre lui aussi à l'écoute, d'apprendre l'écoute, de prendre le temps de l'écoute comme on l'a dit. Sinon, nous n'arriverons pas à réparer notre société, ni à faire cette transition écologique, qui nécessite d'écouter les craintes, les interrogations, pour convaincre. On ne peut pas laisser la vie publique plonger dans cette violence verbale,

qui devient ensuite physique. Nous avons bien vu comment, quand Caïn tue son frère, c'est parce qu'il refuse de lui parler, en vérité.

- La fraternité nécessite des « tiers lieux ». L'État ne peut la faire tout seul. Le monde associatif doit être reconnu comme rendant ce service public de la fraternité. Au plan local, mais aussi national, il doit y avoir une place reconnue pour le monde associatif. Et parmi elles, le monde des religions.
- Nous sommes dans une université. Nous avons vu des scouts qui œuvrent pour une plus grande participation politique des jeunes, des jeunes très nombreux à s'engager pour l'environnement. Alors il faut absolument que les pouvoirs publics donnent toute leur place aux plus jeunes. Moins nombreux, ils risquent de payer le prix fort pour des classes d'âge de baby-boomeurs en nombre. La fraternité, ce n'est pas seulement changer le système de retraite. C'est leur donner une partie des clés de notre monde. Qu'ils ne soient pas seulement, comme l'a dit Paul, un des étudiants, « des nains juchés sur les épaules de leurs aînés », des aînés bien plus nombreux, bien encombrants, et qui risquent de ne pas leur donner une place. Il ne faut surtout pas oublier ces 20 % de jeunes qui ne vont pas bien, qui sont quasiment déjà hors du système, et qui ont été très touchés par le Covid.

La fraternité, c'est aller vers l'autre. Comme l'a dit le Pape dans *Fratelli tutti*, « la vie n'est pas un temps qui s'écoule, mais un temps de rencontre ».

Alors justement, continuons ces rencontres. Rencontres en numérique et en vrai, confrontation avec différentes opinions, sensibilité, religions. À Lyon en 2023. Nous avons vu que la fraternité était le baromètre de l'état de notre planète. Et qu'il y avait urgence. Et qu'il fallait peut-être savoir faire preuve de courage, pour la conversion radicale de nos modes de vie, qui est devant nous. Nous n'avons plus le choix. C'est autour de cette transition écologique, de sa radicalité que nous allons nous retrouver, en novembre 2023.

Lettre du Vatican

En ce jour où s'ouvre votre rencontre annuelle 2022 des Semaines sociales de France, Sa Sainteté le pape François est heureux de vous rejoindre par la pensée et par la prière, ainsi que tous les participants qui se joindront aux réflexions et aux débats qui se dérouleront dans les trois prochains jours. Il adresse à tous ses vifs encouragements pour ce temps de recherche et de réflexion sur la doctrine sociale de l'Église. Cette année, vous avez choisi le thème : « La fraternité, notre combat. Pour bâtir un avenir durable. » Il est indéniable que le monde a pris conscience de la crise climatique malheureusement accompagnée d'une crise migratoire et de conflits armés dans diverses régions. Émerge alors le questionnement de l'avenir et du développement durable de notre humanité. Ce questionnement est le révélateur d'une crise plus profonde encore. En effet : « Tout est lié, et la protection authentique de notre propre vie comme de nos relations avec la nature est inséparable de la fraternité, de la justice ainsi que de la fidélité aux autres » (*Laudato si'* n. 70). Nous devons, alors même que nous repensons notre rapport à la création, repenser aussi et surtout notre rapport au frère. C'est là notre développement durable : le développement humain intégral. Car une écologie intégrale requiert plus que de simples calculs économiques ou d'études scientifiques, mais bien une ouverture transcendante au Dieu créateur qui nous enseigne que le juste soin que nous devons envers la création passe par celui de l'humain dans toutes ses dimensions y compris spirituelle. Si nous ne parlons plus ce langage de la fraternité, nous perdons le sens de nos rapports et nous abusons des dons de Dieu (cf. *Laudato si'* n. 11). Nous sommes appelés à une nouvelle façon de vivre les relations humaines, dans nos actions quotidiennes, dans notre vie privée, publique ou professionnelle, en dépassant nos divisions sociales et culturelles. Réfléchissons au moyen de transformer le monde, de faire progresser

les modèles économiques pour qu'ils profitent à tous : ayons à cœur la personne humaine. Car elle a « le droit de vivre dans la dignité et de se développer pleinement [...] Son immense dignité de personne humaine ne repose pas sur les circonstances mais sur la valeur de son être [...] Lorsque ce principe élémentaire n'est pas préservé, il n'y a pas d'avenir ni pour la fraternité ni pour la survie de l'humanité » *Fratelli tutti*, n. 107). La question est donc essentielle aujourd'hui, alors que nous assistons à tant de drames à nos portes. La perspective du développement humain intégral, particulièrement dans sa fondamentale dimension spirituelle, est une bonne nouvelle qu'il faut prophétiser et réaliser : ce n'est pas un rêve, c'est le chemin (cf. message video « The Economy of Francesco – Les jeunes, un pacte, l'avenir », 21 novembre 2020). Le Saint-Père demande au Seigneur d'éclairer vos intelligences et vos esprits afin d'inspirer vos échanges et de dilater vos cœurs aux dimensions du monde.

✠ Cardinal Pietro Parolin
Secrétaire d'État de Sa Sainteté.

Du Vatican, le 24 octobre 2022

Homélie du 31ème dimanche du temps ordinaire C

Père Bruno Cazin
délégué général du diocèse de Lille

« Descends vite, aujourd'hui il faut que j'aille demeurer dans ta maison » (Lc 19,5). Jésus vit l'impératif qui s'impose à lui avec impatience. Sa hâte rejoint l'enthousiasme de Zachée qui avait couru en avant de lui et était monté sur un sycomore pour le voir passer. Le regard de Jésus a rencontré celui du petit homme à la curiosité aiguisée. « Vite, il descendit et il reçut Jésus avec joie » (Lc 19,6).

Luc campe à merveille l'urgence du salut alors que Jésus entre dans Jéricho, la dernière étape avant son entrée triomphale à Jérusalem et la passion qui va suivre. À Jéricho, dans les bas-fonds de l'humanité – une des villes les plus basses au monde, il s'invite chez un collecteur d'impôts, pécheur public, réputé corrompu et à la solde de l'occupant romain, exclu de la communauté, banni du Temple. Les témoins s'insurgent et murmurent, alors que Jésus manifeste l'ampleur du salut qu'il est venu apporter : « Le Fils de l'homme est venu chercher et sauver ce qui était perdu » (Lc 19,10).

La joie de Zachée est réponse à la miséricorde de Dieu manifestée en Jésus. Elle est la joie de l'homme sauvé, l'allégresse de qui se laisse aimer par Dieu. L'accueil de l'amour gratuit déclenche une générosité inattendue et provoque une conversion en actes : Zachée fait don aux pauvres de la moitié de ses biens et rend quatre fois plus à ceux auxquels il a fait tort.

« Ce qui impossible aux hommes est possible à Dieu » (Lc 18,27) Jésus déjoue les pronostics et ouvre aux pécheurs un avenir inespéré. Il brise le cercle vicieux du mal et de l'exclusion, alors même que lui va les subir injustement. Il signifie la puissance

de l'amour de Dieu qui « aime tout ce qui existe » (Sg 12,24) et « ferme les yeux sur les péchés des hommes pour qu'ils se convertissent » (Sg 12,23). Il permet à Zachée d'entrer pleinement dans l'alliance que Dieu a scellée avec Abraham et promis à sa descendance, « car, lui aussi est un Fils d'Abraham » (Lc 19,9).

Cette magnifique scène évangélique est pour nous motif de joie et de consolation. Elle nous invite à confesser Jésus Sauveur et à louer Dieu pour sa miséricorde. Elle inverse nos perspectives et nous convoque à l'audace pour orienter notre monde dans le sens du projet de Dieu. L'aujourd'hui du salut se traduit dans « une foi active », dans « l'accomplissement du bien que nous désirons », en réponse à l'appel de Dieu, comme l'apôtre Paul le souhaite aux chrétiens de Thessalonique.

Si grands soient les défis que nous rencontrons, aucune situation n'est inextricable. Non seulement, nous pouvons faire l'éloge du futur que nous bâtirons de nos mains, mais nous pouvons accueillir l'avenir que Dieu nous donne dans le Christ ressuscité. Nous pouvons marcher ensemble dans l'assurance que l'amour est vainqueur. Nous pouvons multiplier les initiatives de fraternité et mettre notre ingéniosité au service d'une société plus inclusive. Nous pouvons laisser l'Esprit Saint agir en nous et nous renouveler pour vivre les transitions qui s'imposent dans la confiance. Alors, avec tous les exilés de la terre, nous pourrons entonner le chant des pèlerins de l'espérance : « Quand le Seigneur ramena les captifs à Sion, nous étions comme en rêve ! Alors notre bouche était pleine de rires, nous poussions des cris de joie ; alors on disait parmi les nations : "Quelles merveilles fait pour eux le Seigneur !" » (Ps 125). Amen !

Sg 11,22-12,2 ; Ps 144 ; 2Th 1,11-2,2 ; Lc 19,1-10

TABLES INSPIRANTES

Lors de notre Rencontre, trois temps qui correspondaient aux trois grandes thématiques de la session ont été dédiés à la présentation d'initiatives de terrains par des acteurs locaux. Ils sont des lieux d'inspiration concrets pour tous.

Fraternité et démocratie

La démocratie locale, comment la rendre enthousiasmante, contagieuse ?

par Gérard Léval, expert en démocratie participative

La démocratie locale, entendue comme manière de faire participer les habitants, existe bel et bien. Un grand nombre de villes, grandes ou petites, disposent de conseils de quartier, ou de conseils citoyens, de fonds de participation des habitants, de conseils des jeunes ou des aînés, voire de budgets participatifs.

Hélas, cette participation est peu valorisée, mal utilisée, voire galvaudée : les équipes municipales l'ont mise en place depuis vingt ans ou plus (la loi Vaillant qui généralise les conseils de quartier date de 2002), mais elles restent souvent frileuses ; nombre d'élus craignent que les citoyens viennent critiquer leur politique, disputer leur pouvoir aux yeux de l'ensemble des habitants ; ou alors ils font du clientélisme. Quant à ces conseillers citoyens, ils ont une fâcheuse tendance à manquer d'ambition et de projets, à faire de l'entre-soi.

L'organisation de ces conseils ne coûte quasiment rien pourtant ; ils sont ou pourraient être de vrais pôles de citoyenneté active, d'animation des quartiers ; mais l'esprit de responsabilité, d'initiative reste timide.

Que faudrait-il pour que ça marche mieux ?

- Les consulter réellement sur les projets municipaux et les préoccupations des citoyens, après les avoir informés et formés en amont !
- Leur donner une vraie autonomie de fonctionnement.
- Veiller à ce que ces conseils soient renouvelés et représentent la population locale dans sa diversité (les milieux les plus défavorisés sont peu présents).
- Faire en sorte qu'ils fonctionnent bien, avec de la méthode, des moyens, un accompagnement des services.

Nous vivons dans une société qui nous interpelle essentiellement comme consommateurs. Pour la plupart d'entre nous, en quoi sommes-nous engagés en tant que citoyens, c'est-à-dire en tant que membres d'un collectif participant à la vie de la cité ? Redonner l'envie de faire avec les autres, dans son quartier d'abord, retrouver la nécessité d'être citoyens actifs, c'est ça le sujet !

À l'heure de la crise écologique, mobiliser, impliquer tous les citoyens dans des actions pour, là où nous vivons, retrouver le goût des autres et sauver notre planète, cela devrait être un impératif. Faire vivre la démocratie locale n'a jamais été aussi indispensable !

Gérard Léval est ex-consultant expert en démocratie participative et a mené pendant plus de quinze ans des missions d'aide à la conception et à l'évaluation de projets de participation des habitants. Il a présenté ces expériences et les conseils méthodologiques dans deux ouvrages : Projets d'habitants et démocratie locale*, consacré aux Fonds de Participation des habitants (2014), et* De l'intérieur d'un conseil citoyen *(2019).*

L'apprentissage de la démocratie au sein des Scouts et Guides de France

par Louis Maufrais, Paul Nannarone et Valentin Marrer

Les Scouts et Guides de France sont un mouvement à caractère non politique, ouvert à tous sans distinction de genre, d'origine, de race ni de croyance, conformément aux but, principes et méthode tels qu'ils ont été conçus par le fondateur. Le scoutisme a pour objectif de former un citoyen heureux, actif, utile et artisan de paix. Son projet éducatif vise à l'épanouissement de chacun.

Il est proposé ainsi aux jeunes filles et garçons un espace de vie qui réponde à leur besoin de rêver, d'agir, de réussir leurs projets, de vivre en communauté, de donner sens à leur vie.

L'éducation à la prise de décisions et à la citoyenneté ainsi que la volonté de participation des jeunes dans le processus démocratique de l'association sont des préoccupations importantes des Scouts et Guides de France.

L'association est pilotée de la manière suivante :

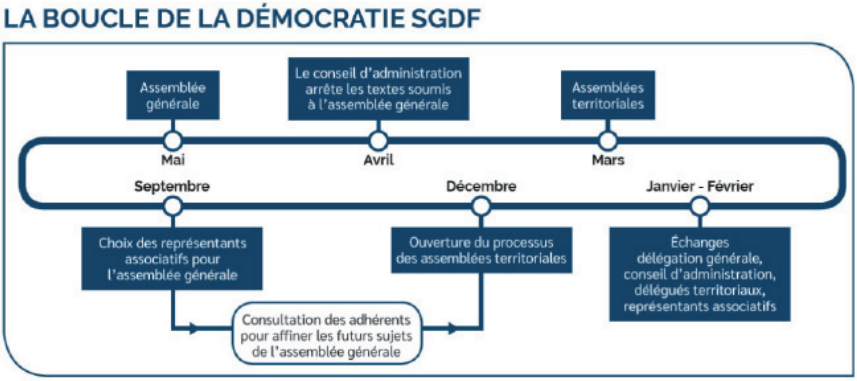
- Le jeu des conseils concerne la politique et stratégie locales et procède à l'élection des représentants associatifs.
- L'assemblée générale s'occupe de l'orientation stratégique de l'association et de l'élection des membres du conseil d'administration.
- Le conseil d'administration pilote le fait associatif et nomme les membres de la délégation générale.
- La délégation générale pilote l'animation du mouvement et nomme l'équipe nationale et les délégués territoriaux.

Les conseils des jeunes sont un outil, une démarche, qui permet de répondre à ces enjeux de l'association. Il en existe d'autres (jeu des conseils, agora, représentants associatifs de plus de 16 ans, etc.) et ils peuvent être mis en relation pour s'enrichir mutuellement. Ces conseils des jeunes sont présents à tous les niveaux de l'association.

Le système se veut par ailleurs participatif, avec des commissions et groupes de travail, des collèges en délégations territoriales ou branches ; la possibilité de formuler des propositions spontanées à l'équipe de délégation territoriale, au conseil d'administration, etc. ; l'utilisation de questionnaires, sondages, enquêtes ; la mise en place d'assemblées territoriales ; le jeu des conseils ; la plateforme de pétitions ; l'assemblée générale.

Les orientations votées sont ensuite déployées via un cadre proposé par la délégation générale. Elle fournit des outils et un soutien et suit la mise en œuvre. Cette mise en œuvre et son adaptation aux réalités locales sont faites via l'équipe territoriale, les assemblées territoriales, le projet territorial, le conseil territorial, le collège des délégués territoriaux.

Une année de déclinaison des décisions prises par l'Assemblée générale est ensuite suivie par une année d'évaluation, puis de décisions.



Comment faire émerger l'intelligence collective ?

par Nicolas Puech, consultant PAT-Miroir©

Lors de cet atelier « Comment faire émerger l'intelligence collective ? », Cooprex International, cabinet de conseil basé à Compiègne, spécialisé en gestion participative du changement depuis 2012, a présenté une mise en pratique de la méthode PAT-Miroir©, sur un sujet de transition écologique : « Comment, dans une commune de 2 000 habitants, adapter l'éclairage public (représentant 42 % de la facture municipale), en accord avec les citoyens ». Cette méthode innovante, issue de 25 années de recherche à l'université de Technologie de Compiègne, est particulièrement adaptée pour répondre à des situations complexes, où de multiples parties prenantes veulent avancer ensemble vers une finalité commune.

Cette démarche structurée (3 à 4 sessions de travail avec un groupe de 10 à 300 personnes) garantit des échanges fluides, humains et constructifs : en partant de l'écoute

des ressentis (1re étape), le groupe de travail représentatif identifie les grands enjeux (2e étape), puis propose des solutions concrètes (3e étape) qui sont ensuite présentées aux décideurs, en charge de prendre des décisions sur la base des préconisations du groupe de travail, elles-mêmes issues de leurs ressentis (4e étape). Le livrable est un véritable plan d'action, qui permet d'avancer en prenant en compte les risques, les objectifs et l'éthique relationnelle entre les parties prenantes.

La puissance de cette méthode réside dans la création d'une représentation commune de la situation. Pour ce faire, les participants recensent, par un exercice de décentrage (empathie), tous les éléments qui pourraient : générer des blocages, c'est-à-dire les préoccupations, les craintes, les dangers perçus (les « peurs ») ; être source de motivation, c'est-à-dire les attentes, les objectifs, les bénéfices perçus (les « attraits ») ; être source d'éventuels conflits ou malentendus, c'est-à-dire les comportements opportunistes ou néfastes qui pourraient apparaitre (les « tentations » possibles).

Deux phases de notation (individuelle) des idées permettent de faire émerger les points de consensus, et les points de divergence. C'est l'une des caractéristiques qui font de PAT-Miroir© un outil intéressant : le jugement des ressentis et des idées est séparé de leur expression. Ainsi, on peut obtenir un diagnostic précis de la situation, sans passer par des discussions sans fin sur l'importance de telle ou telle idée.

Les participants ayant une compréhension profonde des enjeux perçus par toutes les parties prenantes, il est ainsi aisé de proposer des solutions satisfaisantes non seulement pour eux, mais aussi pour les autres. C'est l'une des clés de l'intelligence collective.

La méthode PAT-Miroir© compte plus de 800 applications, dans des secteurs très différents (entreprises privées, collectivités territoriales, éducation, santé et médico-social, instituts de recherche, associations, églises, etc.).

▶ Pour plus d'informations : https://www.cooprex-international.com

Quand les citoyens tiennent les cordons de la bourse des initiatives locales

par Yannick Serpaud
direction de l'aménagement du territoire et du logement, région Hauts-de-France

Dans le cadre de son engagement dans la politique de la Ville, la région Hauts-de-France soutient les démarches participatives et notamment les Projets d'initiatives citoyennes (PIC) et les Fonds de travaux urbains (FTU) à travers les financements des programmations des contrats de ville. Initiés par la Région en 2017, les Projets d'initiatives citoyennes remplacent les Fonds de participation des habitants (FPH) dont les premiers ont été mis en place au début des années 1990. Ils servent à développer l'initiative citoyenne dans les quartiers prioritaires en s'appuyant sur des

leviers issus de ces quartiers, qu'ils proviennent des habitants ou des associations. Les territoires se sont emparé de la question participative au travers de leurs différentes politiques visant plus de proximité dans les relations avec les « habitants-usagers ».

Actuellement, la Région compte une cinquantaine de PIC, principalement implantés dans le Nord (dont une dizaine sur la Métropole européenne de Lille) et le Pas-de-Calais du fait de l'historique des FPH ; il tend à se déployer depuis 2017 à l'échelle de la région Hauts-de-France.

Ce dispositif co-financé avec les communes facilite la réalisation de micro-projets par les habitants grâce à une aide financière souple et rapide. Un comité de gestion gère le fonds et un comité d'attribution comprenant des acteurs locaux (habitants, associations, etc.) choisit les projets.

Les habitants ont ainsi la possibilité d'organiser une fête de quartier, un déplacement collectif, une animation de quartier, un évènement de proximité, une manifestation culturelle ou sportive.

Les projets doivent s'appuyer sur dix thématiques :

- Circuits courts
- Lutte contre l'isolement
- Lutte contre l'illetrisme
- Échanges de savoirs
- Valorisation du patrimoine
- Créativité artistique
- Insertion par l'économique
- Innovation sociale
- Démocratie numérique
- Transition énergétique et écologique

▶ Retrouvez toutes les informations sur les PIC : www.hautsdefrance.fr/pic/

Une planète vivable et pacifiée

Les Ch'tites maisons solidaires

par Christophe Thomas, fondateur

Fondée en 2019, « Les Ch'tites Maisons Solidaires » s'est donné la mission d'ajuster le confort pour révéler les talents. C'est vrai à la hausse comme à la baisse. Cette association réunit des citoyens soucieux de partager leur « sur-confort » avec les plus démunis. Ces citoyens ont des chambres d'amis, de l'empathie pour les sans-abris, mais se sentent incapables d'accueillir ces derniers chez eux. Face à cette limite, ils ont décidé de proposer leurs chambres d'amis à des touristes et voyageurs

d'affaires pour aider les plus démunis avec l'argent récolté. Nous avons nommé cette action #HostForGood.

Un « hôte » solidaire est libre de reverser ces revenus locatifs à toute association qui combat le mal-logement. Les Chtites maisons solidaires expérimentent une solution : les dons #HostForGood reversés à l'association permettent de financer des emplois écologiquement rentables (permaculture, mine urbaine, éco-pâturages urbains, rénovation de passoires thermiques) proposés à des personnes démunies.

En parallèle, l'association travaille à l'installation d'habitats partagés nomades. L'association construit des Tiny houses. En effet, les Tiny houses sont mobiles, confortables ; elles permettent de réunir en un même lieu, à même niveau de confort, des personnes qui vont augmenter ce confort et d'autres qui souhaitent le diminuer. Certains y viennent pour des raisons économiques, d'autres pour des raisons écologiques. Ces ch'tites maisons nous permettent de revaloriser les friches urbaines délaissées. Elles sont financées par une période touristique où des citoyens les accueillent dans leur jardin pour les proposer à des touristes. Une ch'tite maison est ainsi disponible à la location à Ambleteuse près de Boulogne-sur-mer. Une fois financée par les touristes ou par une subvention, elle déménagera à Lille dans un habitat partagé et sera proposée à un loyer modéré à une personne démunie qui, si elle ne peut pas payer le loyer, se verra proposer un emploi écologiquement rentable financé par les hôtes solidaires.

Une première expérimentation d'habitat partagé est en cours sur un terrain de 900 m^2 mis à disposition par la ville de Lille. Le projet est soutenu par la Fondation de France.

▶ https://chtitemaisonsolidaire.mystrikingly.com/

Le Convivial, tiers-lieu associatif chrétien

PAR DES BÉNÉVOLES DU LIEU

Le Convivial est une jeune association qui se donne pour mission de vivre et promouvoir l'écologie intégrale en animant un tiers-lieu. L'expression de « tiers-lieu » désigne un lieu de vie, qui n'est ni la maison ni le travail et où l'on peut vivre des activités variées. Dans notre cas, il s'agit d'un café associatif proposant une programmation autour de l'écologie intégrale. Ce projet est né il y a deux ans et a réuni des habitants de la métropole se posant les questions du vivre ensemble dans notre vie contemporaine et citadine, de l'écologie dans un sens pragmatique et quotidien : comment bien vivre ensemble avec un mode de vie respectueux de notre environnement, de notre voisin, de notre santé, de notre quartier, des générations futures, etc. Quels moyens nous donnons-nous pour apporter de la cohérence dans nos modes de vie, par exemple entre nos actes de consommation, nos choix de loisirs et ce qui nous semble vraiment juste, bon, durable et désirable ?

Chrétiens, nous avions été marqués par l'encyclique du pape François *Laudato si'* dans laquelle il énonce les principes de l'écologie dite « intégrale », pour laquelle « tout est lié » : la façon dont on est en rapport avec le monde, la nature, l'environnement, les autres, dans la société, et avec nous-mêmes. Cette « écologie intégrale » nous invite à prendre en compte toutes les dimensions de l'existence humaine. Nous nous retrouvions dans cette vision large et attentive au plus pauvre de l'écologie. Elle nous poussait, de plus, à accepter de regarder en face la vérité sur ces questions, sans sombrer dans le désespoir, ni fuir dans le déni. Ensemble, nous tâchons de les regarder avec espérance, car nous avons confiance dans le fait qu'il n'y a pas juste une catastrophe, mais une vie bonne possible.

Lieu par excellence de la convivialité et de la fraternité, le café nous semble être le moyen adéquat pour être présents dans un quartier et inviter les voisins et autres amis à participer à la vie du Convivial. Pour élaborer notre programmation nous avons à cœur d'être ensemble, de faire ensemble et de réfléchir ensemble.

- Être ensemble : par la convivialité, proposer une réponse à l'isolement contemporain. Nous accueillons des concerts, des spectacles, des soirées chants, bal folk.
- Réfléchir ensemble : imaginer une manière d'habiter dans la « maison commune » et répondre au besoin de sens qui jaillit dans les différents domaines de nos vies (travail, consommation, écologie, etc.). Cela se traduit par des ateliers philo, des lectures, des conférences, etc.
- Faire ensemble : par des activités concrètes, retrouver le plaisir de réaliser et de créer, proposer une réponse à l'ultra-virtualité dans nos vies et aussi mettre en pratique un art de vivre chrétien. Nous proposons des ateliers couture, tricot, jardinage, etc.

En somme, nous aspirons à faire vivre un lieu ordinaire où une communauté priante attire et accueille, et s'attelle à sa petite mesure à la tâche de refaire société.

▶ https://leconvivial-lille.fr

L'université catholique de Lille mobilisée pour le climat

par Benoît Bourel,
directeur Responsabilité sociétale et environnementale, institut catholique de Lille

En 2013, l'université catholique engage Live TREE, son programme d'orientation dans la transition énergétique et sociétale, dans le cadre de la Troisième Révolution Industrielle en région Hauts-de-France.

Quelles réalisations concrètes et quels impacts ?

Avec l'accord de Grenoble, signé début 2022 en ouverture de l'année de mobilisation pour le climat, une accélération et une amplification sont en œuvre, à travers la co-élaboration d'actions pour un futur décarboné. Bâtiments démonstrateurs de la

performance énergétique, mobilités décarbonées, implication des usagers, recherche sociotechnique sur le pilotage de l'énergie, le campus s'est muté en lieu d'apprentissage et d'expérimentation en assurant sa propre transformation. Venons-en directement à l'année 2022. Celle-ci a été consacrée « Année de mobilisation pour le climat » de l'université catholique de Lille : fresques du climat, conférences, visites, colloques, animations et ateliers, etc. Une programmation riche qui invite à comprendre les enjeux climatiques. Agir justement par l'engagement pris le 24 janvier 2022 à travers la signature de l'accord de Grenoble, puis la mise en musique du comité « trajectoire carbone », avec comme point d'orgue la Convention universitaire pour le climat en cette fin d'année.

145 participants, délégués par leur établissement au sein de l'université, se sont retrouvés durant sept séances entre le 6 octobre et le 6 décembre 2022. L'objectif : co-produire des propositions d'actions pour accélérer la trajectoire carbone de l'université, qui vise -36 % d'émissions d'ici 2030, puis la contribution à la neutralité carbone en 2050. Non seulement des étudiants, au nombre de 104, mais aussi des membres du personnel et des habitants du quartier ont eu l'occasion de mêler leurs regards et leurs connaissances pour arriver au terme du processus. Après une séance introductive en présence d'élus de la ville de Lille, de la métropole européenne de Lille et de la région Hauts-de-France, les délégués ont pu bénéficier d'apports d'experts, d'outils et de clés de lecture, par exemple la présentation par l'Ademe des quatre scénarios de transition vers 2050.

Ensuite est venue la phase de co-construction en plusieurs étapes, par des groupes de six personnes sur les thématiques suivantes : se nourrir, se déplacer, habiter, travailler et se divertir, se soigner, consommer des biens, se connecter. Chaque groupe a été invité à construire un texte de présentation proposant trois ou quatre actions, afin de le présenter le 6 décembre lors de la plénière de clôture dans l'hémicycle de la métropole européenne de Lille. Un très bel évènement, des propositions saluées par les directions et les élus présents, pour leur pertinence, leur argumentaire et pour la prestation orale des étudiants. Une clôture qui n'en est pas une, puisque les propositions vont être analysées au regard de leurs impacts puis mises en œuvre dès 2023 pour la plupart. Un bel exercice de participation, annonciateur d'engagements qui vont se multiplier dans les années à venir !

La transition dans les territoires, un collectif d'associations pour impacter davantage

par Jean-Paul Sergent, Jean et Marie-Annick Hennion

Dans l'urgence de changer de paradigme et de faire de nos territoires des espaces de vie plus résilients, tous les acteurs sont concernés, du citoyen à l'élu, en passant par les entreprises et associations. Or, l'un des problèmes souvent identifié est que

tous ces acteurs ne savent pas forcément quels sont les autres acteurs du territoire et ont des difficultés à se mettre en lien et à travailler ensemble.

Sur le territoire de la Pévèle a germé l'idée d'un collectif, fin 2019, certaines associations souhaitant se mobiliser ensemble pour les élections municipales. Lors de ces rencontres, ces dernières se sont aperçues qu'elles avaient tout à gagner à se mettre en lien, se connaître et s'entraider. Tout au long d'une année 2020 un peu particulière, ne favorisant pas la création de liens, puis en 2021, le collectif s'est créé, testé, s'est organisé avec une charte proposant les règles de vie, des groupes projets et des évènements festifs ou d'ouverture à destination des citoyens.

En 2022, le collectif Pévèle en transition, ce sont douze associations qui s'organisent pour réaliser des projets à l'échelle du territoire des communes de la Pévèle. Le but principal de ce collectif est de créer le lien entre les associations, pour qu'elles puissent se soutenir, s'inspirer, créer des évènements ensemble. Cela permet de retrouver une énergie qui peut s'essouffler lorsqu'une association travaille seule. De plus, s'inspirer de ce que font les autres associations permet d'être plus pertinent dans notre proposition.

Certains se posent peut-être la question : il n'est pas en première intention de solliciter fortement les élus et d'être un contrepoids, car le collectif n'est pas forcément étoffé pour pouvoir répondre aux sollicitations actuellement.

Plusieurs objectifs se posent pour 2023 : créer l'agenda partagé du collectif et le faire vivre, organiser un évènement rassemblant les citoyens autour du collectif et travailler sur la structuration d'un pôle lié à l'économie circulaire sur le territoire.

Vous pouvez nous contacter via notre page Facebook pour plus d'informations ou si le projet vous tente.

▶ www.peveleentransition.fr – Facebook : Pévèle en transition

La conversion écologique de l'association des Scouts et Guides de France

par Christian Serrure, François Landuré, Cindy Mayeur, Xavier Pollet

Une démarche profondément collective

Au lancement de la démarche en 2000, les scouts ont répondu à une question : « Pour vous, qu'est-ce que la conversion écologique ? » Les résultats ont révélé les quatre dimensions aujourd'hui associées à cette démarche : la nature, le partage, le respect et le vivre ensemble. Ensuite plus de 1 000 participants en France ont travaillé sur le bilan carbone de l'association, établi par un cabinet d'experts, et sur des activités et des actions à mener pour réduire ces émissions. Enfin, les assemblées territoriales de 2020 rassemblant tous les groupes de France ont soutenu une résolution de réduction de CO_2 à l'horizon 2025.

Miser sur l'éducation

Dans l'encyclique *Laudato Si'*, qui est le fil rouge de la résolution, l'expression « Tout est lié » rappelle que la conversion écologique ne se limite pas à l'amélioration d'un bilan carbone. C'est une démarche intégrale qui nous invite à changer de rapport au monde en rejoignant une logique de frugalité et de sobriété. C'est un « défi éducatif » auquel les SGDF souhaitent répondre. Pour relever ce défi éducatif, les SGDF s'engagent à éduquer les jeunes, à sensibiliser et former ses membres sur sept enjeux : spiritualité et rencontre religieuse ; vie avec la nature et préservation de la biodiversité ; santé physique et mentale ; réparation, soin et don de matériel ; numérique ; adéquation des activités au bassin de vie ; solidarité et vivre ensemble.

Passer à l'action

Par la résolution de 2020, les SGDF prennent des engagements chiffrés portant sur l'alimentation, le transport, les déchets et l'équipement. Ils visent notamment à réduire de 21,5 % le bilan carbone de l'association d'ici 2025. La conversion écologique se traduit par des actions concrètes pour tous : estimer la trace carbone des menus, acheter local, privilégier le covoiturage et le train, acheter en vrac, compenser en plantant des arbres par exemple.

Témoigner et partager

La résolution implique de témoigner : « La conversion écologique requise pour créer un dynamisme de changement durable est aussi une conversion communautaire. » Chaque membre des SGDF est invité à diffuser cette conversion notamment :

– en mettant en lumière le style de vie scout « l'aventure par nature » ;
– en expliquant la « sobriété heureuse » et les actions liées à la conversion écologique ;
– en portant son action au-delà de la vie scoute et en faisant sa propre conversion écologique au quotidien.

▶ https://sgdf.fr/conversion-ecologique-place-a-leducation-a-laction-et-au-temoignage/
▶ https://chefscadres.sgdf.fr/lassociation-page/nos-convictions/habiter-autrement-la-planete/

Terre de liens

par Annie Rauwel, bénévole

Nous n'héritons pas de la terre de nos parents : nous l'empruntons à nos enfants.
Antoine de Saint-Exupéry

Ensemble, reprenons la terre en main

Partout en France, nos terres agricoles sont menacées. Aujourd'hui, 200 fermes disparaissent chaque semaine ; 50 000 hectares de terres disparaissent sous le béton

chaque année ; 300 000 emplois agricoles ont été détruits en France depuis 20 ans. D'ici 10 ans, la moitié des paysans partiront à la retraite.

Sans paysans, on fait comment ?

L'avenir des terres agricoles nous concerne tous. Protégeons nos terres, notre environnement et les paysan-nes qui nous nourrissent. Terre de liens est un mouvement citoyen, reconnu d'utilité publique, qui œuvre pour :

– préserver les terres agricoles ;
– faciliter l'accès des paysans à la terre ;
– développer une agriculture respectueuse de son environnement et pourvoyeuse d'emplois.

Oui, mais comment ?

Terre de liens :

– accompagne des paysans « sans terre » (accueil, conseils, formation, installation) ;
– sensibilise les citoyens : organisation de projections et débats, événements, participation à des manifestations publiques ;
– sensibilise les collectivités locales (mairies, etc.) en participant aux réflexions locales en matière d'aménagement du territoire, et à l'accompagnement d'installations agricoles ;
– collecte de l'épargne et des dons pour acheter des terres et y installer durablement des paysans.

Terre de liens est donc propriétaire de terres qui sont louées aux paysans avec un bail environnemental (charte).

Et moi, que puis-je faire ?

Terre de liens est une association, tout citoyen peut :

– adhérer pour soutenir ses actions et recevoir les infos ;
– souscrire une épargne à la « Foncière Terre de liens » ;
– faire un don à la « Fondation Terre de liens » ;
– devenir bénévole et être en « veille » : prendre connaissance et informer Terre de liens des terres qui se libèrent, informer un porteur de projet et le mettre en lien avec l'association ; sensibiliser, interpeller les citoyens et les élus, consulter les petites annonces du site, etc.

Depuis sa création en 2003, Terre de Liens a créé et soutenu 300 fermes.

▶ Pour en savoir plus et soutenir Terre de liens (adhésion, souscription épargne, don) : https://terredeliens.org/

▶ Découvrez les fermes de votre région à soutenir en cliquant sur « Près de chez moi ».

Toitmoinous

PAR RÉGIS VERLEY, FONDATEUR

Villeneuve d'Ascq : le vivre autrement d'un habitat participatif intergénérationnel

Sur deux et trois étages, vingt-deux appartements reliés entre eux par des coursives, un bâtiment comme tant d'autres. À Villeneuve d'Ascq, les Toitmoinous ont réussi à réunir des logements sociaux, pour une mixité sociale où se côtoient propriétaires et locataires, à égalité de droits et de devoirs, et aussi pour une mixité générationnelle, qui fait cohabiter sur les mêmes paliers autant de familles jeunes que de seniors en couple ou isolés.

La résidence s'est complétée d'espaces collectifs, autogérés et ouverts à tous : une grande et belle salle commune équipée d'une cuisine pour l'accueil des familles et des amis et tout autant pour des réunions, des fêtes et d'innombrables rencontres. Un studio permet à chacun de recevoir les membres de sa famille ; une buanderie et un atelier de bricolage complètent le décor et accroissent les occasions de partager et de collaborer.

L'histoire des Toitmoinous n'est pas simple. Dans cette ville qu'on disait « nouvelle » dans les années 1980, les familles ont vieilli et un groupe d'études locales a découvert la montée des difficultés et de l'isolement dans des logements conçus pour des familles et des enfants et bien peu adaptés à une population vieillissante. Vivre ensemble en partageant les services serait, ont pensé les premiers promoteurs, un moyen d'éviter ou au moins de retarder les difficultés de la vieillesse. Le hasard a voulu que les seniors puissent rencontrer un groupe de jeunes, soucieux de partager l'éducation et une manière de vivre autrement la famille. La rencontre a de suite révélé l'intérêt de la mixité générationnelle. Les grands-parents sont présents pour les enfants, pour des gardes imprévues ou des après-midis de jeu. Les adultes savent apporter aux plus âgés un soutien précieux. L'appui d'un bailleur social, la société Notre Logis, a facilité le développement du projet. Intégrer des logements sociaux correspondait aux désirs des porteurs du projet. Mais trouver un terrain, adapter la construction au projet des résidents avec l'aide d'un architecte qui accepte de tenir compte des demandes, tout cela a été long et difficile. La gestion est un casse-tête lorsqu'il faut mixer des logements sociaux et des propriétés privées. Un à un, des responsables ont levé les obstacles pour une inauguration six ans plus tard en juillet 2018.

Depuis, c'est 35 adultes et 15 enfants qui cohabitent. Dans cette mini-république, ou disons plutôt ce village participatif, tous ont développé une vie faite d'échanges. Marie-Hélène, confrontée à des difficultés d'autonomie, trouve dans son voisinage une aide qui lui permet de continuer une vie normale. Marie a pu installer à côté de chez elle son fils handicapé et lui permettre de devenir enfin indépendant et autonome. Dans l'atelier, les bricoleurs travaillent pour eux, mais partagent aussi leurs

compétences pour poser une étagère, remplacer un lustre ou aider à un aménagement. Le mercredi, parents et grands-parents se donnent rendez-vous dans la salle commune pour l'accueil des enfants. Des soirées spéciales ou des débats s'organisent autour de thématiques communes.

Bien sûr, une place est donnée au festif. Chaque mois, une réunion permet à chacun de s'exprimer. Elle est suivie d'un « chantier » où chacun vient donner un coup de main : ici on bêche et aménage le jardin encore largement en friche ; là on donne un coup de « tornade blanche » aux locaux et aux espaces communs. Les travaux ne manquent pas qui se finissent par un repas collectif, des rires et des chansons.

La volonté de partage et de solidarité est inscrite dans une « Charte de vie commune » signée par tous. Elle se concrétise par la mise en commun de tout ce qui peut l'être : perceuses, échelles, friteuses, vélos, voitures parfois, sont partagées. Et plus que les objets, ce sont les idées, les recettes, les coups de main, les bonjours qui enrichissent chacun.

Vivre en habitat participatif, chacun chez soi, mais en développant chaque jour des occasions d'échange et de partage, c'est vivre autrement dans une société où, justement, la sobriété et le lien social deviennent condition de vie et de survie. Les Toitmoinous sont inscrits dans le mouvement national de l'habitat participatif et contribuent au développement de ces nouvelles façons d'habiter.

▶ www.toitmoinous.fr

Hackasens

par Chris Delepierre

Depuis 2018, le Hackasens ou hackathon du Sens est le premier marathon créatif dont l'objectif est de booster le sens des projets au service du bien commun. C'est un événement intergénérationnel, ouvert à toutes les personnes en quête de sens qui souhaitent, en équipe, s'impliquer dans des projets. Une méthodologie originale pour structurer le sens des projets a été spécialement développée, le *Sense Model Canvas*, qui permet d'explorer les différentes facettes du sens : direction, signification et saveur !

Le Hackasens débute généralement pour les participants le vendredi de 18 h à 22 h afin de présenter les projets et de constituer les équipes. Puis il se déroule toute la journée du samedi de 8 h à 18 h non-stop, ponctué par des temps de réflexion, de création et d'interventions d'experts et de témoins, véritables sourciers du sens afin d'inspirer les participants. En fin de journée, les équipes sont invitées à « pitcher » leur projet face à un jury et à un public élargi. La soirée se poursuit par un cocktail dînatoire convivial et un spectacle de la Ligue d'improvisation de Marcq-en-Barœul. Le Hackasens se clôture par la remise des prix.

Plusieurs projets accompagnés au Hackasens se sont concrétisés, par exemple : le foodtruck solidaire de l'association Magdala appelé Ch'ti talents, qui permet la réinsertion par le travail de personnes en situation de précarité et de fragilité ; Smala, Service de mise à l'abri, pour des familles sans hébergement ayant demandé l'asile en France ou bien le Convivial, tiers-lieu autour de l'écologie intégrale. Chaque année, cela représente environ dix projets accompagnés, une cinquantaine de participants-contributeurs et un public d'une centaine de personnes lors de la soirée. Le Hackasens regroupe également une vingtaine de partenaires de sens qui soutiennent l'événement et proposent des accompagnements (visibilité, coaching, incubation, financement) aux porteurs de projet lauréats après l'événement.

Enfin, pour démultiplier son impact, le Hackasens organise son essaimage dans d'autres villes de France et dans d'autres contextes (entreprises, écoles supérieures) comme lors de la première édition du Hackasens à Grenoble, organisée par Pépite Ozer à l'Université en octobre 2022. N'hésitez pas à nous contacter si vous souhaitez en organiser un près de chez vous !

▶ Site Internet : https://www.hackasens.org/
▶ Contact : contact@hackasens.org
▶ Vidéo : https://www.youtube.com/watch?v=23MiGfWdveY

Vous avez dit Territoires zéro chômeur de longue durée ?

par Luc Belval,
membre du collectif des animateurs de la grappe régionale TZCLD Hauts-de-France

Une femme ou un homme, je ne sais plus si il ou elle était jeune ou vieux, si il ou elle avait déjà travaillé ou non mais qu'importe, l'homme ou la femme voulait travailler et cherchait donc un poste rémunéré pour vivre dignement. « Traverse la rue, tu trouveras certainement, il faut se bouger pour trouver un emploi ! » lui ont dit les spécialistes du marché du travail, mais il n'y avait rien pour lui ! Alors, on s'y est pris autrement.

Plutôt que de survivre sans reconnaissance sociale, d'allocations ou d'indemnités, ne valait-il pas mieux recycler celles-ci pour financer de vrais emplois ? Des emplois de qualité, des emplois sur-mesure pour ceux qui souhaitent travailler, qui ont des idées, des compétences, qu'il faut certes parfois réveiller un peu ou remettre au goût du jour, qui souhaitent être utiles dans leur quartier ? Voilà une bonne idée ! C'est sur cette base que se mettent en place les expérimentations Territoires zéro chômeur de longue durée.

Mais pour mener de telles expérimentations, il faut faire coopérer tout un ensemble d'acteurs locaux : les élus de la collectivité, qui représentent l'intérêt général, les citoyens engagés, les associations, le service public de l'emploi, les acteurs économiques, notamment ceux de l'économie sociale et solidaire, les centres sociaux,

les professionnels de l'insertion par l'activité économique, etc. Et, en premier lieu, il faut les acteurs principaux : les personnes privées durablement d'emploi ! La première étape consiste donc à réunir et faire travailler ensemble tous ces acteurs, qui souvent se connaissent mal. Le temps de « l'apprivoisement », de la reconnaissance mutuelle est essentiel, et surtout il faut laisser la place centrale aux personnes privées d'emploi, les futurs salariés. Ensemble, il faut définir le territoire d'expérimentation, les activités à mettre en œuvre, il faut constituer une « entreprise à but d'emploi », une entreprise de l'économie sociale et solidaire, pour embaucher les candidats à l'emploi. Il va falloir constituer et faire vivre le comité local pour l'emploi, véritable lieu d'animation et de pilotage de l'expérimentation.

En 2016, l'Assemblée nationale, par un vote à l'unanimité, rendait possible dix expérimentations Territoires zéro chômeur de longue durée. Sur les Hauts-de-France, le projet porté par la métropole européenne de Lille sur le quartier des Oliveaux à Loos et sur celui des Phalempins à Tourcoing a été habilité et a démarré en 2017. Plus de 160 personnes ont depuis retrouvé un emploi.

Constatant les résultats de la première vague d'expérimentations, une deuxième loi, en 2021, autorise au moins 50 nouvelles expérimentations. Il y a aujourd'hui 42 territoires habilités qui ont permis à plus de 3 000 personnes de retrouver un emploi. La dynamique est lancée, espérons qu'elle ne s'arrêtera plus et qu'elle conservera son caractère expérimental, chaque territoire définissant son projet et les chemins permettant d'éradiquer le chômage de longue durée. Gardons le cap de ce projet qui remet les pendules à l'heure : partir des besoins des territoires, partir des envies et compétences des personnes privées d'emploi pour inventer les emplois d'une nouvelle économie, celle de la transition sociale et écologique.

▶ www.tzcld.fr

DES RELIGIONS ACTRICES DE LA CITOYENNETÉ

Chrétiens et musulmans « Ensemble avec Marie », un courant de fraternité

PAR THÉRÈSE GILQUIN

D'origine libanaise, mouvement « Ensemble avec Marie » qui rassemble des chrétiens et des musulmans désireux de « promouvoir la paix et une société plus fraternelle », riche de la diversité des cultures et des religions, dans le cadre d'une laïcité ouverte et dynamique, respectueuse de la liberté de culte et du droit à la différence.

La Vierge Marie, aimée au sein des deux religions, est la figure emblématique de la rencontre entre chrétiens et musulmans. Il s'ensuit un chemin ensemble, dans le

respect de l'identité de chacun. La proximité des deux récits de l'Annonciation dans l'Évangile et dans le Coran est le point de départ d'Ensemble avec Marie.

Les rencontres fraternelles ont trois caractéristiques : spirituelle, populaire, citoyenne. Elles ont aussi une dimension artistique. Elles collaborent à la rencontre et la connaissance mutuelle, et favorisent le vivre ensemble. Elles participent à développer le dialogue et la « culture de la rencontre ».

Des soutiens institutionnels forts : de l'Église catholique en France, avec le dicastère pour le dialogue interreligieux, deux rencontres avec le pape François, lien aussi avec le SNRM (Service national des relations avec les musulmans) ; de plusieurs fédérations musulmanes et plusieurs personnalités ; d'instances civiles comme le ministre des Affaires étrangères, le Bureau des cultes, le ministère de l'Intérieur qui considère que la mission est très positive pour le pays.

Développement et rayonnement : depuis 2015, date de la première rencontre en France, le mouvement « Ensemble avec Marie » connaît de nombreux développements (« Les rencontres » ; « Les journées d'étude » ; « Les classes » ; « Les maisonnées de la paix ») tant en France qu'à l'étranger. (Europe, Afrique, Moyen Orient). Des colloques : « Marie dans la Bible et le Coran » ; « Marie chez les mystiques chrétiens et musulmans » ; et, en préparation pour 2023, « Marie chez les penseurs et écrivains ».

Plusieurs « Rencontres ensemble avec Marie » ont lieu à Lille depuis 2017 : l'esprit, la préparation, le déroulement, les difficultés et les joies ont été présentés par des acteurs, tant chrétiens que musulmans, de ces rencontres.

Quels sont les fruits de ces après-midi vécues dans un climat de confiance ? Des idées fausses et des a prioris disparaissent, des ponts se construisent, des peurs peuvent s'exprimer. Il y a eu aussi des échanges d'adresses.

Prochaine rencontre prévue à Lille en mars 2023. Contact Lille : ensembleavecmarie.lille@gmail.com

▶ Contact au plan national : Efesia/Ensemble avec Marie, 6 rue Lhomond, Paris 75005 – contact@ensembleavecmarie.org – www.ensembleavecmarie.org

JOC : le désert relationnel des jeunes, parlons-en !

PAR PASCAL VERBEKE

Des fraternités blessées

Les jeunes qui sont accompagnés par la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne) sont de plus en plus souvent marqués par l'isolement. Il se manifeste de diverses façons :

– isolement au lycée (quand ce n'est pas du harcèlement scolaire) ;

– solitude dans la vie de travail avec peu d'occasions d'échanger sur le sens de celui-ci ;

– un confinement qui peut durer bien au-delà de ce que nous avons tous connu… quand on crée sa propre entreprise et qu'on travaille à deux pas de son lit. Certains me disent, en fin de journée : « Je n'ai pas ouvert la bouche de la journée. » ;
– égarement des jeunes que je rencontre à l'égard du politique. Une grande vulnérabilité à tout ce qui circule sur Internet (complotisme, soupçon exagéré à l'égard des médias) ;
– virtualité de la fraternité : Facebook, mais aussi vie imaginaire (voire mythomanie).

Une carte de relations déserte

En tant qu'accompagnateur de JOC, le désert relationnel des jeunes me frappe. En JOC, lors des premières rencontres, on fait presque systématiquement la carte de relations. Il s'agit de repérer et de nommer les personnes qui nous entourent, d'apprendre à faire attention à la parole des jeunes. Depuis quelques années, on découvre des jeunes qui vivent le confinement toute l'année. La JOC devient leur lieu de socialisation n°1.

Notre rôle d'accompagnateur évolue. Nous devenons des « tisseurs de lien », des « entremetteurs ». Nous nous efforçons de briser la glace entre les jeunes isolés, de les encourager à enrichir la relation avec les autres, même au-delà des réunions. Il faut du temps, mais ça marche ! Nous agissons en tant que chrétiens, animés par le désir de leur faire goûter l'amour de Dieu : « Tu as du prix à mes yeux et je t'aime. » L'amour de Dieu se vit toujours avec l'amour du frère.

Nous ne commençons pas notre itinéraire spirituel par des grandes vérités de la foi avec eux. Cela serait inapproprié. C'est à partir de la résonance des gestes et paroles du quotidien avec l'Évangile qu'ils découvrent un Jésus qui se passionne de l'humanité et fait alliance avec elle. Leur lecture de l'Évangile et l'accueil de leurs paroles par l'accompagnement et par les copains leur révèlent que leurs paroles comptent.

Des fraternités niées

L'invisibilité est, selon moi, l'aspect le plus marquant. Nous nous adressons à des jeunes dits du milieu ouvrier ou des classes populaires. En 2020, au sens du Bureau international du travail, 5,3 millions de Français sont ouvriers, ce qui représente 20 % de la population active. Pourtant, un idéal de moyennisation de la société fausse nos regards. Quand nous parlons d' « ouvriers », le réflexe immédiat de nos interlocuteurs est de dire : « Les ouvriers, ça n'existe plus. » L'existence de 20 % de la population active est ainsi niée ! Cette négation est souvent l'expression de personnes qui ont pourtant des travaux répétitifs, qui font de la maintenance de machines ou d'ordinateurs, qui sont livreurs ou caristes, qui travaillent parfois de nuit, qui ont un faible niveau d'étude mais préfèrent s'imaginer « employés ». Nous savons aussi que les moins qualifiés sont le plus souvent confrontés au chômage et qu'ainsi leur

identification est moins évidente (un ouvrier au chômage se dit-il encore ouvrier ?). Il n'empêche que des hommes et des femmes se voient privés de leur nom.

Les milieux populaires semblent aussi se détourner pour une large part de leurs représentants politiques traditionnels. Jérôme Fourquet écrit au sujet de l'emprise du RN sur les catégories populaires : « Tout se passe comme si le parti lepéniste avait progressivement capitalisé sur le ressentiment et le sentiment de relégation culturelle et sociale des publics les moins diplômés au fur et à mesure que le niveau éducatif moyen était rehaussé. »

Il faut bien le reconnaître : au-delà des préoccupations politiques, ce qui pose problème est que nous refusons le droit d'exister à ces personnes en les privant de leur nom. Comment ne pas être attiré par l'identité nationale quand on nie votre identité professionnelle ou sociale ? Notre pari, avec la JOC, est de cheminer avec eux, d'éveiller leur esprit critique, de leur faire découvrir une histoire dont ils peuvent être fiers. Quand on est chrétien, on sait l'importance de nommer les choses, de pouvoir trouver un espace de parole où se dire, où l'on peut mêler notre histoire à celle de toute l'Église ainsi qu'à son avenir. Le mot religion a plusieurs étymologies : *religare*, je relie, je recueille pour donner du sens ; mais aussi *ligare*, lier. Donner un nom, donner du sens, c'est acheminer à l'existence !

La Fabrique du vivre ensemble

par Henri Danel

La Fabrique du vivre ensemble est un collectif constitué en 2015, au moment des attentats de Paris. Ancrée au centre spirituel du Hautmont – entre Lille, Roubaix et Tourcoing –, la Fabrique rassemble une petite dizaine de personnes de religions ou de cultures philosophiques différentes : catholique, protestante, musulmane, juive, bouddhiste, chacune contribuant au vivre ensemble sur ce territoire.

Ce qui nous anime est de contribuer à mieux faire société dans un dialogue apaisé et de bonne foi. Le principe de laïcité, dissociant citoyenneté et confessionnalité, nous amène, par ailleurs, à nous engager dans des collectifs animés par le souci de faire progresser la société. Quelles que soient nos spiritualités, nous contribuons ainsi au « faire ensemble », ou au « vivre ensemble ».

Nous nous réunissons au Hautmont, toutes les six semaines environ, autour d'un thème choisi et débattu ensemble en début d'année, pour offrir en fin d'année, une journée « temps fort » qui invite à partager des expériences et à réfléchir sur des sujets qui participent à créer du lien dans la cité. En 2015, sujet interpellant : « Les religions au secours de la République » dans un contexte clivé ; l'année suivante, ce fut la laïcité ; l'identité en 2017 ; la transmission et le sens du don en 2019. En 2020, après le premier confinement, relevant les nombreux actes de fraternité spontanés réalisés près de chez nous, nous avons choisi de parler de « La fraternité au secours

de la société ». Des vidéos de la conférence et des tables inspirantes de 2020 sont disponibles et un document de 12 pages sur les échanges de 2021 a été réalisé. Nous avons poursuivi en 2021 avec « La fraternité, un travail incessant », sans perdre de vue l'aspect spirituel dans lequel s'inscrit la fraternité, et la manière dont elle irrigue les notions de liberté et d'égalité.

Le samedi 19 novembre 2022, nous continuons à creuser le sillon de la fraternité, avec « L'engagement bénévole, un chemin de fraternité ». La pédagogie de cette journée où chacun vient avec son propre bagage, ses convictions, ses expériences, ses savoirs et ses attentes, consiste à écouter, partager, apprendre pour pratiquer. Nous proposons des rencontres/partages avec des témoins locaux sous forme de tables inspirantes, sous le regard d'un témoin qualifié. Cette année, la journée était précédée d'une pièce de théâtre, *Je te donne*, création du Théâtre à Zèbres, issue des témoignages recueillis auprès de femmes actives et d'une exposition de photos de personnes engagées.

La découverte de la foi, de la spiritualité de l'autre permettant d'approfondir la sienne, constitue le premier apport de notre travail à l'année. Ensuite, le « temps fort » annuel est toujours très enrichissant, il permet à des « étrangers » de se connaître, de se retrouver au Hautmont.

Nos limites : notre disponibilité, notre capacité à attirer des personnes non convaincues, nos moyens humains et financiers pour annoncer et diffuser nos travaux.

Nos utopies : partager dans d'autres groupes, dans les écoles, essaimer, mieux rendre compte (site Internet, presse), faire bouger la structure étatique, enrichir la cité !

▶ Contact : henridanel@hotmail.fr

L'inter-religieux au travers d'une expérience de formation

par Didier Ozanne

Le cycle de formation « Emouna » a pour objectif d'amener les étudiants à réfléchir sur les liens entre laïcité et inter-religieux. Il est organisé par Sciences Po. Le groupe était composé de personnes de toutes croyances, chrétiens, musulmans, juifs, bouddhistes, athées. Les thèmes recouvraient des domaines très variés : droit, culture, développement personnel, comptabilité, institution, etc., pendant neuf mois à raison de deux cours par mois.

Emouna, *amen*, *amana* sont des mots issus d'une même racine, commune à différentes traditions spirituelles. Ils signifient la confiance, la loyauté, la spiritualité, l'adhésion, l'engagement par des actes.

Le déroulement

Le cycle de formation se déroulait à raison de deux jours par mois, chaque journée se tenant dans un lieu différent, essentiellement des lieux de culte représentatifs

des participants. Deux temps forts l'ont constitué. Premièrement, le travail d'équipe regroupant différentes confessions sur un sujet choisi (pour nous, « La religion est-elle facteur de paix ? »). Le résultat a été présenté devant un jury. S'ensuit un travail plus personnel sur la façon dont nous avons vécu notre engagement dans Emouna (les raisons de notre inscription, ce que cela nous a fait découvrir).

Le vécu avec des personnes venant de confessions différentes

Au sein de ce parcours, ce n'est pas l'aspect théologique ou exégétique qui prime. Il s'agit de mieux comprendre comment les caricatures sont perçues par les personnes de religion musulmane ou la manière dont chacun vit sa religion. Nous nous rendons compte que les relations ne sont pas forcément plus simples avec certains de nos coreligionnaires et que les « tiraillements » au sein de chaque religion sont peut-être plus violents qu'il n'apparaît. L'idée est de provoquer des espaces d'échange au fil de l'actualité et de mieux comprendre l'influence de l'histoire, de la politique sur le religieux.

Quels signes pour l'avenir ?

Les enjeux de la fraternité passent par davantage de rencontres « informelles » à travers des actions du quotidien. Il est important aussi de mieux connaître les différents courants religieux, leur histoire, leur contexte actuel. Enfin, il faut apprendre à ne pas être prisonnier de ses habitudes et de ses pratiques, mais sans chercher à convertir l'autre.

L'AFR - Année fabuleuse de réflexion

par Christine et Noëlle

Anciennement appelée Année de formation en rural, elle se déroule tous les quatre ans depuis 20 ans avec l'association Génér'action – issue des mouvements d'action catholique en rural CMR (Chrétiens dans le monde rural), MRJC (Mouvement rural de jeunesse chrétienne), ACE (Action catholique des enfants).

La dernière AFR (2021/22) a rassemblé plus de 80 personnes venues de Lille, Arras ou Cambrai, de Dunkerque ou Boulogne jusqu'à l'Avesnois – malgré tous les changements d'organisation dus à la Covid. Originalité de cette AFR, elle se déroule sur une année : trois week-ends et quatre jours en été – toujours dans des lycées agricoles qui offrent de l'espace. Elle s'adresse à des gens de tous âges (enfants, parents, grands-parents) et de toutes situations (personnes seules, en couple, familles). La formation s'est ouverte aux ados pour la première fois. Les enfants sont encadrés par des animateurs et avancent sur le même thème que les adultes. L'AFR est ouverte à toute personne en recherche de sens, qu'elle soit ou non en mouvement, chrétienne ou pas, du rural ou pas.

Contenu : On va kifekoi demain ?

Où en est la planète ? Conditions et repères pour des chemins de transition ? Et moi ? Et nous dans tout ça ? Comment je me sens ? Comment on avance vers de nouveaux récits avec d'autres?

Cela est transmis par des moyens pédagogiques divers :

- Conférences sur les constats sur notre planète (avec Grégory Derville, Dominique Bourg), sur notre région des Hauts-de-France (avec Marc Guépin du Centre régional du développement durable, Philippe Fruitier et le film *Paysans du ciel à la terre*), sur les conditions et repères pour des chemins de transition (avec Damien Carême).
- Le visionnement de *Legacy*, de Yann Arthus-Bertrand.
- Des temps avec des animateurs pour calculer son empreinte carbone, réaliser la fresque du numérique, poser nos problèmes de contradictions ou de tiraillements (avec Paul Masson), approfondir sur la *low tech* avec François Thumerel.
- Des témoignages de participants sur des actions menées, des jeux de société sur le thème choisi.
- Mais aussi beaucoup de temps d'échanges, pour apprendre à réagir face aux douze excuses pour ne pas changer, à prendre conscience des conséquences de nos modes de vie, à tenter de se positionner dans ce monde en mutation, à imaginer d'autres façons de vivre. « Difficile de créer un monde différent si on n'est pas capable de l'imaginer. »
- Des temps conviviaux, des ateliers pratiques et aussi des temps spirituels (au sens large du terme avec l'aide de Raphaël Buyse).

Sans oublier à chaque étape, de prendre un temps pour nos ressentis, nos émotions. Ainsi à la fin de la formation, certains sont passés de l'état de « sidération » ou d'« impuissance » à l'envie d'agir individuellement un peu plus et collectivement.

L'AFR se déroule dans un climat bienveillant et permet vraiment des échanges inter-générations. Elle est préparée par une vingtaine de personnes aidées de deux ou trois permanents des mouvements. Les bénévoles sont généralement des participants d'AFR précédentes.

Nous appartenons au courant « Éducation populaire » !

ANNEXES

L'histoire, les hommes, l'activité des Semaines sociales

1904-2022 : plus d'un siècle d'engagements

Les Semaines sociales de France ont été créées en 1904 par Marius Gonin et Adéodat Boissard, deux catholiques laïcs soucieux de faire connaître la pensée sociale de l'Église et d'en appliquer les enseignements à l'actualité. L'initiative prolongeait l'encyclique *Rerum novarum* (1891) du pape Léon XIII dénonçant les conditions de travail des ouvriers.

Depuis lors, les Semaines sociales n'ont cessé de se préoccuper des mutations économiques, politiques, culturelles, scientifiques et technologiques, ainsi que de leur incidence sur la société, à la lumière de la pensée sociale de l'Église et de son évolution. Elles s'expriment notamment par une session annuelle consacrée à un grand thème de réflexion : université ouverte, accueillant un public large, mais aussi itinérante, ces assemblées se déroulant au fil des ans dans des villes d'accueil différentes.

Ainsi les Semaines sociales ont-elles traité entre les deux guerres des grands problèmes sociaux, des inquiétudes de l'époque liées au maintien de la paix, à l'évolution de la démocratie. Après la seconde guerre mondiale, elles ont abordé avec une optique économique prononcée les problèmes du tiers-monde et les phénomènes de socialisation. Dans les années 2000, elles ont successivement débattu de l'évolution de la famille, de la relation entre mondialisation et nations, du rôle de l'argent, des enjeux de l'Europe, de la transmission, de « Qu'est-ce qu'une société juste ? », du développement durable et solidaire, des nouvelles solidarités, des migrants, des nouvelles formes de démocratie, du genre, du travail, des religions et cultures, de l'éducation, etc. En 2018, les Semaines sociales de France ont souhaité prendre du recul, pour repenser à mots nouveaux les enjeux de l'association, cela a donné lieu aux Rencontres du christianismes social à Nogent-sur-Marne.

En 2019, les Semaines sociales décident de consacrer deux sessions à la question des fractures sociales. La première partie consacrée au constat cherche les moyens de Refaire société. Le deuxième temps, en 2020, bouleversé par la crise sanitaire du coronavirus, incite les participants à passer à l'engagement pour reconstruire la société. Après cette réflexion de fond sur les fractures, les Semaines sociales proposent pour les années 2021-2022 un cycle résolument tourné vers demain en adoptant un regard d'espérance, bien que lucide. En 2021, elles ont donc Osé rêver l'avenir et, en 2022, elles ont fait le choix de la fraternité pour bâtir un avenir durable.

Le projet associatif des Semaines sociales de France

L'association des Semaines sociales de France n'a cessé de se renouveler pour mieux comprendre les évolutions du monde. Aujourd'hui, les crises que traversent la société et l'Église catholique, la nécessité de trouver de nouvelles formes de transmission obligent à questionner le rôle du christianisme social, le rôle des Semaines sociales en 2018. Ce qui a donné lieu à l'élaboration d'un nouveau projet associatif. Dans une société fragmentée et une Église en souffrance, l'association se veut une école du débat, un débat libre, respectueux et bienveillant, qui éclaire et permet d'avancer, en proposant un dialogue apaisé et constructif entre les chrétiens et la société, et aussi au sein de l'Église catholique elle-même. Les Semaines ont pour ambition d'être un espace, un « creuset », un terreau qui facilite l'émergence de solutions nouvelles, en réunissant des personnes et des groupes de sensibilités différentes, pour qu'elles mettent ensemble leurs expériences de terrain et leurs réflexions, afin de créer du commun et construire de la cohérence.

Les idées des Semaines sociales à l'origine de grandes réformes

Dès avant 1914, les Semaines proposaient l'assurance chômage, le développement généralisé de l'assurance-maladie, l'impôt progressif sur le revenu, l'égalité des salaires masculins et féminins, le salaire minimum garanti pour le travail à domicile, la journée de huit heures, le congé hebdomadaire généralisé du samedi après-midi, etc. Beaucoup de ces réformes n'interviendront que cinq, dix ou même cinquante ans après. En 1987, les Semaines sociales militaient pour le RMI qui dut encore attendre quelques années pour être instauré. En 2000 a été lancée, à la tribune des Semaines, l'idée d'un « statut du travailleur », pour mieux organiser le temps d'activité et de formation, et mieux gérer les transitions entre deux emplois ; en 2004, ce fut l'idée d'un service civil européen ; en 2013, à la suite du statut du travailleur fut formulée la proposition d'un « livret professionnel universel », dont une application à la formation a été votée en 2014. En se plaçant dans une vision chrétienne des problèmes sociaux, économiques et politiques de leur temps, les Semaines sociales ont, par leurs propositions, anticipé des solutions qui allaient s'imposer à plus ou moins long terme dans l'évolution de la société.

De grands intervenants aux Semaines sociales

Aujourd'hui comme hier, des personnalités de haut niveau se sont régulièrement exprimées à la tribune des Semaines sociales : Olivier Abel, Sylviane Agacinski, Michel Albert, Jacques Arènes, Martine Aubry, Bertrand Badré, Jacques Barrot, Monique Baujard, François Bayrou, Jean-Louis Bianco, Pauline Bebe, Cheikh Khaled Bentounes, Rachid Benzine, Laurent Berger, Xavier Bertrand, Jean-Paul

Betbèze, Maurice Blondel, Loïc Blondiaux, Jean Boissonnat, Michel Bon, Jean-Louis Bourlanges, Christine Boutin, Damien Carême, Grégoire Catta, Henri de Castries, Bertrand Collomb, Jean-Paul Delevoye, Jacques Delors, Jean-François Deniau, Marie Derain, Élizabeth Ducottet, Marie-Guite Dufay, Xavier Emmanuelli, Claude Evin, Véronique Fayet, Étienne Fouilloux, Jérôme Fourquet, Geneviève Fraisse, Bruno Frappat, Franck Fregosi, François Garay, Marcel Gauchet, Bronislaw Geremek, Sven Giegold, Pierre Giorgini, René Girard, Pierre-Noël Giraud, Sylvie Goulard, Samuel Grzybowski, Élisabeth Guigou, Henri Guitton, Claire Hédon, Danièle Hervieu-Léger, Martin Hirsch, Georges Hourdin, Philippe d'Iribarne, Yannick Jadot, Jacques Julliard, Jean-Claude Juncker, Alain Juppé, Agnès von Kirchbach, Julia Kristeva, Pascal Lamy, Dominique Lang, Elena Lasida, René Lenoir, Alain Lipietz, Thierry Magnin, Pierre Manent, Véronique Margron, Jean-Luc Marion, Jacques Maritain, Hervé Mariton, Valérie Masson-Delmotte, Jean-François Mattei, Philippe Maystadt, Dominique Méda, Francis Mer, Olivier Mongin, Mgr Éric de Moulins-Beaufort, Nicole Notat, Asma Nouira, Christine Pedotti, Vincent Peillon, Bernard Perret, Michelle Perrot, François Perroux, Jean-Marie Petitclerc, Jean-Philippe Pierron, Romano Prodi, Viviane Reding, René Rémond, Cécile Renouard, Andrea Riccardi, Paul Ricœur, Michel Rocard, Robert Rochefort, Benoît Roger-Vasselin, Pierre Rosanvallon, Geoffroy Roux de Bézieux, Joseph Rovan, Albert du Roy, Éric Salobir, Nathalie Sarthou-Lajus, Frédéric Saint-Geours, Nicolas Sarkozy, Bernard Stasi, Nicholas Stern, Dominique Strauss-Kahn, Claude Thélot, Paul Thibaud, Marisol Touraine, Paul Valadier, Laurent Villemin, François Villeroy de Galhau, Vaira Vike-Freiberga, Patrick Viveret, Frédéric Worms, Jean-Guilhem Xerri.

Les instances et l'organisation des Semaines sociales de France aujourd'hui

Le conseil d'administration choisit le thème des réflexions et assure le déroulement des rencontres. Pour faire ce travail, il s'entoure de commissions spécialisées, composées de membres du conseil, des responsables des antennes régionales des Semaines sociales de France et de personnes ayant une expertise en lien avec le thème abordé issues des associations et mouvements partenaires. Tous les membres de ces instances sont bénévoles.

Le conseil s'appuie sur une équipe permanente constituée de Béatrice Wettstein, Jocelyne Jenot et Marie Leduc.

Membres du conseil d'administration

Isabelle de Gaulmyn (présidente), Laurent de Mautort (secrétaire général), Loïc Armand (trésorier), Antoine Arjakovsky, Catherine Belzung, Arnaud Broustet, Michel Camdessus, Michel Cool, Pierre-Henri Duée, Marie-Charlotte Fauduet,

Jeanne-Emmanuelle Hutin-Gapsys, Alice Le Moal, Pierre-Yves Le Priol, Grégoire Lefèvre, Dominique Pannier, Dominique Pelloux-Prayer, Françoise Philip, Anne-Sophie de Quercize, Dominique Quinio, Valérie Régnier, Marcel Rémon, Alban Sartori, Philippe Segretain, Marie-Noële Sicard, Geoffroy de Vienne, Jérôme Vignon, Denis Vinckier, Éric Wendling.

Présidents d'honneur

Michel Camdessus, Jérôme Vignon, Dominique Quinio.

L'ancrage de proximité des Semaines sociales de France

Depuis des décennies, les Semaines sociales sont attachées à l'existence d'une réflexion de proximité, en lien avec la variété des territoires. À cette fin, elles s'appuient aujourd'hui sur un réseau de dix-huit « antennes régionales », associations de laïcs qui, dans plusieurs villes de France, s'inspirent des mêmes valeurs sociales chrétiennes, du même goût de l'engagement et de la même méthode d'organisation de débats ouverts à toutes les sensibilités, sur des thèmes d'actualité, qu'ils soient politiques, économiques, sociaux, scientifiques ou culturels.

La démarche européenne des Semaines sociales de France

Au cours des années 90, les Semaines sociales de France ont pris acte du fait que les problèmes de société ne pouvaient désormais être étudiés et débattus qu'en les situant dans le contexte européen. Des contacts ont été établis avec différents acteurs européens proches de l'esprit des Semaines sociales de France. Cette action de longue haleine s'est manifestée en 2004 par la présence de 1 000 participants européens à la Semaine sociale du centenaire. Le réseau s'est structuré et s'est donné un nom « IXE » (Initiatives de chrétiens pour l'Europe). Il rassemble près d'une vingtaine de structures en Europe de l'Ouest et de l'Est et prend position sur divers sujets. Par ailleurs, la formule des Semaines sociales semble séduire, puisque plusieurs pays organisent une Semaine sociale.

Renseignements
Semaines sociales de France
18 rue Barbès 92128 Montrouge Cedex
Tél. +33 (0)1 74 31 69 00
Mail : communication@ssf-fr.org
Sites : www.ssf-fr.org

Les sessions des Semaines sociales de France

Ire session - Lyon - 1904
Une semaine sociale : cours de doctrines et de pratiques sociales

IIe session - Orléans - 1905
Les conceptions individualiste et sociale de l'homme

IIIe session - Dijon - 1906
Famille, profession et cité

IVe session - Amiens - 1907
Les principes de l'économie chrétienne

Ve session - Marseille - 1908
Collaboration des citoyens à l'application des lois sociales

VIe session - Bordeaux - 1909
Association et protection du travail

VIIe session - Rouen - 1910
Fonction sociale des pouvoirs publics

VIIIe session - Saint-Étienne - 1911
Personne humaine et régime économique

IXe session - Limoges - 1912
Familles et mœurs contemporaines

Xe session - Versailles - 1913
L'idée de responsabilité

XIe session - Metz - 1919
Développement du christianisme social en France

XIIe session - Caen - 1920
La crise de la production et la sociologie économique

XIIIe session - Toulouse - 1921
La crise de la probité publique et le désordre économique

XIVe session - Strasbourg - 1922
Le rôle économique de l'État

XVe session - Grenoble - 1923
Le problème de la population

XVIe session - Rennes - 1924
Le problème de la terre dans l'économie nationale

XVIIe session - Lyon - 1925
La crise de l'autorité

XVIIIe session - Le Havre - 1926
Le problème de la vie intellectuelle

XIXe session - Nancy - 1927
La femme dans la société

XXe session - Paris - 1928
La loi de charité, principe de vie sociale

XXIe session - Besançon - 1929
Les nouvelles conditions de la vie industrielle

XXIIe session - Marseille - 1930
Le problème social aux colonies

XXIIIe session - Mulhouse - 1931
La morale chrétienne et les affaires

XXIVe session - Lille - 1932
Le désordre de l'économie internationale et la pensée chrétienne

XXVe session - Reims - 1933
La société politique et la pensée chrétienne

XXVIe session - Nice - 1934
Ordre social et éducation

XXVIIe session - Angers - 1935
L'organisation coopérative

XXVIIIe session - Versailles - 1936
Les conflits de civilisation

XXIXe session - Clermont-Ferrand - 1937
La personne humaine en péril

XXXe session - Rouen - 1938
La liberté et les libertés dans la vie sociale

XXXIe session - Bordeaux - 1939
Le problème des classes dans la communauté nationale et dans l'ordre humain

XXXIIe session - Toulouse - 1945
Transformation sociale et libération de la personne

XXXIIIe session - Strasbourg - 1946
La communauté nationale

XXXIVe session - Paris - 1947
Le catholicisme face aux grands courants contemporains

XXXVe session - Lyon - 1948
Peuples d'outre-mer et civilisation occidentale

XXXVIe session - Lille - 1949
Réalisation économique et progrès social

XXXVIIe session - Nantes - 1950
Le monde rural dans l'économie moderne

XXXVIIIe session - Montpellier - 1951
Santé et société. Les découvertes biologiques et la médecine au service de l'homme

XXXIXe session - Dijon - 1952
Richesse et misère, croissance et répartition du revenu national

XLe session - Pau - 1953
Guerre et paix. De la coexistence des blocs à une communauté internationale

XLIe session - Rennes - 1954
Crise du pouvoir et crise du civisme

XLIIe session - Nancy - 1955
Les techniques de diffusion dans la civilisation contemporaine

XLIIIe session - Marseille - 1956
Les exigences humaines et l'expansion économique

XLIVe session - Bordeaux - 1957
Familles d'aujourd'hui

XLVe session - Versailles - 1958
L'enseignement, problème social

XLVIe session - Angers - 1959
La montée des peuples dans la communauté humaine

XLVIIe session - Grenoble - 1960
Socialisation et personne humaine

XLVIIIe session - Reims - 1961
L'europe des personnes et des peuples

XLIXe session - Strasbourg - 1962
La montée des jeunes dans la communauté des générations

Le session - Caen - 1963
La société démocratique

LIe session - Lyon - 1964
Le travail et les travailleurs dans la société contemporaine

LIIe session - Brest - 1965
L'homme et la révolution urbaine

LIIIe session - Nice - 1966
L'opinion publique

LIVe session - Nantes - 1967
Le développement, la justice et la paix

LVe session - Orléans - 1968
L'homme dans la société en mutation

LVIe session - Lille - 1969
Quelle économie ? Quelle société ?

LVIIe session - Dijon - 1970
Les pauvres dans les sociétés riches

LVIIIe session - Rennes - 1971
Contradictions et conflits. Naissance d'une société

LIXe session - Metz - 1972
Couples et familles dans la société d'aujourd'hui

LXe session - Lyon - 1973
Chrétiens et églises dans la vie politique

À compter de 1976, des Actes des sessions sont édités.

LXIe session - Paris - 1976
Travail, inégalité et changement social
Éditions Desclée de Brouwer, Paris.

LXIIIe session - Colmar - 1980
Santé et société
Éditions du Centurion, Paris.

LXIVe session - Lille - 1982
Quel travail social pour notre temps ?
Éditions ESF, Paris.

LXVe session - Bordeaux - 1986
La justice dans la vie des hommes d'aujourd'hui
Éditions ESF, Paris.

LXVIe session - Paris - Saint-Denis - 1987
Travail et emploi ; problème de société et problème de l'homme
Éditions ESF, Paris.

LXVIIe session - Paris - Saint-Denis - 1989
Les défis de la formation. quelle personne ? Pour quelle société ?
Éditions ESF, Paris.

LXVIIIe session - Paris - Issy-les-Moulineaux - 1991
Concurrence et solidarité : l'économie de marché, jusqu'où ?
Éditions ESF, Paris.

LXIXe session - Paris - Issy-les-Moulineaux - 1993
Les médias et nous. Quels pouvoirs ? quelles libertés ?
Éditions ESF, Paris.

LXXe session - Paris - Issy-les-Moulineaux - 1995
Une idée neuve : la famille, lieu d'amour et lien social
Bayard Éditions, Paris.

LXXIe session - Paris - Issy-les-Moulineaux - 1996
Entre mondialisation et nations, quelle europe ?
Bayard Éditions, Paris.

LXXIIe session - Paris - Issy-les-Moulineaux - 1997
L'immigration, défis et richesses
Bayard Éditions, Paris.

LXXIIIe session - Paris - Issy-les-Moulineaux - 1998
Démocratiser la république, représentation et participation du citoyen
Bayard Éditions, Paris.

LXXIVe session - Paris - 1999
D'un siècle à l'autre : l'évangile, les chrétiens et les enjeux de société
Bayard Éditions, Paris.

LXXVe session - Paris - 2000
Travailler et vivre
Bayard Éditions, Paris.

LXXVIe session - Issy-les-Moulineaux - 2001
Biologie, médecine et société. que ferons-nous de l'homme ?
Bayard Éditions, Paris.

LXXVIIe session - Paris - 2002
La violence. Comment vivre ensemble ?
Bayard Éditions, Paris.

LXXVIIIe session - Paris - 2003
L'argent
Bayard Éditions, Paris.

LXXIXe session - Lille - 2004
L'Europe. Une société à inventer
Bayard Éditions, Paris.

LXXXe session - Paris - 2005
Transmettre. Partager des valeurs, susciter des libertés
Bayard Éditions, Paris.

LXXXIe session - Paris - 2006
Qu'est-ce qu'une société juste ?
Bayard Éditions, Paris.

LXXXIIe session - Paris - 2007
Vivre autrement. Pour un développement durable et solidaire
Bayard Éditions, Paris.

LXXXIIIe session - Lyon - 2008
Les religions, menace ou espoir pour nos sociétés ?
Bayard Éditions, Paris.

LXXXIVe session - Villepinte - 2009
Nouvelles solidarités, nouvelle société
Bayard Éditions, Montrouge.

LXXXVe session - Paris - 2010
Migrants, un avenir à construire ensemble
Bayard Éditions, Montrouge.

LXXXVIe session - Paris - 2011
La démocratie, une idée neuve
Bayard Éditions, Montrouge.

LXXXVIIe session - Paris - 2012
Hommes et femmes, la nouvelle donne
Bayard Éditions, Montrouge.

LXXXVIIIe session - Paris, Lyon, Strasbourg - 2013
Réinventer le travail
Bayard Éditions, Montrouge.

LXXXIXe session - Lille - 2014
L'homme et les technosciences, le défi
Books on Demand.*

LXXXXe session - Paris - 2015
Religions et cultures, ressources pour imaginer le monde
Books on Demand.*

LXXXXIe session - Paris - 2016
Ensemble, l'éducation
Books on Demand.*

LXXXXIIe session - Paris - 2017
Quelle Europe voulons-nous ?
Books on Demand.*

LXXXXIIIe session - Lille - 2019
Refaire société, comment inventer des liens dans une France fracturée ?
Books on Demand.*

LXXXXIVe session - En ligne - 2020
Une société à reconstruire - Engageons-nous !
Books on Demand.*

LXXXXVe session - En ligne et à Versailles - 2021
Osons rêver l'avenir - Prendre soin des hommes et de la terre
*Books on Demand**

* sur commande sur www.bod.fr

Index des intervenants

Fabrice Boissier, 61
Adrien Candiard, 113
Paul Duchesne, 43
Cécile Duflot, 85
Fatima Fetouhi, 99
François Garçon, 47
Mario Giro, 77
Solen de Kersaint Gilly, 42
Didier Leschi, 102
Laurence de Nervaux, 50
Béatrice Oiry, 27
Jean-Marc Sauvé, 11
Pierre Servent, 73
Mathilde Szuba, 65
Maximilien Tierny, 41
Cédric Van Styvendael, 53
Xavier de Verchère, 97

Un grand merci à nos animateurs
de la table des questions

Anne-Sophie de Quercize, Laurent de Mautort, Dominique Pelloux-Prayer, Catherine Belzung, Philippe Segretain, Françoise Philip et Dominique Pannier.

Table des matières

Ouverture

Isabelle de Gaulmyn..... 5

Patrick Scauflaire 6

Une démocratie à réinventer

Fraternité et démocratie

Jean-Marc Sauvé 11

La fraternité dans la Bible

Béatrice Oiry 27

Carte blanche à des étudiants lillois

Maximilien Tierny 41

Solen de Kersaint Gilly 42

Paul Duchesne 43

Quelles pratiques pour une démocratie fraternelle ?

François Garçon..... 47

Laurence de Nervaux..... 50

Cédric Van Styvendael..... 53

Une planète vivable et pacifiée

La décroissance est-elle l'avenir ?

Fabrice Boissier 61

Mathilde Szuba..... 65

Si tu veux la paix, prépare la guerre... ou la paix ?

Pierre Servent 73

Mario Giro 77

Une planète vivable et pacifiée : les pistes d'espérance

Cécile Duflot..... 85

Des religions actrices de la citoyenneté

Dans une France laïque, les religions peuvent-elles être ferment de fraternité citoyenne ?

Père Xavier de Verchère 97
Fatima Fetouhi 99
Didier Leschi 102

Citoyenneté : un défi brûlant pour les religions

Frère Adrien Candiard..... 113

Conclusion

Isabelle de Gaulmyn..... 123

Lettre du Vatican 127

Homélie du père Bruno Cazin 129

Tables inspirantes 133

Annexes

L'histoire, les hommes, l'activité des Semaines sociales 157

Les sessions des Semaines sociales de France 161

Index des intervenants 167

Édition : BoD - Books on Demand,
12/14 rond-point des Champs Élysées, 75008 Paris
Impression : BoD – Books on demand
53 rue de la Lys, 59250 Halluin

ISBN 9782322463541 – dépôt légal : 2022

création graphique de la session 2022 : LaCédégraphe